

REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

UNITE-EGALITE-PAIX



RAPPORT ANNUEL ECONOMIQUE 2024



Scanner pour télécharger

REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

UNITE-EGALITE-PAIX



RAPPORT ANNUEL | 2024

Situation économique, sociale et financière

MOT DU MINISTRE

Raffermissement de l'économie nationale malgré la récurrence des chocs mondiaux



En 2024, l'économie mondiale a enregistré un léger ralentissement avec une croissance qui a reflué à 3,3% après 3,5% en 2023 dans un contexte marqué par la récurrence des chocs économiques et géopolitiques. Ce résultat reflète ainsi la résilience de plusieurs moteurs de l'activité mondiale notamment la consommation dans le sillage de la baisse progressive de l'inflation et les investissements publics bénéficiant des politiques budgétaires expansionnistes.

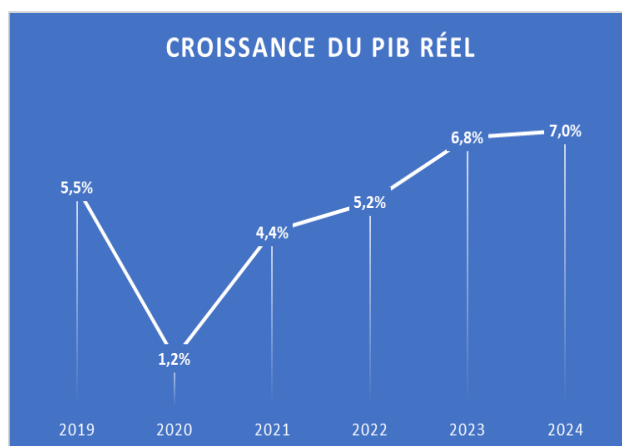
Au niveau national, l'économie a poursuivi sa trajectoire de croissance soutenue, avec un accroissement du PIB estimé à 7% en 2024 après 6,8% en 2023. Cette performance robuste dépasse l'évolution de l'activité en Afrique subsaharienne (+3,5%), reflétant ainsi le dynamisme et la résilience de l'économie djiboutienne face à un environnement mondial dégradé.

L'activité du transport et celle du BTP, en progression respectivement de 12% et 23%, ont stimulé l'économie.

Cette dynamique économique a également profité de la bonne tenue des télécommunications (+14%), l'énergie (+12%) et l'administration publique (+9%) en dépit du repli de 2% enregistré par la branche du commerce.

Du côté de la demande, la croissance a été portée par une consommation privée et publique robuste à +4,3% et +3,8% respectivement alors que les investissements affichent une légère reprise de 0,5% après une régression de 8,3% en 2023.

Pour sa part, l'indice des prix à la consommation a progressé en moyenne de 2,1% en 2024 contre 1,5% en 2023 en raison des perturbations de la chaîne d'approvisionnement liées à la crise en mer rouge.



Source : MED-DEP (MEI)

Concernant les comptes publics, la situation est caractérisée par une hausse des ressources de +9,4% à 137,5 milliards FDJ et des dépenses totalisant 157,3 milliards FDJ (+5%) par rapport à 2023, soit un déficit budgétaire qui s'est résorbé de 7% à 23,8 milliards FDJ (3,2% du PIB).

Au niveau des échanges extérieurs, le solde global de la balance des paiements a diminué de 8% à 113,96 milliards FDJ contre 123,58 milliards FDJ en 2023.

La situation monétaire est caractérisée en 2024 par une augmentation de la masse monétaire passant de 507,41 milliards FDJ à 524,7 milliards FDJ soit une hausse de 3,4% en variation annuelle. Cette évolution résulte de la hausse des créances intérieures (+20,5%) atténuée par une baisse des avoirs extérieurs nets (-10,6%).

En perspective, l'accroissement du PIB devrait atteindre 6,5% en 2025, avant de se stabiliser autour d'une moyenne d'environ 7% sur la période 2026-2029. Cette dynamique serait principalement soutenue par les investissements prévus dans le cadre du Plan national de développement 2025-2030, notamment la consolidation des infrastructures de transport et de télécommunications, ainsi que dans les secteurs de diversification et d'appui tels que le tourisme, les filières agro-industrielle et l'énergie, appelés à contribuer à l'élargissement de la base productive.

Toutefois, plusieurs aléas externes pourraient affecter cette trajectoire de croissance, au premier rang desquels les incertitudes géopolitiques et commerciales ainsi que les risques des phénomènes climatiques qui nécessitent des mesures d'atténuation et une gestion proactive de la politique économique.

ILYAS MOUSSA DAWALEH

Table des matières

MOT DU MINISTRE.....	2
INTRODUCTION	8
CHAPITRE I. CONTEXTE ECONOMIQUE MONDIAL EN 2024	9
1.1. PERFORMANCES ECONOMIQUES EN AFRIQUE	9
1.2. PERFORMANCES ECONOMIQUES DANS LES ETATS DU GOLFE.....	9
1.2.1. Evolution des cours des matières premières.....	10
1.2.1.1. Le cours du pétrole	10
1.2.1.2. Le cours du blé.....	10
1.2.1.3. Le cours du sucre.....	11
1.2.1.4. Le cours de l'huile.....	11
1.2.1.5. Le cours du riz	11
1.2.2. Evolution du marché des changes.	12
CHAPITRE II. ETAT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE EN 2024	13
2.1. LE SECTEUR REEL.....	13
2.1.1. Le secteur primaire	14
2.1.2. Le secteur secondaire.....	16
2.1.3. Le secteur tertiaire	19
2.1.3.2. Les transports.....	20
2.1.3.4. Commerce extérieur	23
2.1.3.5. Le secteur du tourisme	24
2.2. LA STRUCTURE DU PIB	24
2.2.1. Optique Production	24
2.2.2. Optique demande.....	25
2.3. Inflation.....	25
2.4. FINANCES PUBLIQUES	26
2.4.1. Les recettes intérieures.....	26
2.4.1.1. Les recettes fiscales.....	26
2.4.1.2. Les recettes non fiscales.....	27

2.4.2.	Les dons	27
2.4.3.	Les dépenses publiques.....	28
2.4.3.1.	Les dépenses courantes.....	28
2.4.3.2.	Les dépenses d'investissements.....	28
2.4.4.	Evolution du déficit budgétaire.....	29
2.5.	LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE.....	30
2.5.1.	Evolution de l'encours de la dette.....	30
2.5.2.	Le service de la dette extérieure.....	31
2.6.	LA BALANCE DE PAIEMENTS.....	31
2.6.1.	La balance commerciale des Biens.....	32
2.6.2.	La balance commerciale des services.....	32
2.6.3.	La Balance de revenus.....	32
2.6.4.	La balance des transferts courants	33
2.6.5.	Le Compte de capital et des opérations financières.....	33
2.7.	LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE	34
2.7.1.	Les composantes de la masse monétaire.....	34
2.7.2.	Les dépôts.....	35
2.7.3.	Les contreparties de la masse monétaire	35
2.7.4.	Couverture de l'émission fiduciaire au 31 décembre 2024	37
2.7.5.	Liquidité de l'Economie	38
CHAPITRE III : Le Financement de l'Economie		40
3.2.1	Les dépôts par type de déposants.....	41
3.2.2	Les dépôts des banques conventionnelles et islamiques	42
3.2.3	Les dépôts par type de monnaie.....	43
3.2.4	Les dépôts par terme de placement.....	43
3.2.5	La rémunération des dépôts	45
3.3.1.	Répartition des crédits par type des banques.....	47
3.3.2.	Taux de transformation bancaire	47
3.3.3.	Transformation des dépôts des banques conventionnelles	48

3.3.4.	Transformation des banques islamiques.....	49
3.3.5.	Répartition de crédits par termes	49
3.3.6.	Les crédits par secteur d'activités	50
3.3.7.	Les crédits selon les agents économiques.....	51
3.4.2	Distribution des crédits par devise	51
3.3.8.	Le coût des crédits.....	52
3.5.1.	La Microfinance conventionnelle.....	53
3.5.1.1.	Evolution des membres	53
3.5.1.2.	Epargne constituée	54
3.5.1.3.	Les crédits octroyés.....	55
3.5.1.4.	L'encours des crédits CPECs	55
3.5.2.	Microfinance islamique.....	55
CHAPITRE IV. LES SECTEURS SOCIAUX		57
4.1.	EDUCATION	57
4.1.1.	Effectifs des établissements scolaires.....	57
4.1.2.	Les inscriptions des élèves par niveau d'enseignement et le taux brut de scolarisation	57
4.2.	SANTE.....	58
4.3.1.	Infrastructures de santé	58
4.3.2.	Santé maternelle et infantile.....	59
4.3.3.	Maladies transmissibles et surveillance épidémiologique.....	59
4.3.	GENRE	60
4.4.	PROTECTION SOCIALE	61
Annexe : Indicateurs macroéconomiques et financiers 2020-2024		62

Liste des tableaux

Tableau 1 :	Evolution des produits d'origine animale destinés à la consommation (2020-2024)	14
Tableau 2:	Evolution des exportations par espèces (2020-2024)	14
Tableau 3 :	Evolution de la production agricole (2020-2024)	15
Tableau 4 :	Evolution de la production de la Pêche (2020-2024)	16
Tableau 5:	Evolution des indicateurs de la branche Energie (2020-2024)	17
Tableau 6:	Evolution du secteur de l'Eau (2020-2024)	18
Tableau 7 :	Evolution des ventes des ciments sur la période 2022-2024 (tonnes)	18

Tableau 8 : Evolution des principaux indicateurs de la branche de télécommunications	19
Tableau 9 : Evolution de conteneurs traités (en Teu)	20
Tableau 10: Volume des marchandises en vrac traitées par les ports (tonnes)	21
Tableau 11 : Evolution d'hydrocarbures en (M. tonnes)	21
Tableau 12 : Evolution des Indicateurs de l'activité aéroportuaire (2020-2024)	22
Tableau 13 : Evolution des Mouvements des Camions	22
Tableau 14 : Evolution du trafic ferroviaire (2023-2024)	22
Tableau 15 : Evolution des demandes djiboutiennes et éthiopiennes	23
Tableau 16 : Evolution des indicateurs du tourisme (2020-2024)	24
Tableau 17 : Les contributions sectorielles au PIB en % (2020-2024)	24
Tableau 18 : Structure du PIB selon l'optique demande en % (2020-2024)	25
Tableau 19 : L'indice des prix à la consommation sur la période (2020-2024)	25
Tableau 20 : Situation des recettes budgétaires de 2020 à 2024 (en millions FDJ)	27
Tableau 21: Situation des Dépenses budgétaires (en Millions FDJ) de 2020 à 2024	29
Tableau 22: Evolution de l'encours de la Dette extérieure publique 2020-2024 (Millions FDJ)	30
Tableau 23: Evolution du Service de la dette extérieure entre 2022 et 2024	31
Tableau 24 : Synthèse des principaux soldes de la Balance des paiements (en millions FDJ)	33
Tableau 25 : Répartition des Membres de CPECs de Djibouti ville et des régions entre 2021-2024	54
Tableau 26 : Volume de l'épargne constitué entre 2022-2024 (FDJ)	54
Tableau 27 : Evolution des crédits octroyés entre 2022-2024 (en FDJ)	55
Tableau 28 : Evolution des encours de crédits entre 2022-2024 (FDJ)	55
Tableau 29 : Nombre des écoles et des élèves Inscrits selon le niveau d'enseignement	57
Tableau 30 : Evolution des élèves inscrits et du Taux brut de scolarisation	58

Liste des graphiques

Graphique 1 : Evolution du Cours du Pétrole entre 2019-2024 (\$/Baril)	10
Graphique 2: Evolution du cours du blé entre 2020-2024 (\$/Mt)	10
Graphique 3 : Evolution du Cours du Sucre entre 2020-2024 \$ cents/KG	11
Graphique 4: Evolution du cours de l'huile entre 2020-2024 (\$/tonnes)	11
Graphique 5: Evolution du cours du riz entre 2020-2024 (\$/tonnes)	12
Graphique 6: Evolution du marché des changes entre 2020-2024 (Euro/Dollar)	12
Graphique 7 : Evolution du PIB réel et de l'inflation (2020-2024)	13
Graphique 8: Evolution des exportations et des consommations locales de bétails	15
Graphique 9 : Evolution des productions agricoles et du rendement.....	15
Graphique 10 : Evolution de la production de la Pêche (tonnes) par site entre 2020-2024.....	16
Graphique 11 : Evolution des Indicateurs de performances de la branche énergie	17
Graphique 12 : Evolution de la production, de la consommation d'eau et des Abonnés	18
Graphique 13: Evolution des services de télécommunications.....	19
Graphique 14 : Evolution du trafic de conteneurs hors et en transbordement 2020-2024 (teu).....	20
Graphique 15: Evolution du volume de marchandises en vrac traitées (Tonnes) entre 2020-2024	21
Graphique 16 : Evolution des importations djiboutiennes et éthiopiennes.....	23
Graphique 17 : Evolution de nombres de nuitée vendue et taux d'occupation globale 2020-2024	24
Graphique 18 : Evolution de l'inflation sur la période 2020-2024	26
Graphique 19: Evolution de différents postes de recettes en millions FDJ.....	28
Graphique 20: Evolution des principaux postes des dépenses en millions FDJ	29
Graphique 21 : Evolution du solde budgétaire global	30
Graphique 22: Evolution de l'encours de la Dette extérieure publique	30
Graphique 23: Evolution des échanges des services entre 2020-2024 (Millions FDJ)	32
Graphique 24 : Evolution de solde de la Balance des transferts (millions FDJ).....	33
Graphique 25: Evolution du compte capital et Financier (millions FDJ)	34
Graphique 26 : Evolution du taux brut de scolarisation selon le niveau d'enseignement	58
Graphique 27 : Evolution des Elèves inscrits par niveau d'enseignement	58

INTRODUCTION

En 2024, l'économie mondiale a légèrement fléchi à 3,3% par rapport à 2023, selon les dernières estimations du FMI. Cette résilience de l'activité mondiale s'est inscrite dans un contexte international difficile, marqué par la persistance des risques géopolitiques, les incertitudes commerciales et le maintien de taux d'intérêt élevés malgré un relatif assouplissement monétaire lié au processus de désinflation. En perspective, la croissance du PIB se situerait à 3% en 2025 et 3,1% en 2026.

À l'échelle nationale, l'économie djiboutienne a affiché une croissance soutenue du PIB estimée à 7% en 2024. Cette performance repose principalement sur la vigueur des activités portuaires, portée par une forte hausse des transbordements (+235,5%), conséquence directe du détournement des routes maritimes autour de la mer Rouge. D'autres secteurs moteurs ont également contribué à cet essor, notamment la construction (+23%), les télécommunications (+14,4%) et le tourisme (+5,4%).

En revanche, la branche commerce s'est repliée de 2% en 2024 par rapport à 2023.

L'indice des prix à la consommation fin de période a décéléré à -0,6% en variation annuelle après avoir crû de +3,7% en 2023. La baisse des prix de l'alimentation (-1%), de service de communication (-4%) et des articles d'habillements (-2%) a contribué à la baisse de l'indice global des prix. Alors qu'en moyenne annuelle, l'indice s'est relevé de 0,6 pp à 2,1% contre +1,5%.

L'investissement total (public et privé) a légèrement reculé de 1,7 pp, représentant 25,5% du PIB en 2024 contre 27,2 % en 2023.

La situation des finances publiques est marquée par une progression de 9,4% des recettes totales et dons à 137,45 milliards FDJ et des dépenses totales qui se sont accrues de 5% à 157,27 milliards FDJ, soit un solde budgétaire en déficit de 23,83 milliards FDJ (soit 3,2% du PIB).

Au niveau du secteur extérieur, l'excédent du compte courant s'est réduit à 113,96 milliards FDJ en 2024 (contre 123,58 milliards FDJ en 2023), en lien avec une diminution de 15% de la balance des biens et services.

La masse monétaire a progressé de 3,4% pour atteindre 524,7 milliards FDJ, tandis que les crédits intérieurs ont crû de 20,5% à 299,3 milliards FDJ. Les actifs extérieurs nets ont par contre diminué de 10,6% à 278,13 milliards FDJ.

CHAPITRE I. CONTEXTE ECONOMIQUE MONDIAL EN 2024

L'économie mondiale est ressortie plus résiliente qu'anticipée avec une croissance de 3,3% malgré un climat d'incertitude marqué par la persistance des risques géopolitiques, la menace des tensions commerciales et des conditions financières restrictives.

Dans les pays avancés, la conjoncture s'est légèrement améliorée. **Aux États-Unis**, la croissance a atteint 2,8 % en 2024, soutenue par la consommation des ménages et la baisse du chômage, malgré un ralentissement observé au dernier trimestre.

En **zone euro**, l'activité a progressé à 0,9%, après 0,4% en 2023, grâce à une hausse des dépenses des ménages et au soutien des exportations nettes. Toutefois, les performances de croissance restent hétérogènes : l'Allemagne demeure en contraction avec -2%, la France enregistre une croissance modeste de +1,1 %, tandis que l'Italie a ralenti à -0,7 % contre 0,9 % l'année précédente.

Du côté des pays émergents, les dynamiques sont plus contrastées. En **Chine**, le rythme de croissance de l'activité économique est resté soutenu à +5% en 2024, contre +5,2 % en 2023. Malgré un record d'exportations, l'économie reste entravée par la faiblesse de la consommation intérieure et par une crise immobilière persistante qui pèse sur la confiance des ménages et les finances locales. En **Inde**, la croissance a également ralenti, à +6,5% après une progression de 8,2 % en 2023. Bien que toujours vigoureuse, l'économie indienne a souffert du contexte international difficile et du ralentissement de la consommation et de la production manufacturière au troisième trimestre 2024.

Ainsi, si l'économie mondiale a échappé à la récession, elle évolue dans un environnement de croissance modérée et inégale, où les pays avancés connaissent un léger redressement, tandis que les principales économies émergentes, Chine et Inde en tête, amorcent un ralentissement relatif.

1.1. PERFORMANCES ECONOMIQUES EN AFRIQUE

En Afrique subsaharienne, la croissance s'est accélérée à 3,8% en 2024 après 3,6 % en 2023, grâce à la relance des investissements et la consommation privée consécutive aux assouplissements des politiques monétaires mises en oeuvre avec le recul de l'inflation.

1.2. PERFORMANCES ECONOMIQUES DANS LES ETATS DU GOLFE

En 2024, la croissance économique régionale a rebondi, passant d'environ 0,3% en 2023 à 1,7% en 2024. Elle est portée par la vigueur de la consommation privée, l'investissement et les réformes structurelles.

En dépit de la contraction de 4,5% de l'activité pétrolière, l'économie saoudienne s'est relancée en 2024 (+1,3% après -0,8% en 2023) grâce à la consommation privée, l'investissement non pétrolier, et les performances enregistrées par les secteurs clés comme le commerce, l'hôtellerie et la construction.

Aux Emirats arabes unis, l'accroissement de l'activité économique s'est renforcé de 3,8% en 2024 après 3,6% en lien aux performances dans les secteurs du tourisme, de la construction, de l'industrie manufacturière et des services financiers.

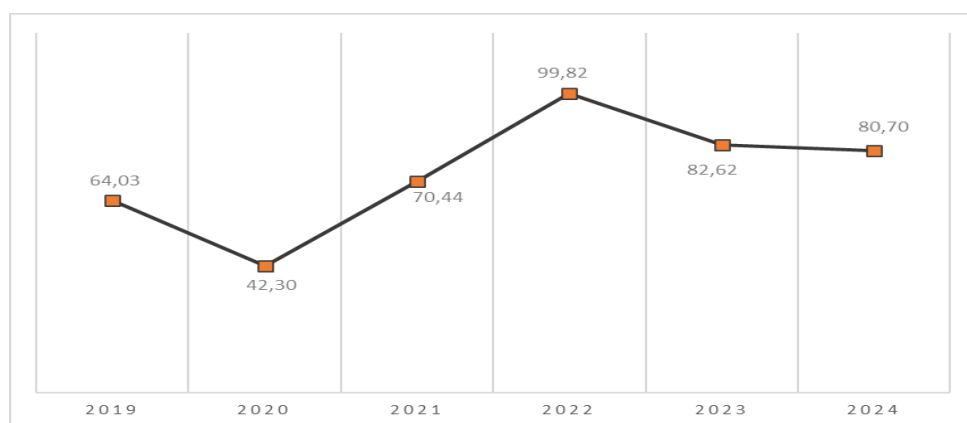
1.2.1. Evolution des cours des matières premières

L'indice FAO des prix des céréales a atteint en moyenne 113,5 points en 2024, marquant une diminution significative de 13,3 % par rapport à 2023. Cette baisse reflète une détente des prix sur les marchés mondiaux après plusieurs années de tensions liées aux chocs géopolitiques, aux conditions climatiques défavorables et aux perturbations logistiques observées entre 2021 et 2023.

1.2.1.1. Le cours du pétrole

Entre 2023 et 2024, le Brent est passé d'une moyenne d'environ 83 USD à 81 USD par baril. Cette évolution reflète une légère détente des prix, conséquence d'une offre plus abondante de l'OPEP+, d'une demande mondiale moins vigoureuse, et d'une réduction de la volatilité géopolitique. Le marché pétrolier a ainsi amorcé une phase de stabilisation, marquée par une normalisation progressive après les chocs énergétiques de la période 2021-2022 due aux crises géopolitiques entre la Russie et l'Ukraine.

Graphique 1 : Evolution du Cours du Pétrole entre 2019-2024 (\$/Baril)

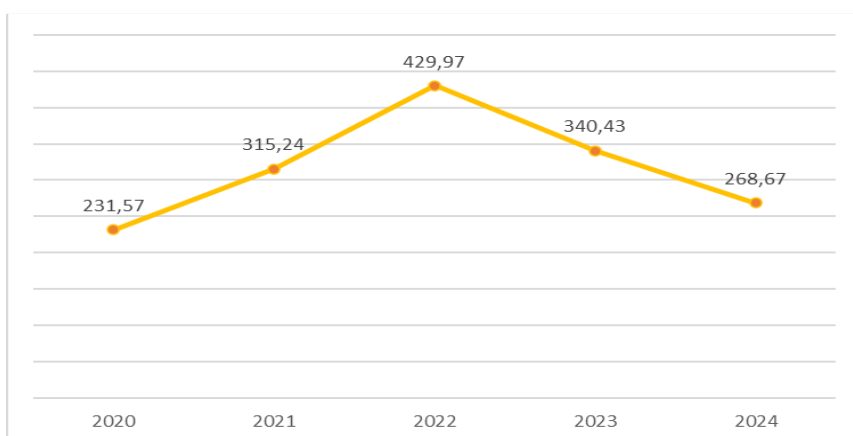


Source : Banque mondiale

1.2.1.2. Le cours du blé

Le prix a reculé à environ 269 USD la tonne, soit une baisse d'un peu plus de 21 % en un an par rapport au cours de 340 USD enregistré en 2023. Ce repli traduit une phase de normalisation. L'offre a retrouvé davantage de souplesse, portée par de meilleures conditions de production et une reconstitution progressive des disponibilités notamment des récoltes en Argentine et en Australie. En parallèle, la demande mondiale a montré des signes d'essoufflement, dans un contexte de ralentissement économique et de pouvoir d'achat sous pression, ce qui a contribué à freiner la hausse des cours.

Graphique 2 : Evolution du cours du blé entre 2020-2024 (\$/Mt)

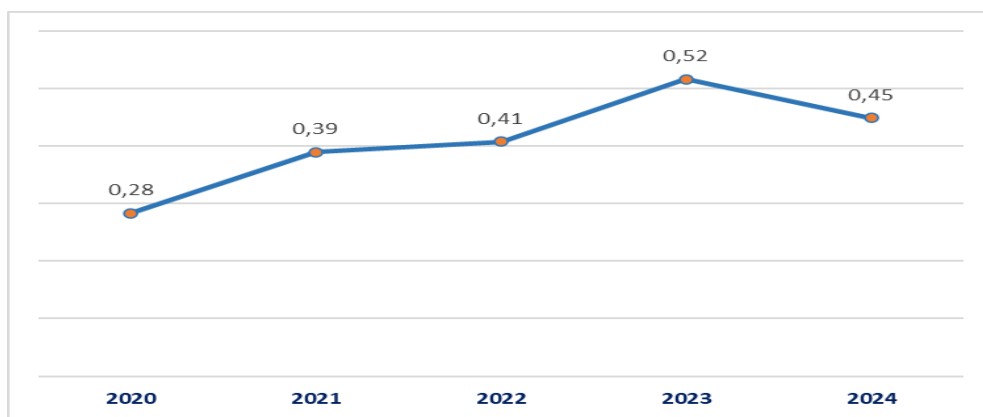


Source : Banque mondiale

1.2.1.3. Le cours du sucre

Le prix du sucre est redescendu à 0,45 cents en 2024 après avoir monté à 0,52 cents en 2023 traduisant une diminution de près de 13,5 % en un an. Ce repli a été favorisé par une nette amélioration de l'offre notamment au Brésil où une récolte abondante a été enregistrée, ainsi que dans d'autres pays producteurs comme la Thaïlande qui ont bénéficié de conditions climatiques plus favorables. Par ailleurs, la baisse relative des prix de l'énergie a réduit l'attrait de l'éthanol au détriment du sucre, permettant de réorienter une partie de la canne vers la production sucrière.

Graphique 3 : Evolution du Cours du Sucre entre 2020-2024 \$ cents/KG

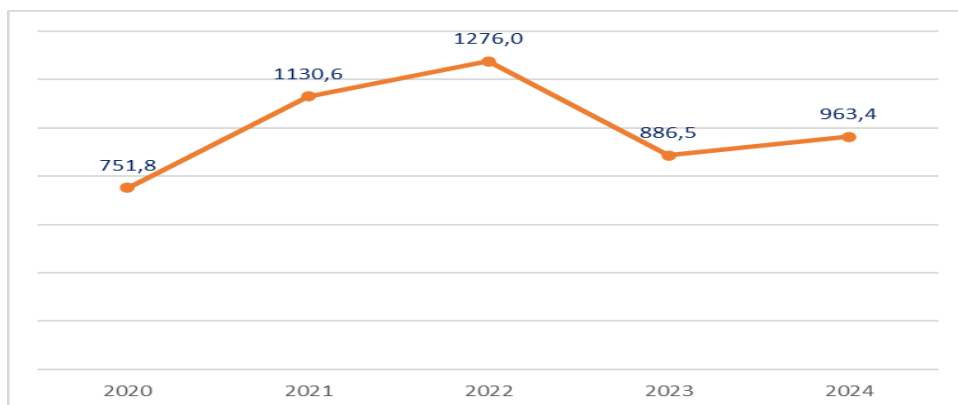


Source : Banque mondiale

1.2.1.4. Le cours de l'huile

L'année 2024 est marquée par une reprise des cours de l'huile de palme, qui sont repartis à la hausse, autour de 963 USD la tonne contre 886 USD en 2023 soit une progression d'environ 9%. Cette situation résulte d'une forte demande enregistrée en Asie du Sud-Est, où l'huile de palme reste un ingrédient clé dans la production d'agrocarburants, et la pression climatique, en particulier le phénomène *El Niño*, qui a réduit les rendements des plantations.

Graphique 4 : Evolution du cours de l'huile entre 2020-2024 (\$/tonnes)



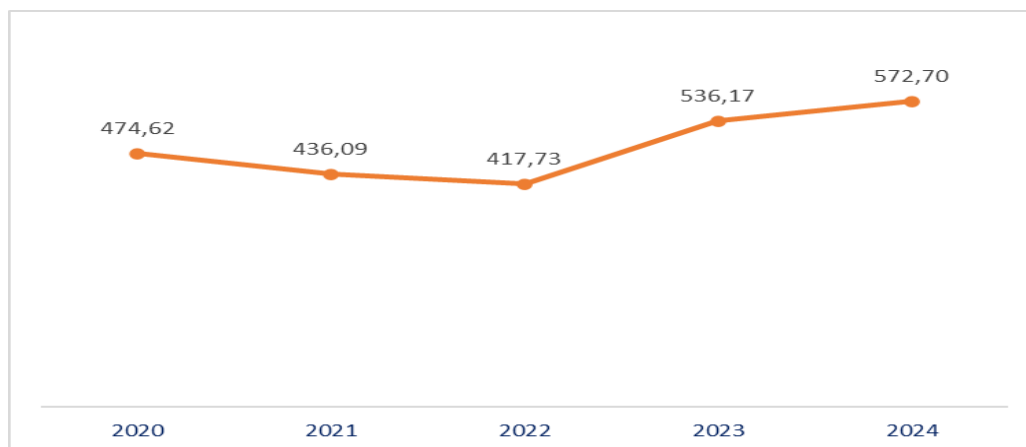
Source : Banque mondiale

1.2.1.5. Le cours du riz

En 2024, le cours du riz s'est établi à 573\$ la tonne en hausse 6,8% par rapport au cours de 536 \$ enregistré en 2023.

Cette évolution traduit un marché qui est resté orienté à la hausse, soutenu par une demande persistante et des facteurs d'offre qui continuent de peser (contraintes climatiques, coûts de production élevés ou encore tensions géopolitiques affectant les échanges).

Graphique 5: Evolution du cours du riz entre 2020-2024 (\$/tonnes)



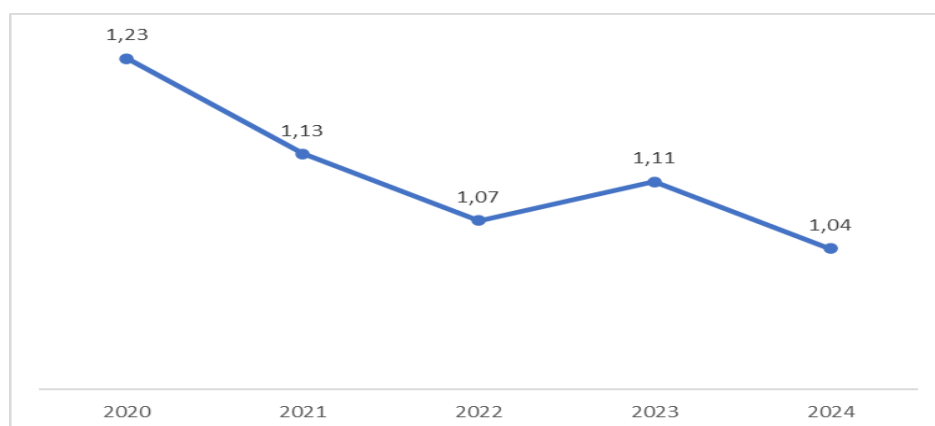
Source : Banque mondiale

1.2.2. Evolution du marché des changes.

En 2024, l'euro s'est de nouveau affaibli face au dollar, tombant à 1,04 après avoir atteint 1,11 en 2023. Ce recul traduit un renforcement de la devise américaine, alimenté par des flux d'investissements soutenus vers les États-Unis et par la perception d'une économie plus résiliente que celle de la zone euro. L'Europe, minée par une croissance faible et des incertitudes budgétaires, n'a pas réussi à convaincre les marchés, tandis que la Banque centrale européenne apparaissait moins offensive que la Réserve fédérale.

Ainsi, l'année 2024 confirme la fragilité de l'euro : après une brève reprise en 2023, la monnaie unique est revenue à un de ses plus bas niveaux depuis 2020, prolongeant la tendance d'affaiblissement amorcée dès 2021.

Graphique 6: Evolution du marché des changes entre 2020-2024 (Euro/Dollar)



Source : BCE

CHAPITRE II. ETAT DE L'ÉCONOMIE NATIONALE EN 2024

À l'instar de l'année 2023, l'économie djiboutienne a maintenu une dynamique de croissance soutenue en 2024, avec une croissance du PIB estimée à 7%. Cette performance a été portée par plusieurs branches motrices, dont le transport, la construction, les télécommunications et l'énergie, qui ont contribué de manière significative à l'essor économique national.

2.1. LE SECTEUR RÉEL

Le produit intérieur brut (PIB) atteindrait 662,94 milliards FDJ en accroissement de 7,0 % par rapport à 2023 avec principalement une contribution de +4,2 points du secteur tertiaire. Le secteur secondaire et le secteur primaire apporteraient quant à eux 2,4 points et 0,4 point de croissance respectivement.

La valeur ajoutée du secteur primaire a augmenté de 14,1% en raison du dynamisme des branches agriculture et élevage qui ont progressé de 19% et de 13%. Sa part dans le PIB reste cependant quasiment stable à 2,7%.

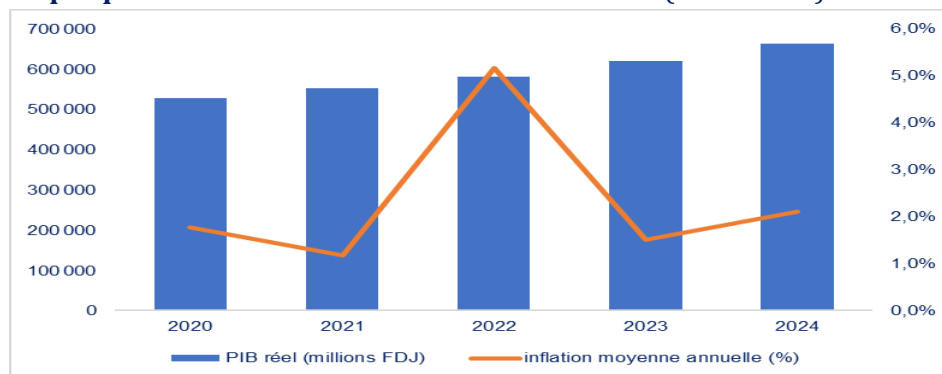
Le secteur secondaire affiche une hausse de 16,7% en 2024 après +5,5% en 2023. Cette performance de croissance de 11,2 points supplémentaires provient de toutes les branches de ce secteur et plus particulièrement de la branche construction qui s'est renforcée de 23% contre 7,7% en 2023. Cette consolidation a permis une amélioration de sa part dans le PIB à 15,7% (+1,3 pp sur un an).

Le secteur tertiaire s'est accru à 5,9% en 2024 en lien avec le renforcement des activités du transport (+12%) qui ont été portées par la forte croissance du trafic de conteneur (+49%), l'administration (+9,4%), les télécommunications et le secteur financier qui ont tous les deux progressé respectivement de 14,4% et 12,4%.

L'inflation en fin de période est ressortie à -0,6% sur un an en raison principalement de la décélération des prix des produits alimentaires qui ont diminué de 1%. En moyenne annuelle, elle est ressortie à 2,1% après 1,5% enregistrée une année auparavant.

Pour ce qui est de la Formation brute de capital fixe (FBCF), elle s'est inscrite en hausse légère de 0,5% contre une baisse de 8,3% en 2023, grâce à la composante privée qui s'est renforcée de 5,1% (-16% en 2023). La composante publique, pour sa part, s'est repliée de 14% en 2024. Globalement, le taux d'investissement mesuré par la FBCF s'est établi à 25,5% du PIB en 2024 contre 27,2% un an auparavant.

Graphique 7 : Evolution du PIB réel et de l'inflation (2020-2024)



2.1.1. Le secteur primaire

Le secteur primaire, qui avait progressé de 3,5% en 2023, a connu une nette accélération de sa croissance en 2024 de 14,1%. Sa contribution au PIB s'est accru de 0,2 pp à 2,7%. Dans le détail, les différentes branches se répartissent comme suit : l'agriculture a contribué à hauteur de 1%, l'élevage à 1%, la pêche à 0,6%, et la sylviculture à 0,1% du PIB.

2.1.1.1. Elevage

En 2024, la consommation de viande à Djibouti a poursuivi sa progression, atteignant 259 973 têtes, soit une hausse de 13,4% par rapport à 2023 (229 187 têtes). Cette croissance est essentiellement tirée par l'augmentation marquée de la consommation de viande ovine, qui s'est accrue de 20,9% pour atteindre 206 991 têtes. En revanche, la consommation de viande bovine a reculé de 9,1 %, passant de 52 216 têtes en 2023 à 47 490 têtes en 2024. De même, la consommation de viande cameline a enregistré une contraction de 5,4%, avec 5 492 têtes abattues contre 5 808 un an plus tôt.

Tableau 1 : Evolution des produits d'origine animale destinés à la consommation (2020-2024)

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2024/2023
OVIN	114 119	103 094	130 191	171 163	206 991	20,9%
BOVIN	40 064	38 502	43 653	52 216	47 490	-9,1%
Camelin	6 653	7 877	8 563	5 808	5 492	-5,4%
Total	160 836	149 473	182 407	229 187	259 973	13,4%

Source : Direction de l'Elevage, unité : nombre

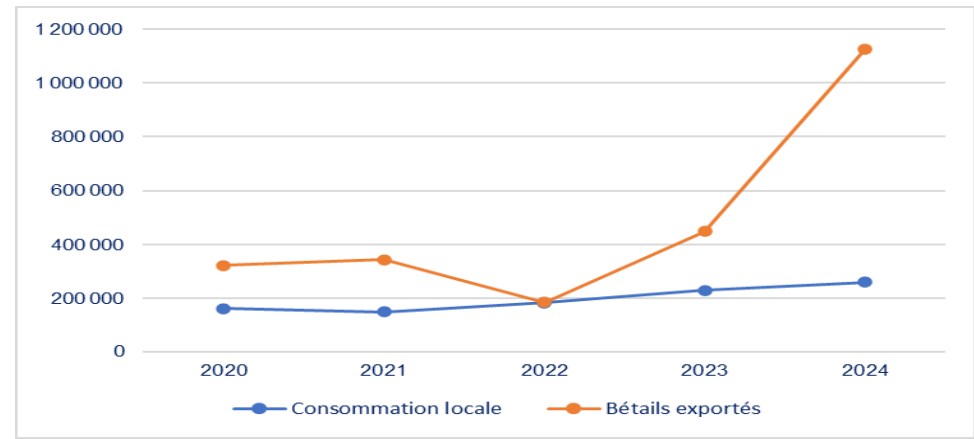
Les exportations de bétail ont enregistré une progression spectaculaire en 2024, avec une hausse de 151,4 %, passant de 448 062 têtes en 2023 à 1 126 525 têtes. Cette dynamique a été portée par une forte expansion des exportations d'ovins (+161,2%) et dans une moindre mesure par l'augmentation de bovins (+37,5 %), et des camelins (+30,7%). Cette performance exceptionnelle résulte en grande partie du report de flux commerciaux qui transitaient auparavant par d'autres ports de la sous-région, les opérateurs privilégiant désormais Djibouti grâce à la fiabilité renforcée de son centre de quarantaine.

Tableau 2: Evolution des exportations par espèces (2020-2024)

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2024/2023
Ovins	275 938	310 324	143 308	413 371	1 079 667	161,2%
Camelins	32 178	21 644	26 750	12 340	16 133	30,7%
Bovins	13 723	10 478	15 248	22 351	30 725	37,5%
Total	321 839	342 446	185 306	448 062	1 126 525	151,4%

Source : PDSA

Graphique 8: Evolution des exportations et des consommations locales de bétails



2.1.1.2. La production agricole

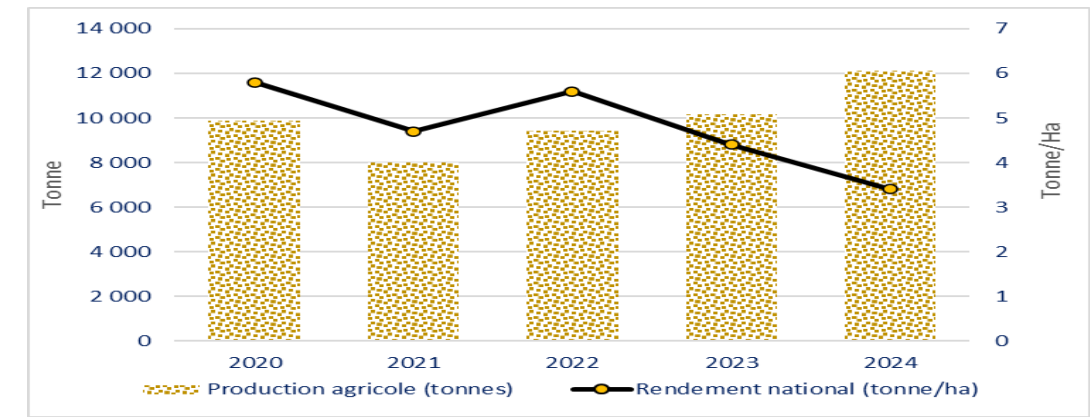
En 2024, la production agricole nationale a progressé de 19,3% par rapport à 2023, atteignant 12 132 tonnes. Cette hausse s’explique avant tout par l’augmentation significative des superficies cultivées (+56,2 %) et par la croissance du nombre d’exploitations agricoles (+34,3 %), témoignant d’une mobilisation accrue des terres et d’un élargissement de la base productive. Toutefois, cette dynamique expansive s’est accompagnée d’une dégradation du rendement moyen, passé de 4,4 à 3,4 tonnes par hectare (-22,7 %).

Ce recul reflète plusieurs contraintes structurelles notamment les conditions climatiques difficiles (sécheresse récurrente, pluies irrégulières, pression accrue sur les ressources en eau) qui affectent directement la productivité des cultures mais aussi la prédominance de techniques de production encore traditionnelles, souvent faiblement mécanisées et peu intensives en intrants modernes.

Tableau 3 : Evolution de la production agricole (2020-2024)

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2024/2023
Production agricole (tonnes)	9 896	8 013	9 422	10 171	12 132	19,3%
Superficie nationale Cultivée (ha)	1 707	1 687	1 696	2 315	3 617	56,2%
Nombres exploitations	2 081	2 240	2 218	2 969	3 987	34,3%
Rendement national (tonne/ha)	5,8	4,7	5,6	4,4	3,4	-22,7%

Graphique 9 : Evolution des productions agricoles et du rendement



2.1.1.3. La Pêche

En 2024, les captures de poissons ont atteint 3 387 tonnes, soit une progression de 6,3% par rapport à 2023 (3 185 tonnes). Cette amélioration résulte principalement des performances enregistrées au site de Djibouti, qui représente les trois quarts des débarquements nationaux et dont les captures se sont accrues de 11,1% pour atteindre 2 576 tonnes. Le site de Tadjourah a affiché une progression modeste de 2,4% entre 2023 et 2024 en passant de 205 tonnes capturés à 210 tonnes.

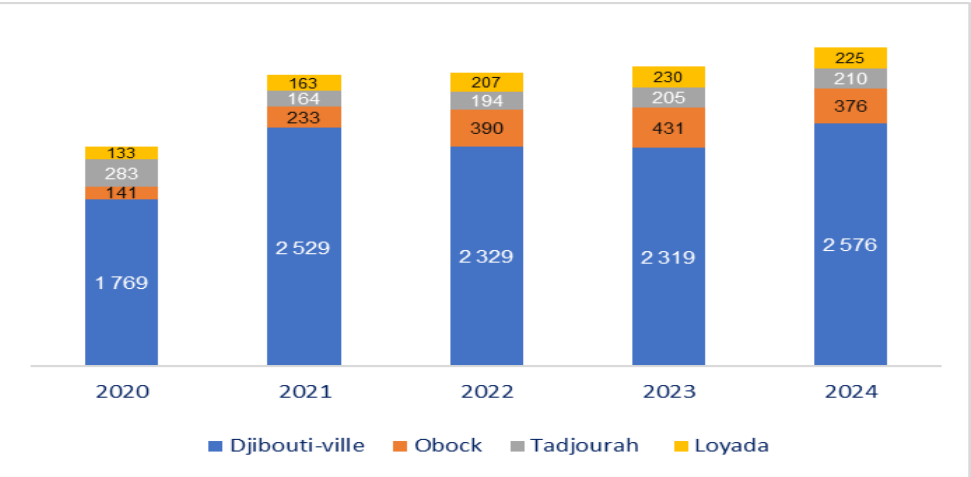
En revanche, d’autres sites ont connu un repli. Les captures à Obock ont reculé de 12,8% en passant de 431 tonnes en 2023 à 376 tonnes en 2024, et celles de Loyada de 2,3% en passant de 230 tonnes à 225 tonnes en 2024.

Tableau 4 : Evolution de la production de la Pêche (2020-2024)

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2024/2023
Djibouti	1 769	2 529	2 329	2 319	2 576	11,1%
Obock	141	233	390	431	376	-12,8%
Tadjourah	283	164	194	205	210	2,4%
Loyada	133	163	207	230	225	-2,3%
Total	2 326	3 089	3 120	3 185	3 387	6,3%

Source : Direction de la Pêche, unité : tonnes

Graphique 10 : Evolution de la production de la Pêche (tonnes) par site entre 2020-2024



2.1.2. Le secteur secondaire

2.1.2.1. Production de l’énergie

En 2024, la production énergétique a poursuivi son expansion et s’est établie à 811 396 MWH, soit une progression notable de 11,6% par rapport aux 726 957 MWH de 2023. L’opérationnalisation de l’énergie éolienne a permis cependant de rehausser la proportion de l’énergie produite localement à 37% contre 22% en 2023 au détriment de l’énergie importée qui a diminué de 78% à 63%.

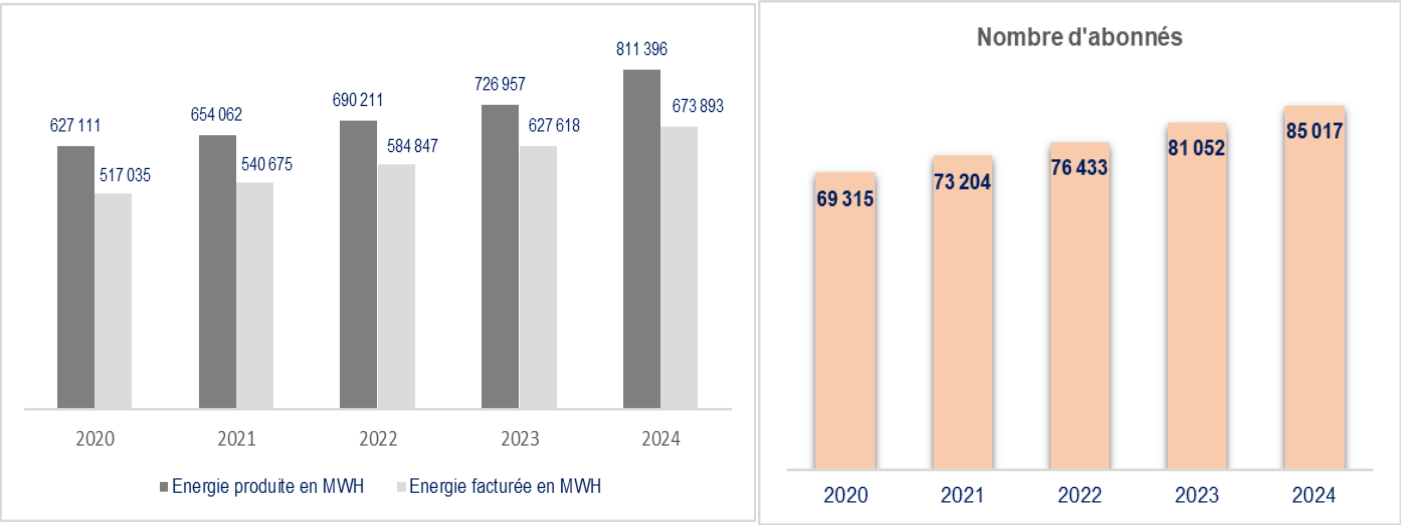
La consommation facturée a suivi la même tendance, atteignant 673 893 MWH, en augmentation de 7,4% par rapport à 2023 (627 618 MWH). En revanche, le taux de rendement commercial a connu une baisse de 3,2 points de pourcentage, passant de 86,3 % en 2023 à 83,1% en 2024, traduisant des pertes techniques dans la chaîne de distribution.

Le nombre d’abonnés a également progressé de manière significative pour atteindre 85 017 en 2024, soit 4,9% de plus que l’année précédente (+3 965 abonnés). Cette évolution témoigne de l’élargissement de l’accès au réseau de l’EDD.

Tableau 5: Evolution des indicateurs de la branche Energie (2020-2024)

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2024/2023
Energie produite en MWH	627 111	654 062	690 211	726 957	811 396	11,6%
Energie facturée en MWH	517 035	540 675	584 847	627 618	673 893	7,4%
Taux de rendement commercial (%)	82,4%	82,7%	84,7%	86,3%	83,1%	-3,2 points
Prix moyen du KWh (en FDJ)	51	51	50	50	50	-
Nombre d'abonnés	69 315	73 204	76 433	81 052	85 017	4,9%

Graphique 11 : Evolution des Indicateurs de performances de la branche énergie



2.1.2.2. Production d’eau

En 2024, la production d’eau s’est établie à 28,5 millions de m³, en progression de 6,7% par rapport aux 26,7 millions de m³ enregistrés en 2023. Cette augmentation confirme la tendance haussière observée ces dernières années, traduisant les efforts consentis pour renforcer les capacités de production et répondre à une demande croissante.

La consommation d’eau a, pour sa part, enregistré une hausse encore plus marquée de 8,7 %, atteignant 19,1 millions de m³ contre 17,6 millions de m³ en 2023. Cette évolution témoigne d’une amélioration de l’accès des ménages et des entreprises aux services de distribution.

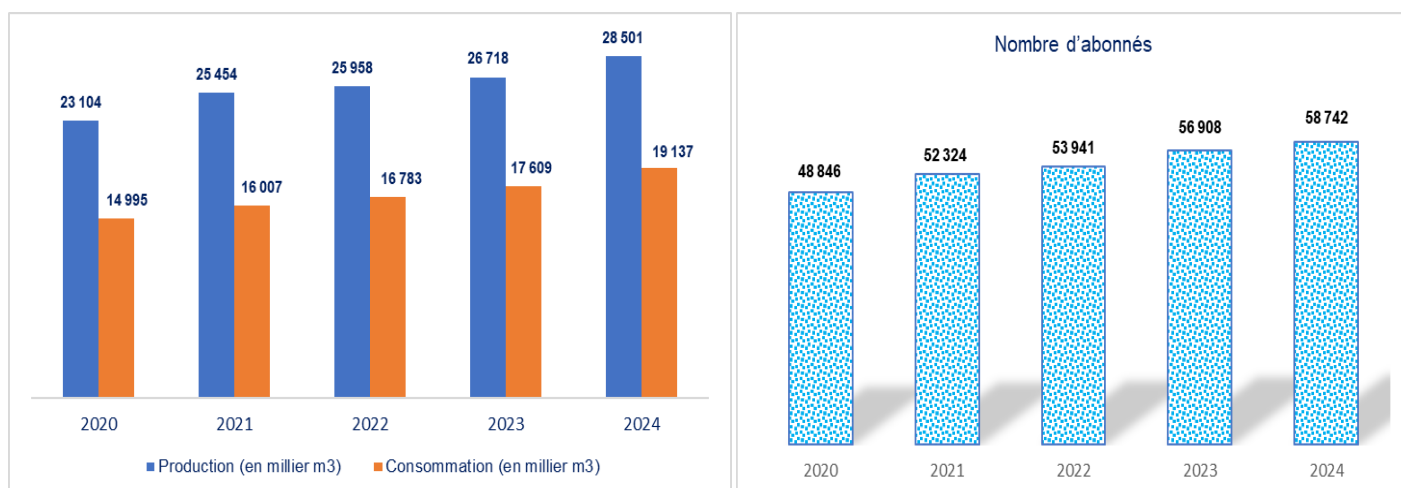
Parallèlement, les pertes sur le réseau ont légèrement reculé, passant de 34 % en 2023 à 33 % en 2024 soit une amélioration de 1 point. Cette évolution positive traduit un meilleur contrôle des fuites et des pertes techniques.

Le nombre d’abonnés a poursuivi sa progression, atteignant 58 742 en 2024, soit une croissance de 3,2% (soit environ 1 834 abonnés supplémentaires). Cette hausse illustre la dynamique d’extension du réseau et l’élargissement de la couverture en eau potable.

Tableau 6: Evolution du secteur de l'Eau (2020-2024)

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2024/2023
Production (en millier m ³)	23 104	25 454	25 958	26 718	28 501	6,7%
Consommation (en millier m ³)	14 995	16 007	16 783	17 609	19 137	8,7%
Pertes sur le réseau	35%	37%	35%	34%	33%	-1 pt
Nombre d'abonnés	48 846	52 324	53 941	56 908	58 742	3,2%

Source : ONEAD

Graphique 12 : Evolution de la production, de la consommation d'eau et des Abonnés

2.1.2.3. La branche Bâtiment et Travaux publics

La branche Bâtiment et Travaux publics-BTP a bonifié sa contribution au PIB sur les cinq dernières années avec en moyenne une part de 5,7%, et représente la principale branche du secteur industriel de Djibouti.

En 2024, l'activité de cette branche appréciée par les ventes de ciments a enregistré une augmentation de 16% à 153 714 tonnes comparé aux 132 616 constatées en 2023. La dynamique des activités de constructions observée dans le secteur du logement, les infrastructures routières expliquent cet essor.

Tableau 7 : Evolution des ventes des ciments sur la période 2022-2024 (tonnes)

	2022	2023	2024	Variation 2024/2023
Ventes des ciments	71 718	132 616	153 714	15,9%

Source : Nael cement et cimenterie d'ali sabieh

2.1.3. Le secteur tertiaire

2.1.3.1. Les télécommunications

La branche des télécommunications constitue l’un des piliers majeurs du développement économique moderne. Au-delà de sa contribution en moyenne de 2,7% au PIB, elle joue un rôle déterminant dans l’amélioration de la connectivité nationale et internationale, en facilitant la circulation des informations, des flux financiers et des innovations technologiques.

Ses gammes de produits et services concernent la ligne téléphonique fixe, la téléphonie mobile (GSM) et l’Internet.

En 2024, le nombre d’abonnés GSM a progressé de 8,2%, atteignant 604 659 abonnés, soit 46 052 de plus qu’en 2023. Parallèlement, le nombre d’abonnés à l’Internet a augmenté de 21,2%, pour s’établir à 21 216 abonnés, soit une hausse de 3 704 par rapport à l’année précédente.

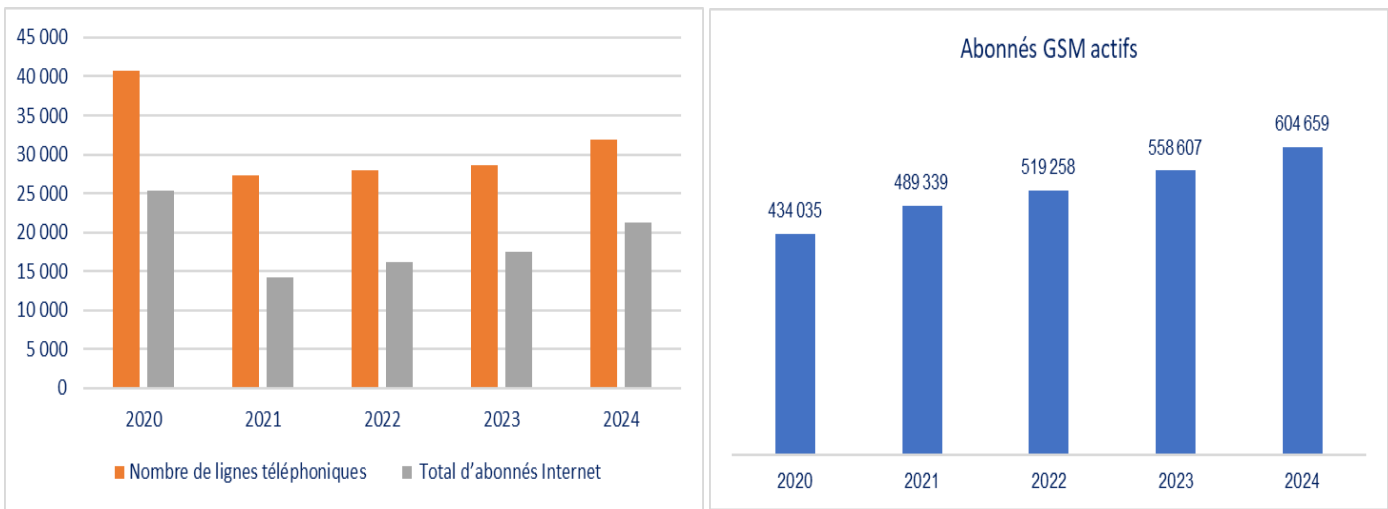
Le nombre de lignes téléphoniques s’est accru de 11,3% grâce à l’abonnement au téléphone fixe (+13%), tandis que la cabine téléphonique privée et la téléphonie rurale (GSM fixe) poursuivent leur décélération depuis 2020.

Tableau 8 : Evolution des principaux indicateurs de la branche de télécommunications

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2024/2023
Nombre de lignes téléphoniques	41 508	40 763	27 326	27 931	28 673	31 905	11,3%
Lignes téléphoniques fixes	26 908	27 341	25 226	26 193	27 107	30 597	12,9%
Téléphonie rurale (GSM fixe)	11 500	11 347	308	289	274	217	-20,8%
Cabine téléphonique privée	3 100	2 075	1 792	1 449	1 292	1 091	-15,6%
Abonnés GSM actifs	414 809	434 035	489 339	519 258	558 607	604 659	8,2%
Total d’abonnés Internet	33 488	25 402	14 261	16 242	17 512	21 216	21,2%
Internet haut débit	33 488	25 402	14 261	16 242	17 512	21 216	21,2%

Source : Djibouti télécom

Graphique 13: Evolution des services de télécommunications



2.1.3.2. Les transports

Le secteur tertiaire, principal moteur de la croissance économique, s’est accru de 5,9% en 2024 par rapport à 2023. En dépit d’un recul des activités du commerce (-2%), la consolidation des activités portuaires ont permis de renforcer la performance du tertiaire.

2.1.3.3. Transport Maritime

La branche du transport a consolidé sa trajectoire ascendante engagée en 2023 avec un accroissement de 15,8% de l’activité maritime à 20,83 millions tonnes en 2024 contre 17,98 millions de tonnes en 2023 grâce notamment aux performances remarquables du trafic des conteneurs. Celui-ci a franchi un seuil record de plus d’un million de conteneurs traités, niveau jamais atteint depuis l’opérationnalisation du terminal à conteneurs.

🚢 Le trafic de conteneurs

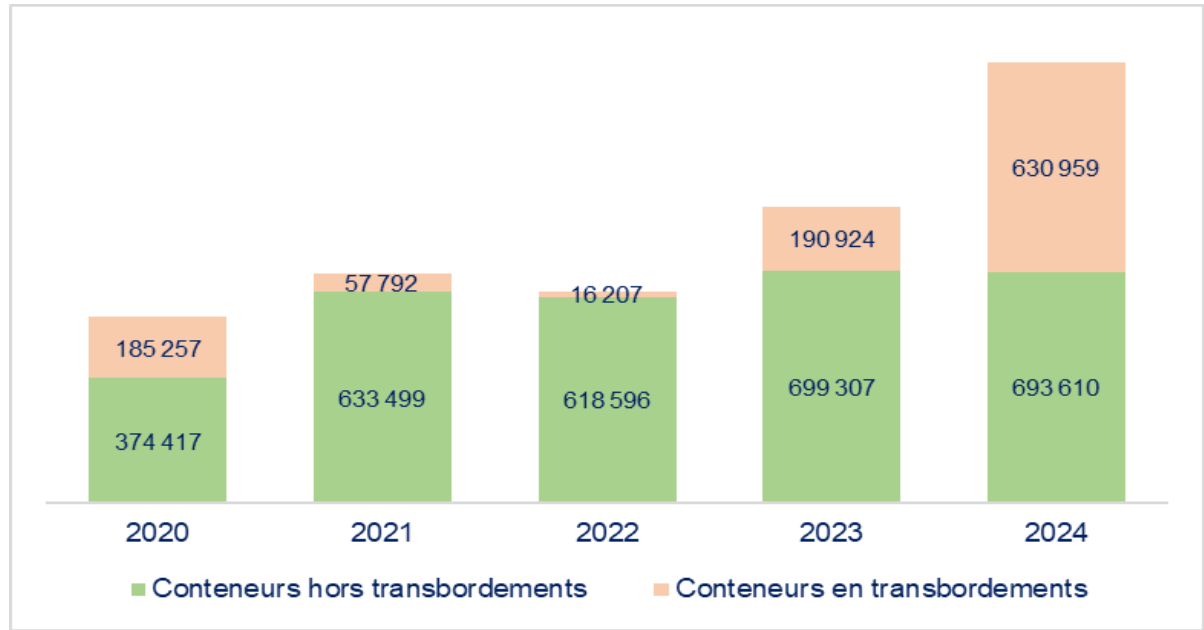
L’activité du transport maritime s’est renforcée avec un accroissement du trafic de conteneurs de 49% à 1 324 569 conteneurs comparé aux 890 231 conteneurs traités en 2023. Face à une légère baisse de conteneurs traités hors transbordement (-0,8%), ce sont les activités de transbordement qui ont soutenu l’augmentation du trafic global de 235,5%.

Tableau 9 : Evolution de conteneurs traités (en Teu)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	VAR 2024/2023
Importations	361 687	33263	317 447	311 132	357 813	351 057	-1,9%
Exportations	363 012	341 154	316 052	307 464	341 494	342 553	0,3%
Transbordements	185 219	180 180	51 854	8 381	181 483	608 575	235,3%
Restow	9 373	5 077	5 938	7 826	9 441	22 384	137,1%
Nombre des conteneurs traités	919 291	559 674	691 291	634 803	890 231	1 324 569	48,8%

Source : DMP

Graphique 14 : Evolution du trafic de conteneurs hors et en transbordement 2020-2024 (teu)



Le trafic des marchandises en vrac

Le volume des marchandises en vrac a progressé de 14,5% à 5,86 millions de tonnes métriques comparé à son niveau de 2023. Alors que l'année dernière, ce trafic avait progressé de 7% en variation annuelle.

Tableau 10: Volume des marchandises en vrac traitées par les ports (tonnes)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	variat° 2024/2023
Importations	5 683 032	4 884 871	5 069 607	4 599 159	4 790 236	5 439 214	14%
Exportations	247 803	94 568	91 437	178 694	276 426	291 645	6%
Transbordements	58 771	134 783	2 971	11 190	52 576	131 718	151%
TOTAL	5 989 606	5 114 222	5 164 015	4 789 043	5 119 238	5 862 577	14,5%

Source : Département statistique du DMP.

Graphique 15: Evolution du volume de marchandises en vrac traitées (Tonnes) entre 2020-2024



Les hydrocarbures

Les importations des hydrocarbures ont augmenté de 2,3% à 4,62 millions de métrique tonnes en 2024 contre 4,52 millions métrique tonnes en 2023. Cette hausse résulte de la progression de la commande djiboutienne (+40,2%) alors que le trafic à destination de l'Ethiopie et en transbordement ont diminué respectivement de 1,2% et 14,6%.

Tableau 11 : Evolution d'hydrocarbures en (M. tonnes)

	2020	2021	2022	2023	2024	VAR 2024/2023
Hydrocarbures (T. Horizon)	5 001 949	4 372 283	4 304 422	4 515 801	4 619 315	2,3%
Djibouti	410 727	384 301	375 231	403 619	565 321	40,1%
Ethiopie	4 491 803	3 891 427	3 839 641	4 031 675	3 985 229	-1,2%
Transbordement	99 419	96 555	89 550	80 507	68 765	-14,6%

Source : Département statistique du DMP

2.1.3.3.1. Transport Aérien

Le nombre de vols commerciaux est passé de 6 279 en 2023 à 6 716 en 2024, soit une hausse de +7%. Cette progression traduit un regain d'activité aérienne avec une hausse de dessertes. Alors que les passagers sont en recul de 3,4% à 278 951 enregistrés en 2024 contre 288 842 passagers en 2023.

bien que les passagers en transit aient augmenté de 251% en passant de 347 en 2023 à 1218 en 2024, les passagers hors transit ont diminué de 3,7% en 2024 à 277 733 contre 288 495.

Tableau 12 : Evolution des Indicateurs de l'activité aéroportuaire (2020-2024)

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2024/2023
Vols commerciaux	5 844	8 038	7 136	6 279	6 716	7,0%
Total passagers	149 931	240 869	298 211	288 842	278 951	-3,4%
Passagers hors transit	149 438	234 375	286 406	288 495	277 733	-3,7%
Passagers en transit	493	6 494	11 805	347	1 218	251,0%

Source : Aéroport International de Djibouti (AID)

2.1.3.3.2. Transport Routier

Le trafic routier constitué principalement des mouvements de camions entre Djibouti et l'Ethiopie s'est replié de 6,3% à 400 686 en 2024 comparé aux 427 471 de 2023. Cette évolution du trafic est expliquée par le ralentissement des flux de marchandises en transit.

Tableau 13 : Evolution des Mouvements des Camions

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2024/2023
Mouvement des camions	387 588	399 873	379 460	427 471	400 686	-6,27%

Source : DPCR,

2.1.3.3.3. Transport ferroviaire

Le trafic des passagers djiboutiens s'est établi à 59 811 passagers en hausse de 45,3% par rapport aux 41169 passagers enregistrés en 2023. Cette amélioration du trafic résulte de la qualité de service et de sécurité offerte par ce mode de transport aux voyageurs qui autrefois empruntaient la route.

S'agissant du trafic de marchandises, le volume de fret s'est replié de 19,4% à 92 509 tonnes en 2024 contre 114 764 tonnes transportés une année auparavant.

Tableau 14 : Evolution du trafic ferroviaire (2023-2024)

	2023	2024	Variation 2024/2023
Nombre de passagers	41 169	59 811	45,3%
Fret (tonnes)	114 764	92 509	-19,4%

Source : Société de chemin de fer

2.1.3.4. Commerce extérieur

Les importations des marchandises mises à la consommation en volume ont régressé de 11,2% en 2024 à 1,16 million de tonnes comparé aux 1,31 million de tonnes de 2023. Bien que les importations alimentaires et les hydrocarbures ont augmenté respectivement de 13% et de 3%, ce sont les contractions de l'énergie électrique (-20%) et les produits chimiques (-51%) qui en font 46% du volume total ont influé sur la baisse globale des importations.

Hors énergie électrique, l'évolution annuelle de ces importations est ressortie en baisse de 4%.

En valeur, les commandes nationales ont diminué de 6,2% en passant de 178,2 milliards FD en 2023 à 167,4 milliards FDJ en 2024.

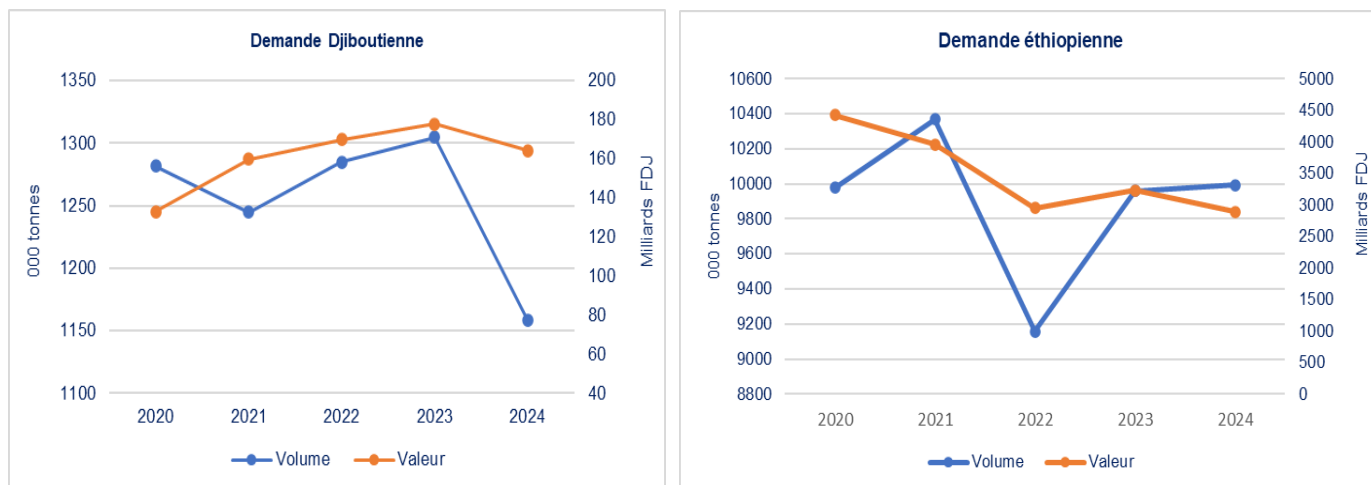
S'agissant du trafic à destination de l'Éthiopie, après avoir marqué une reprise post conflit en 2023, la demande éthiopienne c'est quasiment stagné à presque 10 millions de tonnes en 2024. Par contre, en valeur, les commandes se sont établies de 2 889 milliards FDJ en diminution de 11,2% par rapport aux 3 252 milliards FDJ enregistrées en 2023.

Tableau 15 : Evolution des demandes djiboutiennes et éthiopiennes

	2020		2021		2022		2023		2024		Variation %	
	K. tonnes	Mds FDJ	K. tonnes	Mds FDJ	K. tonnes	Mds FDJ	K. tonnes	Mds FDJ	K. tonnes	Mds FDJ	Volume	Valeur
Demande Djiboutienne	1 282	133	1 245	160	1 285	170	1 305	178	1 159	167	-11,2%	-6,2%
Demande Ethioienne	9 979	4 423	10 368	3 960	9 157	2 952	9 960	3 252	9 995	2 889	0,3%	-11,2%

Source : INSTAD

Graphique 16 : Evolution des importations djiboutiennes et éthiopiennes



2.1.3.5. Le secteur du tourisme

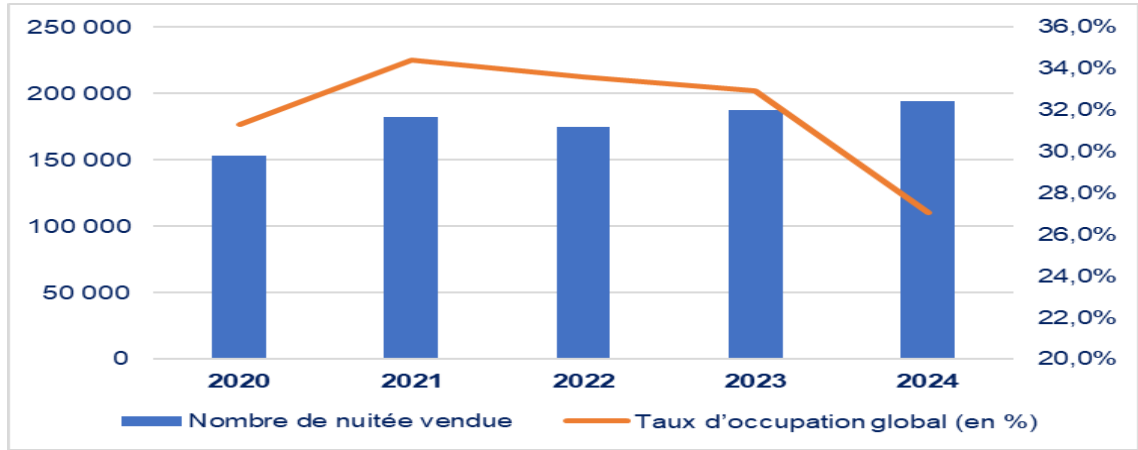
L’activité touristique nationale a enregistré en 2024 une augmentation des nuitées vendues de 3,7% sur un an à 194 291. Pour sa part, l’accroissement de nuitées disponibles est en lien avec l’opérationnalisation de 7 hôtels de plus qu’en 2023. Toutefois, le taux d’occupation global et celui des Hôtels de 3 étoiles et plus ont respectivement baissé de 5,8 points à 27% et de 6 points à 35,6% par rapport à 2023.

Tableau 16 : Evolution des indicateurs du tourisme (2020-2024)

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2024/2023
Nombre de nuitée vendue	153 035	182 273	174 996	187 378	194 291	3,7%
Nombre de nuitée disponible	489 100	529 980	521 591	568 175	718 017	26,4%
Taux d’occupation global (en %)	31,30%	34,40%	33,60%	32,90%	27,06%	-5,8 pts
Taux d’occupation des hôtels trois étoiles et plus	44,60%	47,20%	41,20%	41,60%	35,57%	-6 pts
Nbre de voyageurs débarqués	74 894	114 102	144 949	142 551	101 072	-29,1%

Source : Agence nationale de tourisme

Graphique 17 : Evolution de nombres de nuitée vendue et taux d’occupation globale 2020-2024



2.2. LA STRUCTURE DU PIB

2.2.1. Optique Production

En 2024, le PIB réel a augmenté de 7% à 662,94 milliards de FDJ contre 619,69 milliards de FDJ en 2023. Cependant, la structure du PIB en termes de répartition sectorielle n’a pas significativement évolué, le secteur tertiaire restant prépondérant à 81,6%, suivi du secteur secondaire (15,7%) et du secteur primaire (2,7%).

Tableau 17 : Les contributions sectorielles au PIB en % (2020-2024)

Secteur économique	2020	2021	2022	2023	2024
Primaire	3,0%	2,7%	2,6%	2,5%	2,7%
Secondaire	15,7%	14,8%	14,6%	14,4%	15,7%
Tertiaire	81,3%	82,5%	82,8%	83,1%	81,6%
PIB réel	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : MED-DEP MEFI

2.2.2. Optique demande

Du côté des emplois, le produit intérieur brut (PIB) de 2024 est constitué principalement des dépenses de consommation finale des ménages et des administrations publiques pour 95% en baisse de 2,3 points par rapport à 2023. Les dépenses d'investissements et les exportations représentent 25,5% et 8,7% respectivement.

Tableau 18 : Structure du PIB selon l'optique demande en % (2020-2024)

	2020	2021	2022	2023	2024
Consommation finale	90%	92%	103%	97%	94,7%
Formation brute de capitale fixe (FBCF)	29%	30%	32%	27%	25,5%
Variations des stocks	-27%	-44%	-52%	-41%	-28,9%
Exportations nettes	8%	21%	18%	17%	8,7%
PIB (constant)	100%	100%	100%	100%	100%

Source : MED-DEP MEFI

2.3. Inflation

L'indice des prix à la consommation a baissé de 0,6% en décembre 2024 par rapport à la même période de l'année dernière. Malgré une hausse de 4,8% de la composante santé, cette diminution de l'inflation est principalement tirée par les prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (-0,9%), « les articles d'habillements » (-1,8%) et les services de « communication » (-3,4%).

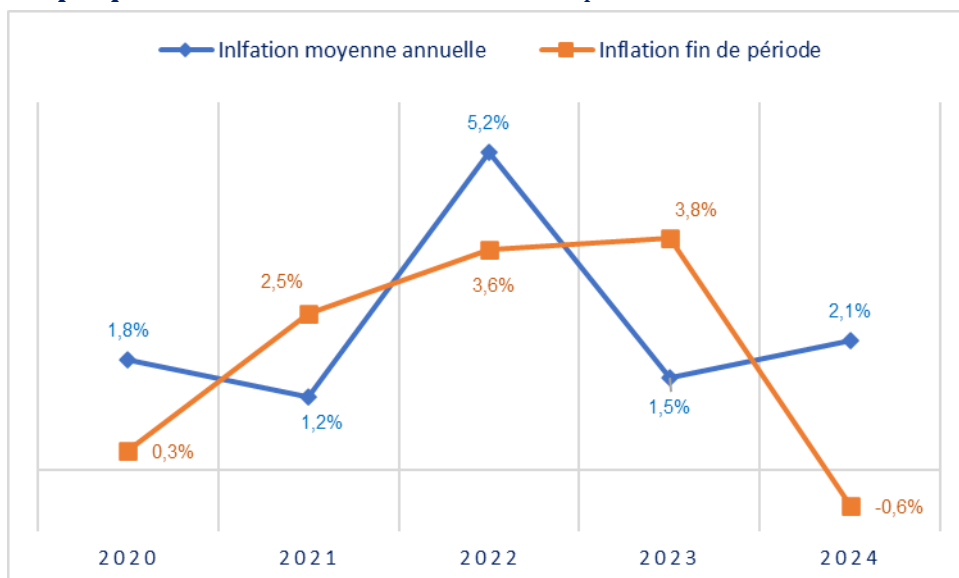
En moyenne annuelle, l'inflation est ressortie à la hausse à 2,1% comparée à son niveau de 2023 (+1,5%) en lien avec les perturbations du trafic du commerce international causé par le conflit en mer rouge.

Tableau 19 : L'indice des prix à la consommation sur la période (2020-2024)

Libellé des fonctions	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2024/2023
Alimentations et boissons non alcoolisées	88,04	91,11	98,83	104,6	103,7	-0,9%
Boisson Alcoolisées, tabac et stupéfiant	101,59	99,67	100,04	102,9	102,2	-0,6%
Articles d'habillement et chaussures	100,13	100,13	99,99	102,4	100,5	-1,8%
Logement, eau, électricité, gaz et autre	95,88	99,93	99,96	103,1	103	-0,1%
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	98,69	100,11	100,15	101,5	101,9	0,4%
Santé	100,25	101,03	99,26	103,6	108,5	4,8%
Transport	99,69	99,84	100,07	100,4	100,3	-0,1%
Communication	100	100	100	96,2	92,9	-3,4%
Loisirs et cultures	100,21	100	100	103,2	103,1	-0,1%
Enseignements	100	100	100	101,9	101,9	0,0%
Restaurant et hotels	100	100	100	100,8	101,3	0,5%
Biens et service divers	98,27	99,23	100,09	102,2	101,2	-0,9%
ENSEMBLE INDICE GLOBALE	93,64	96,03	99,47	103,2	102,6	-0,6%

Source : INSTAD

Graphique 18 : Evolution de l'inflation sur la période 2020-2024



2.4. FINANCES PUBLIQUES

A fin 2024, les recettes totales et dons se sont établis à 137,45 milliards FDJ en hausse de 9,4% comparées aux 125,69 milliards FDJ de 2023. Les dépenses totales ont augmenté de 5% à 157,28 milliards FDJ contre 149,76 milliards FDJ une année auparavant. Le solde budgétaire base caisse est ainsi ressorti en déficit de 23,8 milliards FDJ soit 3,2% du PIB.

2.4.1. Les recettes intérieures

Les recettes intérieures ont progressé de 14,4% passant de 113,52 milliards FDJ en 2023 à 129,86 milliards FDJ en 2024. Cette augmentation de 16,34 milliards FDJ est due à l'accroissement aussi bien des recettes fiscales (+6,97 milliards FDJ) que des recettes non fiscales (+9,4 milliards FDJ).

2.4.1.1. Les recettes fiscales

Les recettes fiscales ont augmenté de 9% à 84,14 milliards FDJ en 2024 contre 77,17 milliards FDJ en 2023. Cela résulte principalement des impôts directs et autres taxes qui se sont améliorés respectivement de +23,1% à 40,3 milliards FDJ et de +5,9% à 3,3 milliards FDJ sur un an alors que les impôts indirects ont fléchi légèrement de 2%.

2.4.1.1.1. Les impôts directs

En 2024, les impôts directs ont atteint 40,3 milliards fdj en progression de 23% comparés aux 32,74 milliards FDJ enregistrés une année auparavant.

Cette augmentation provient de certaines sous composantes de ce poste notamment les impôts sur les sociétés (+6,13 milliards FDJ), les impôts sur les salaires (+2,49 milliards FDJ) les taxes sur les fonciers (+589 millions FDJ) et les taxes sur les billets (+283 millions FDJ). En revanche, les patentes et licences, les recettes antérieures ont diminué respectivement de 597 millions et 753 millions FDJ.

2.4.1.1.2. Les impôts indirects et autres taxes

Les impôts indirects ont diminué de 2% à 40,51 milliards FDJ à fin décembre 2024 par rapport à l'année dernière. Les taxes intérieurs ayant quasiment stagné grâce au TVA indirect (+0,71 milliard FDJ) qui ont compensé la baisse de TVA indirect (-0,83 milliard FDJ), ce sont les surtaxes qui ont globalement reculé de 14% soit 679 millions FDJ de recettes de moins sur un an à 7,69 milliards FDJ en 2024 contre 8,37 milliards FDJ en 2023.

Les autres taxes ont augmenté de 5,9% passant de 3,15 milliards FDJ en 2023 à 3,33 milliards FDJ en 2024.

2.4.1.2. Les recettes non fiscales

Les recettes non-fiscales se sont établies à 45,72 milliards FDJ en 2024 contre 36,35 milliards FDJ en 2023 en hausse de 25,8%. Cet accroissement est tiré principalement par l'augmentation des recettes non fiscales intérieures (+41,9%) et en particulier les valeurs mobilières (+206,4% ; +7,74 milliards FDJ).

Les recettes non-fiscales extérieures composées de redevances des pays disposant des bases militaires à Djibouti, ont aussi progressé de 14% à 24,02 milliards FDJ. Elle est liée principalement à la hausse de la contribution française de 62% (+2,99 milliards FDJ).

2.4.2. Les dons

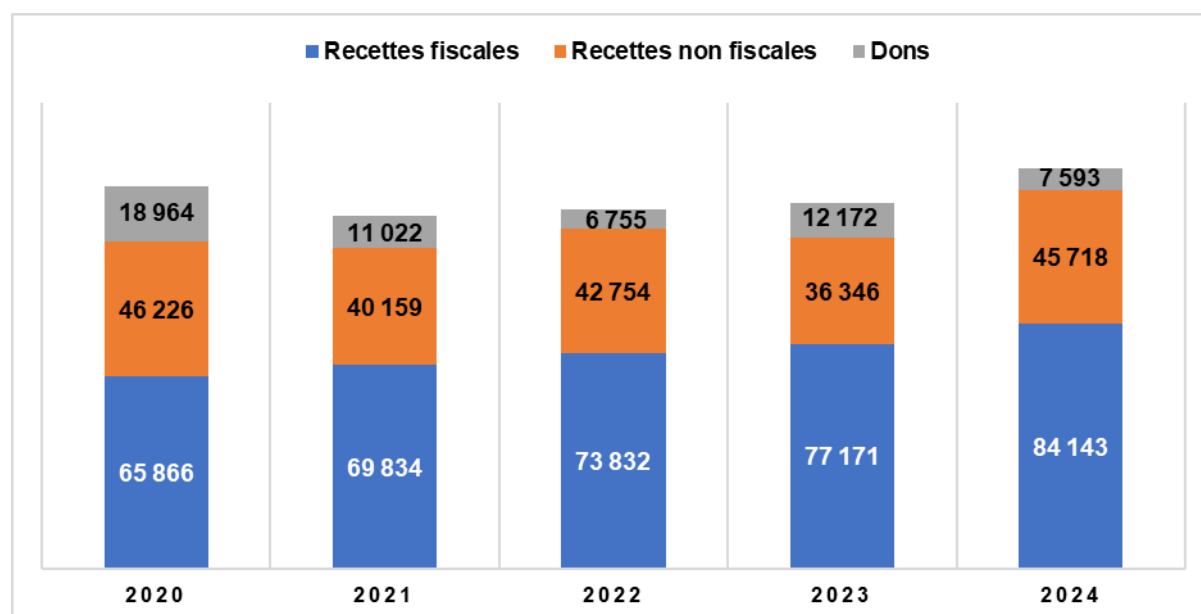
En 2024, les dons se sont contractés de 37,6% pour s'établir à 7,59 milliards de FDJ. Cela résulte essentiellement de la diminution des dons non affectés (-3,98 milliards de FDJ) alors que les dons affectés au PIP ont quasiment stagné (-0,603 milliard de FDJ).

Tableau 20 : Situation des recettes budgétaires de 2020 à 2024 (en millions FDJ)

	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2024/2023
Recettes et dons	131 056	121 015	123 341	125 689	137 455	9,4%
Recettes intérieures	112 092	109 993	116 586	113 517	129 861	14,4%
Recettes fiscales	65 866	69 834	73 832	77 171	84 143	9,0%
Impôts directs	28 646	29 387	33 182	32 736	40 302	23,1%
Impôts indirects	34 581	37 588	37 672	41 286	40 507	-1,9%
Autres taxes	2 639	2 859	2 978	3 149	3 334	5,9%
Recettes non fiscales	46 226	40 159	42 754	36 346	45 718	25,8%
Recettes intérieures non fiscales	24 761	18 688	21 330	15 299	21 703	41,9%
Recettes extérieures non fiscales	21 465	21 471	21 424	21 047	24 015	14,1%
Dons	18 964	11 022	6 755	12 172	7 593	-37,6%

Source : Direction du Budget

Graphique 19: Evolution de différents postes de recettes en millions FDJ



2.4.3. Les dépenses publiques

En 2024, l'état d'exécution des dépenses publiques est caractérisé par une hausse de 5% à 157,28 milliards FDJ par rapport à 2023 et qui est tirée principalement par l'augmentation des dépenses courantes de 12,2% et atténuée par les dépenses d'investissements qui ont été réduites de 11,3%.

2.4.3.1. Les dépenses courantes

Les dépenses courantes ont passé de 103,85 milliards FDJ à 116,55 entre 2023 et 2024 (+12,7 milliards FDJ). Les principales composantes de cette rubrique ont évolué comme suit sur la période sous revue :

- Les dépenses de personnels : la masse salariale a augmenté de 4,5% pour s'établir à 40,47 milliards de FDJ en 2024 ;
- Les dépenses de matériels : Les dépenses de matériels se sont élevées à 51,48 milliards FDJ (+21,1%) ;
- Les dépenses de transferts : elles totalisent 21,96 milliards FDJ en hausse de 6% comparé aux 20,62 milliards FDJ en 2023 ;
- Les dépenses d'intérêts : les charges d'intérêts ont augmenté à 1,87 milliard FDJ contre 1,19 milliard FDJ en 2023.

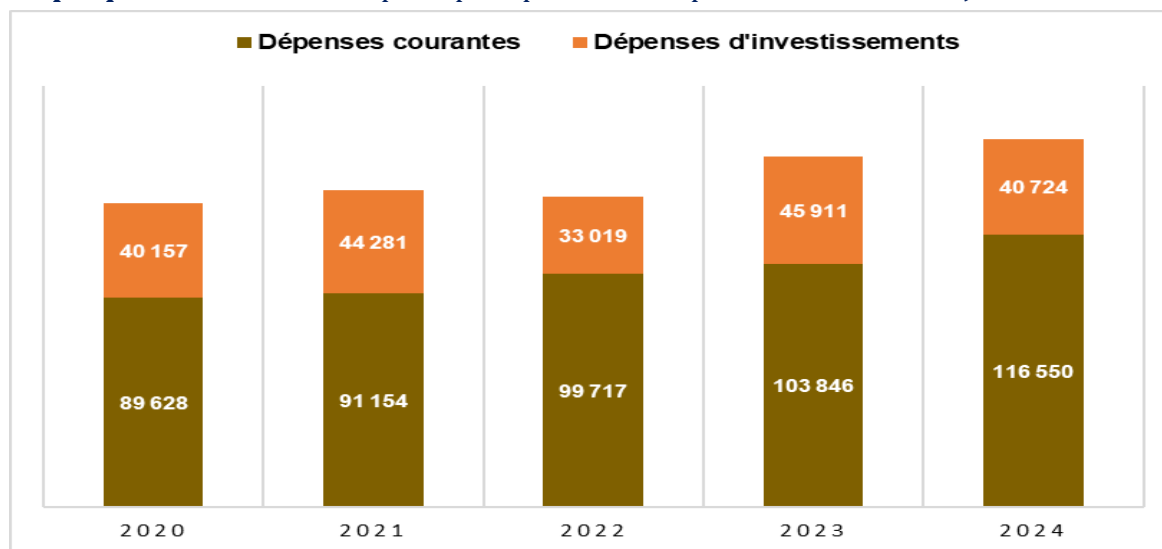
2.4.3.2. Les dépenses d'investissements

Les dépenses d'investissements se sont établies à 40,72 milliards FDJ en 2024 contre 45,91 milliards FDJ en 2023, soit une régression de 11,3% en variation annuelle. cela résulte de la contraction des dépenses financées sur ressources extérieures (-28%) alors que les dépenses d'investissements financés sur ressources intérieures ont stagné à 27,43 milliards FDJ.

Tableau 21: Situation des Dépenses budgétaires (en Millions FDJ) de 2020 à 2024

	2020	2021	2022	2023	2024	Var 2024/2023
Dépenses totales	129 785	135 435	132 736	149 757	157 274	5,0%
Dépenses courantes	89 628	91 154	99 717	103 846	116 550	12,2%
Salaires	35 764	37 417	37 960	38 736	40 472	4,5%
Matériels	30 332	32 186	35 911	42 502	51 467	21,1%
Entretien	1 200	1 221	1 072	793	790	-0,4%
Transferts	18 783	19 389	20 043	20 624	21 955	6,5%
Intérêts	3 549	941	4 731	1 191	1 865	56,6%
Dépenses d'investissements	40 157	44 281	33 019	45 911	40 724	-11,3%
Sur ressources Intérieures	22 498	28 233	20 080	27 467	27 425	-0,2%
Sur ressources extérieures	17 659	16 048	12 939	18 444	13 299	-27,9%
Dépenses exceptionnelles COVID-19	14 354	4 000	0	0	0	0
Solde base ordonnancement (dons inclus)	-13 083	-18 420	-9 394	-24 068	-19 819	-17,7%
Variation des arriérés	686	-1 539	6 313	-1 693	-4 013	137,1%
Solde global base caisse	-12 397	-19 959	-3 081	-25 761	-23 833	-7,5%

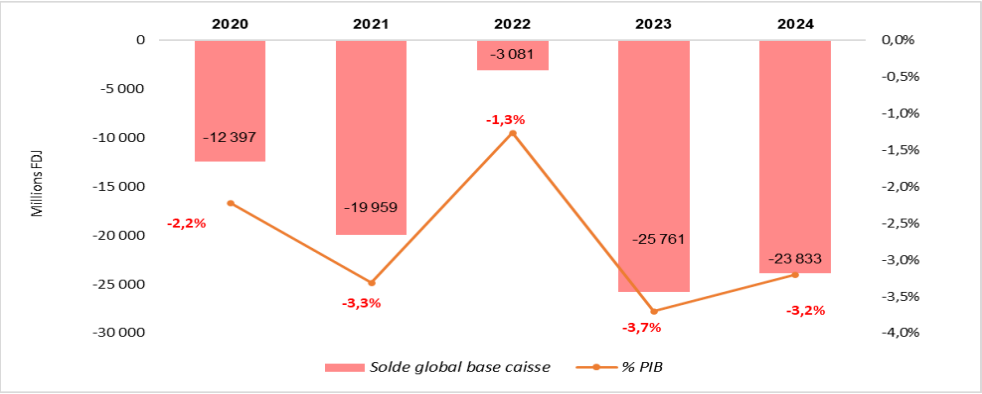
Source : Direction du Budget

Graphique 20: Evolution des principaux postes des dépenses en millions FDJ

2.4.4. Evolution du déficit budgétaire

Le solde global budgétaire déficitaire a diminué de 7,5% à 23,83 milliards FDJ en 2024 contre 25,76 milliards FDJ en 2023. Par rapport au PIB, le déficit est passé de 3,7% en 2023 à 3,2% du PIB en 2024.

Graphique 21 : Evolution du solde budgétaire global



2.5. LA DETTE PUBLIQUE EXTÉRIÈRE

L'encours de la dette extérieure publique (dette directe et dette avalisée) s'élevait à 508,89 Milliards FDJ en hausse de +4,4% par rapport à son niveau de 2023. Rapporté au PIB, son poids diminue de 1,4 pp à 69% contre 70,4% une année auparavant.

2.5.1. Evolution de l'encours de la dette

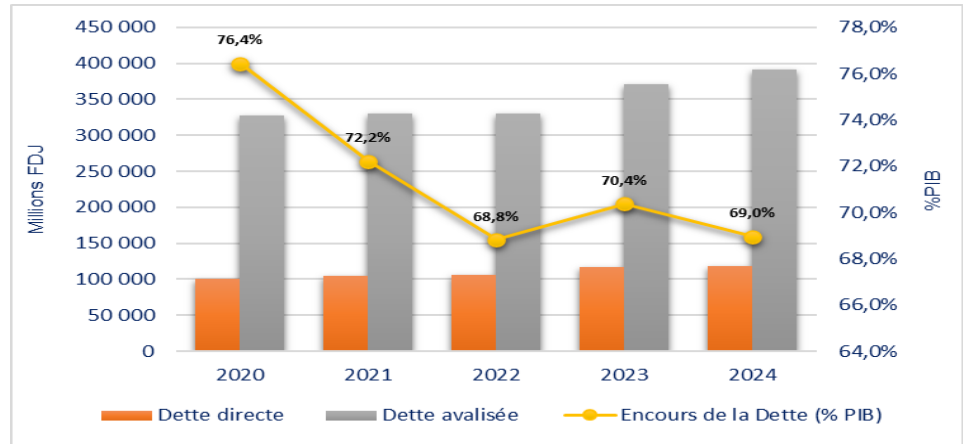
Le stock de la dette directe de l'Etat a connu une hausse de 1% en 2024 pour atteindre 118,04 milliards de FDJ et représente 23,2% du stock de la dette publique. S'agissant de la dette avalisée des entreprises publiques, celle-ci a augmenté de 5% sur un an à 390,85 milliards FDJ et représente 76,8% de la dette publique. Les principaux investissements publics sur emprunts extérieurs concernent le secteur portuaire, le chemin de fer et l'ONEAD.

Tableau 22: Evolution de l'encours de la Dette extérieure publique 2020-2024 (Millions FDJ)

Encours de la dette	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2024/2023
Dette directe	100 234	105 221	106 151	116 959	118 040	0,9%
Dette bilatérale	22 044	22 872	21 913	22 170	21 068	-5,0%
Dette multilatérale	78 190	82 349	84 238	94 789	96 972	2,3%
Dette avalisée	326 903	330 213	329 619	370 564	390 847	5,5%
Dette bilatérale	278 824	281 573	280 497	282 357	303 774	7,6%
Dette multilatérale	48 079	48 640	49 121	88 207	87 073	-1,3%
Total	427 137	435 433	435 769	487 523	508 887	4,4%

Source : Direction de la Dette publique

Graphique 22: Evolution de l'encours de la Dette extérieure publique



2.5.2. Le service de la dette extérieure

A fin décembre 2024, le service de la dette extérieure publique progresse de 9% à 27,18 milliards FDJ contre 25,01 milliards FDJ en 2023. Cette augmentation est tirée principalement par l'accroissement de service de la dette avalisée (+139%) plutôt que le service de la dette directe qui a régressé de 52%.

Pour la dette directe, la contraction du service de la dette s'explique notamment par la mise en vigueur du moratoire de la dette chinoise pour les deux projets de chemins de fer et de l'adduction d'eau potable. Alors que l'accroissement de la dette avalisée est liée aux projets des autorités portuaires dont le début de paiement du principal de l'emprunt pour DMP.

Tableau 23: Evolution du Service de la dette extérieure entre 2022 et 2024

Millions FDJ	2022	2023	2024	Variation 2024/2023
Dette directe	14 334	17 046	8 140	-52%
Dette bilatérale	10 276	12 759	3 828	-70%
Dette multilatérale	4 058	4 287	4 312	1%
Dette avalisée	7 559	7 967	19 042	139%
Dette bilatérale	4 514	4 458	10 238	130%
Dette multilatérale	3 045	3 509	8 804	151%
Total	21 893	25 013	27 182	9%

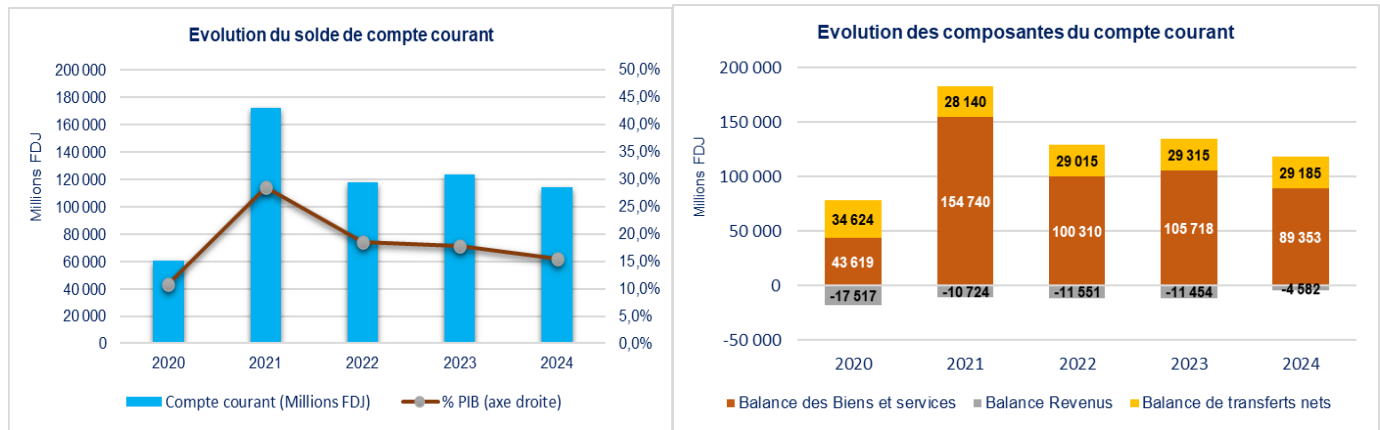
Source : Direction de la Dette publique

2.6. LA BALANCE DE PAIEMENTS

La balance des paiements constitue l'instrument statistique de référence pour mesurer le niveau et la structure des échanges économiques et financiers d'un pays avec le reste du monde. Elle retrace, sur une période donnée, l'ensemble des transactions entre les résidents et les non-résidents, qu'il s'agisse des échanges de biens et de services, des flux de revenus, des transferts courants ou des mouvements de capitaux.

Ainsi au 31 décembre 2024, le compte courant a enregistré un excédent de 110,59 Milliards FDJ, en recul de 12% comparé aux 125,81 Milliards FDJ de l'année 2023.

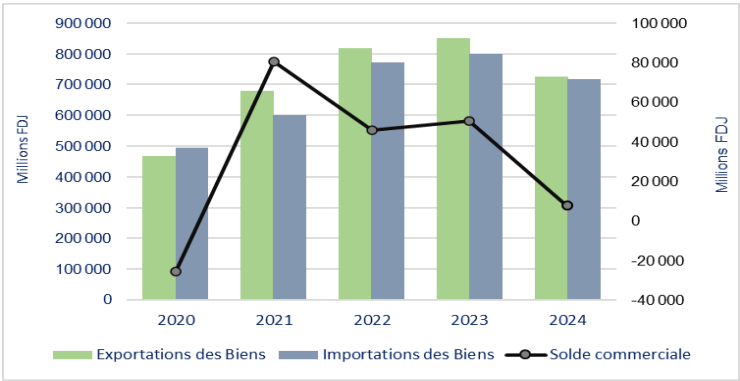
Cette évolution est tirée par la balance commerciale des biens qui a diminué de 86% en passant de 51,47 milliards FDJ à fin décembre 2023 à 7,37 milliards FDJ. Alors que sur cette période, le solde excédentaire de la balance de service avait progressé de 39% en passant de 56,47 milliards FDJ à 78,62 milliards FDJ.



2.6.1. La balance commerciale des Biens

En 2024, le solde de la Balance des biens s’est contracté de 85% en passant de 50,47 milliards FDJ en 2023 à 7,54 milliards FDJ en 2024. Cette évolution à la baisse résulte d’une diminution aussi bien des exportations (-15%) mais également des importations des biens (-10%).

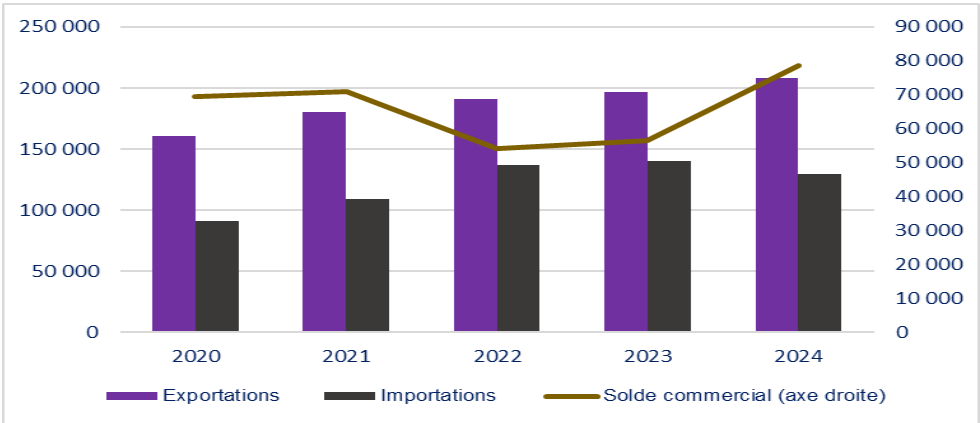
Graphique 23: Evolution des échanges des Biens entre 2020-2024 (Millions FDJ)



2.6.2. La balance commerciale des services

La balance des services affiche un net renforcement, avec un excédent passant de 55,24 milliards FDJ en 2023 à 81,81 milliards FDJ en 2024 soit une progression de 48%. La hausse des exportations de service de 6% à 208,36 milliards FDJ couplé à une diminution des importations de services de 10% à 126,55 milliards FDJ ont contribué à cet essor. Pour les exportations, leur hausse est portée par la progression des revenus du transport maritime et logistique (+13%) et la bonne tenue des recettes issues des voyages (+9%) . Ce dynamisme confirme la position stratégique de Djibouti comme plateforme régionale de services.

Graphique 23: Evolution des échanges des services entre 2020-2024 (Millions FDJ)



2.6.3. La Balance de revenus

En 2024, le déficit de la balance des revenus s’est établi à -4,58 milliards FDJ, en nette amélioration de 60% par rapport au déficit de -11,45 milliards FDJ enregistré en 2023. Cette réduction du déficit provient principalement de la progression des recettes (+ 9%) et de la modération de certaines sorties de revenus (-15%).

Globalement, cette amélioration du solde de la balance des revenus reflète à la fois une meilleure performance des actifs financiers détenus à l'étranger par Djibouti et une réduction des sorties nettes liées aux investissements directs étrangers.

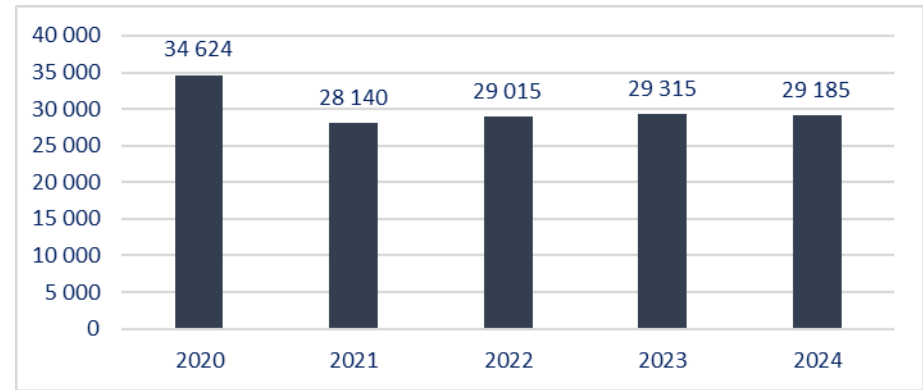
2.6.4. La balance des transferts courants

En 2024, le solde de la balance des transferts s'élève à 29,19 milliards FDJ, contre 29,32 milliards FDJ en 2023, soit un niveau quasiment stable (-0,4%). Cette relative constance masque cependant des évolutions contrastées entre les flux entrants et sortants.

Les transferts reçus ont très légèrement diminué, passant de 32,48 milliards FDJ en 2023 à 32,43 milliards FDJ en 2024 (-0,16 %).

Les transferts sortants ont augmenté légèrement, passant de -3,16 milliards FDJ en 2023 à -3,24 milliards FDJ en 2024 (+2,4 %).

Graphique 24 : Evolution de solde de la Balance des transferts (millions FDJ)



2.6.5. Le Compte de capital et des opérations financières

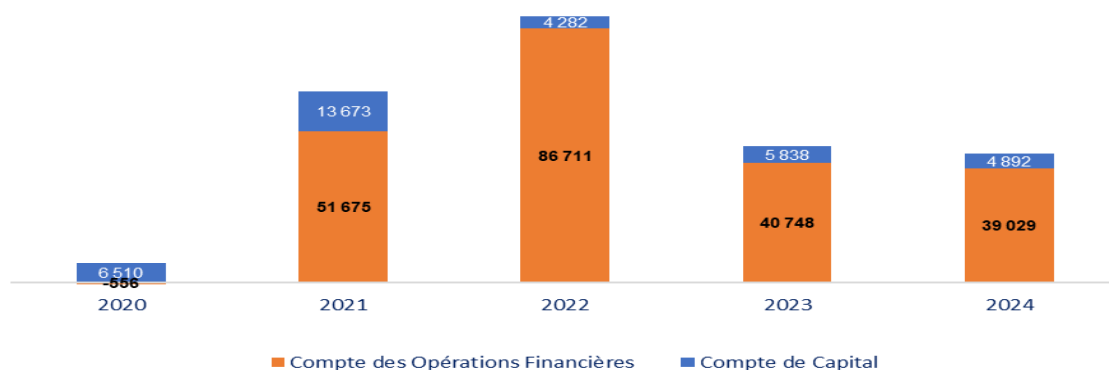
Les comptes de capital et des opérations financières, qui évaluent les contreparties financières de comptes de transactions courantes, ont dégagé en 2024 un solde excédentaire de 43,921 Milliards de FDJ en baisse de 6% par rapport à 2023. Cette évolution résulte d'une diminution aussi bien du compte de capital (-16%) et des opérations financières (-4%).

Pour le compte capital, la régression est liée principalement aux tirages projets qui ont diminué de 10% en passant de 6,24 milliards FDJ à 5,64 milliards FDJ. Pour le compte financier, la baisse provient des IDE qui se sont contractés de 50% en passant de 24,35 milliards FDJ en 2023 à 12,05 milliards FDJ en 2024.

Tableau 24 : Synthèse des principaux soldes de la Balance des paiements (en millions FDJ)

	2020	2021	2022	2023	2024
Solde des transactions courantes	60 726	172 156	117 775	123 580	113 955
Balance commerciale des biens et services	43 619	154 740	100 310	105 718	89 353
Balance des revenus	-17 517	-10 724	-11 551	-11 454	-4 582
Balance des transferts nets	34 624	28 140	29 015	29 315	29 185
Comptes de Capital et Financier	5 954	65 348	90 993	46 586	43 921
Compte de Capital	6 510	13 673	4 282	5 838	4 892
Compte des Opérations Financières	-556	51 675	86 711	40 748	39 029
Investissements Directs Etrangers (IDE)	28 121	29 635	33 238	24 349	12 053

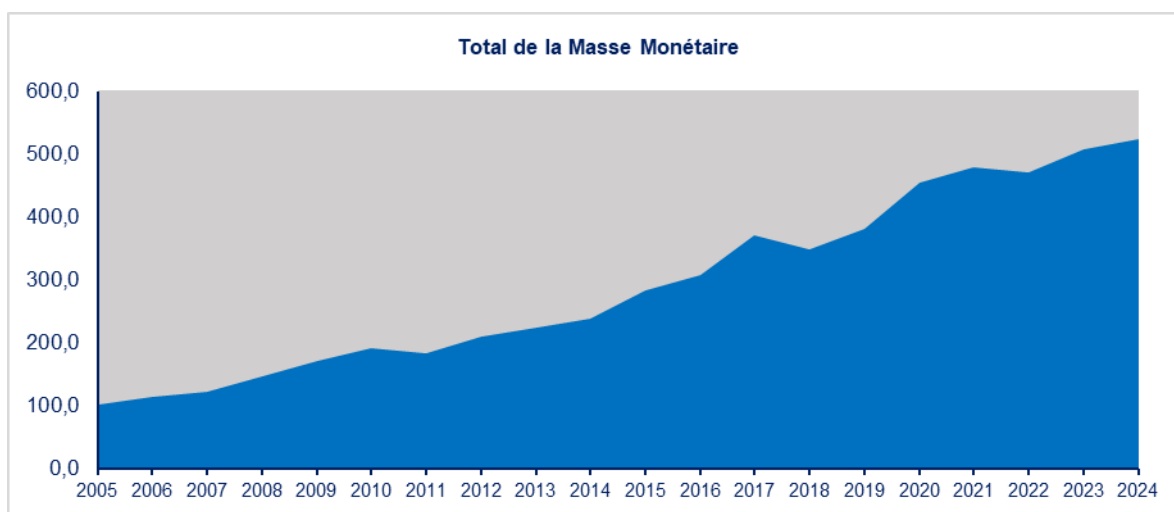
Graphique 25: Evolution du compte capital et Financier (millions FDJ)



2.7. LES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE

La masse monétaire est ressortie à fin 2024 à 524,7 Milliards FDJ en accroissement de 3,4% par rapport aux 507,4 milliards FDJ de 2023. Cette évolution est essentiellement tirée par les dépôts à termes (+22%) à 122,6 milliards FDJ alors que la circulation fiduciaire a reculé de 1,2% à 402,08 milliards FDJ.

Graphique 23 : Evolution de la masse monétaire sur les 20 dernières années (Milliards FDJ)



2.7.1. Les composantes de la masse monétaire

A fin 2024, la base monétaire a diminué de 1,2% à 402,08 milliards FDJ sous l'effet d'une baisse des dépôts à vue et autres dépôts (-1,5%) malgré que la monnaie fiduciaire (billets et pièces en circulation) ait augmenté de 1,7% en passant de 43,67 milliards de FDJ en 2023 à 44,39 milliards de FDJ en 2024.

S'agissant de la quasi monnaie, elle s'accroît au même rythme de l'année dernière (+22%) pour atteindre 122,62 milliards FDJ contre 100,48 milliards en 2023.

Ce sont les dépôts à termes en devise qui ont tiré cette évolution en progressant de 90% en variation annuelle alors que les dépôts à termes en FDJ ont reculé de 15% à 54,76 milliards FDJ.

Tableau 25 : Evolution des composantes de la masse monétaire (en millions FDJ)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 2024/2023
MASSE MONETAIRE	380 602	454 360	478 420	470 339	507 411	524 699	3,4%
<i>Monnaie</i>	308 737	385 984	393 268	389 091	406 932	402 079	-1,2%
<i>Monnaie fiduciaire</i>	37 667	43 839	44 078	43 741	43 667	44 387	1,7%
<i>Dépôts à vue et autres dépôts</i>	271 070	342 145	349 190	345 350	363 266	357 692	-1,5%
<i>Quasi-Monnaie</i>	71 865	68 879	85 152	81 248	100 479	122 620	22,0%
<i>Dépôts à terme en FDJ</i>	39 414	37 068	39 772	44 365	64 754	54 758	-15,4%
<i>Dépôts à terme en devises</i>	32 451	31 811	45 380	36 883	35 724	67 862	90,0%

Source : Banque Centrale de Djibouti

2.7.2. Les dépôts

En 2024, le total des dépôts s'est établi à 480,31 milliards de FDJ en accroissement de 3,6% comparé aux 463,74 milliards de FDJ de 2023.

Cette évolution est essentiellement expliquée par les dépôts en devises qui ont augmenté de 13% à 242,94 milliards FDJ au détriment des dépôts en monnaie locale qui ont diminué de 4,3% à 237,37 milliards FDJ en variation annuelle.

Tableau 26 : Dépôts par type de monnaie

En millions FDJ	2023			2024			Variation 2024/2023
	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Total dépôts	Dépôts à vue	Dépôts à terme	Total dépôts	
Franç Djiboutien	183 362	64 754	248 116	182 614	54 758	237 373	-4,3%
Devises	179 904	35 724	215 628	175 078	67 862	242 939	12,7%
Total dépôts	363 266	100 479	463 744	357 692	122 620	480 312	3,6%

Source : Banque Centrale de Djibouti

2.7.3. Les contreparties de la masse monétaire

Les avoirs extérieurs nets ont atteint 278,13 milliards de FDJ en 2024 en diminution de 10,6% par rapport à leur niveau de 2023. Les deux composantes de cet agrégat, notamment les avoirs extérieurs des banques commerciales et ceux des autorités monétaires ont tous diminué respectivement de 2,3% et 35% en variation annuelle.

Les crédits intérieurs ont atteint pour leur part 299,31 milliards de FDJ en 2024 contre 248,39 milliards FDJ en 2023 soit une progression de 20,5% et de crédits supplémentaires de 50,92 milliards FDJ. Les crédits à l'Etat et les crédits à l'économie ont cependant progressé respectivement de 65,7% à 55,63 milliards FDJ et de +13,4% à 243,68 milliards FDJ ont contribué à cette évolution.

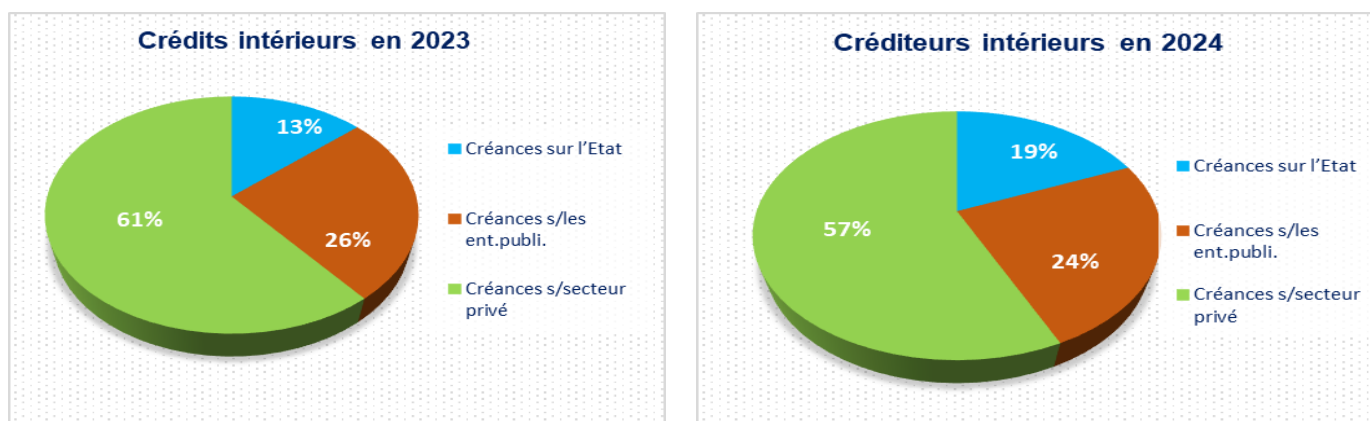
Tableau 27 : Contreparties de la Masse Monétaire (en millions FDJ)

Composantes	2020	2021	2022	2023	2024	Var 24/23
Avoirs extérieurs nets	348 247	348 417	312 372	311 062	278 127	-10,6%
Autorités monétaires	109 717	93 864	94 878	79 459	51 809	-34,8%
Banques commerciales	238 530	254 553	217 494	231 604	226 318	-2,3%
Crédits intérieurs	157 653	180 884	205 767	248 394	299 311	20,5%
Créances sur l'Etat	8 641	19 263	16 533	33 579	55 629	65,7%
Crédits à l'économie	149 013	161 621	189 234	214 815	243 682	13,4%
Autres postes nets	-51 541	-50 880	-47 799	-52 045	-52 739	1,3%
Total Masse monétaire	454 360	478 420	470 340	507 411	524 699	3,4%

Source : Banque Centrale de Djibouti

En 2024, les crédits accordés au secteur privé, qui représentent 70% des crédits à l'économie et 57% des crédits intérieurs, ont augmenté de 13% tandis que les prêts aux entreprises publiques se sont accrus de 15% à ont à 73,2 milliards FDJ.

La répartition des trois composantes des crédits intérieurs a évolué comme suit entre 2023 et 2024 :



Les graphiques ci-dessus indiquent que les crédits intérieurs sont essentiellement constitués de crédits au secteur privé qui représentent 57% en 2024. Alors que les crédits à l'Etat progressent de 6 points à 19% au détriment des crédits au secteur privé et aux entreprises publiques qui reculent de 4 points et 2 points respectivement sur un an.

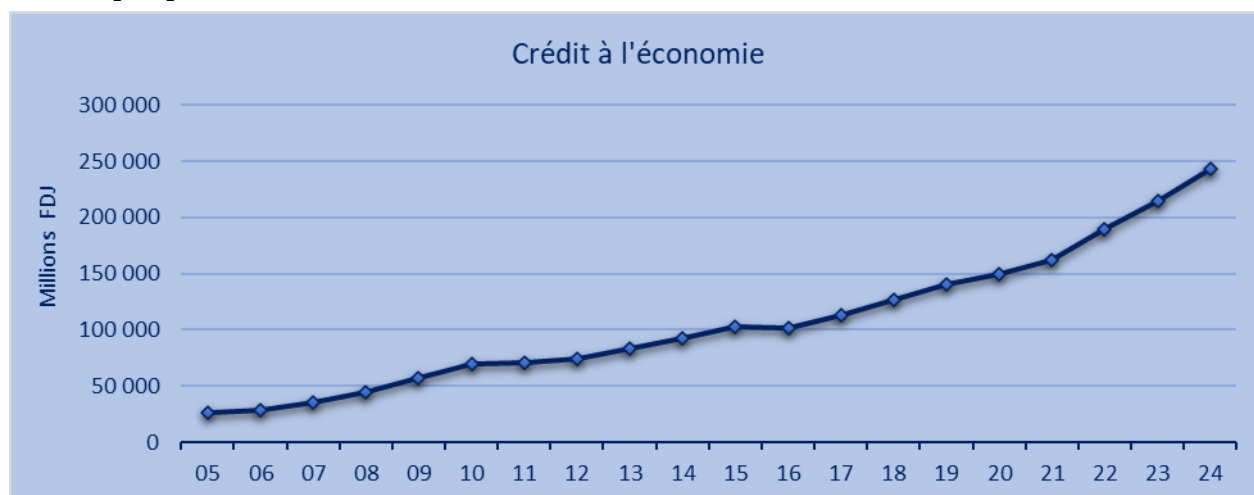
Par rapport au produit intérieur brut, le crédit à l'économie s'est amélioré de 2 points à 33% et se situe en moyenne à 29,5% sur les cinq dernières années.

Tableau 28 : Evolution de taux de crédit à l'économie (% PIB)

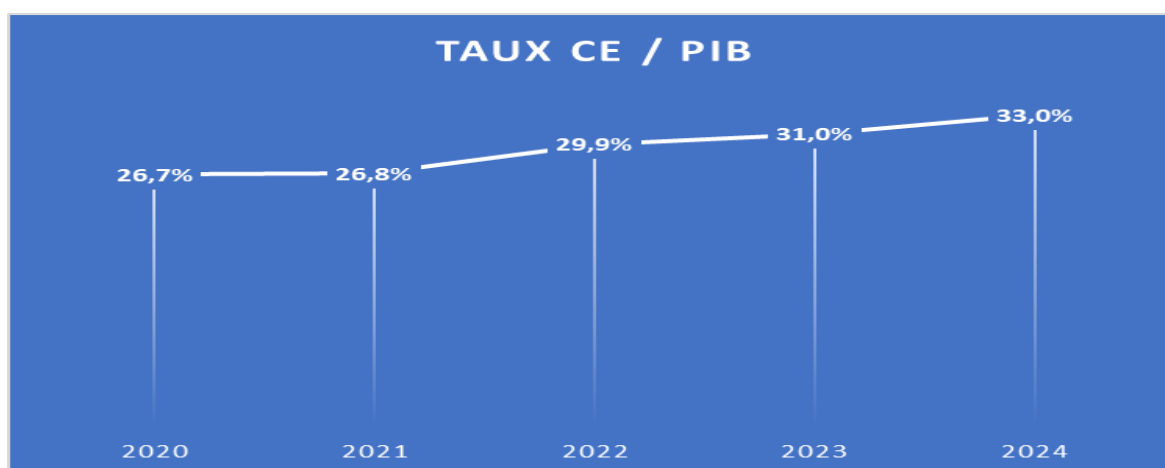
	2020	2021	2022	2023	2024	Var 2024/2023
Créances sur les entreprises publiques	30 811	49 487	63 646	63 617	73 203	15,1%
Crédits au secteur privé	118 202	112 134	125 588	151 198	170 479	12,8%
Crédit à l'économie	149 013	161 621	189 234	214 815	243 682	13,4%
PIB Nominal	558 779	602 971	633 187	692 836	737 924	6,5%
Taux CE / PIB	26,7%	26,8%	29,9%	31,0%	33,0%	+2 pp

Source : Banque Centrale de Djibouti

Graphique 24 : Evolution du crédit à l'économie entre 2005-2024



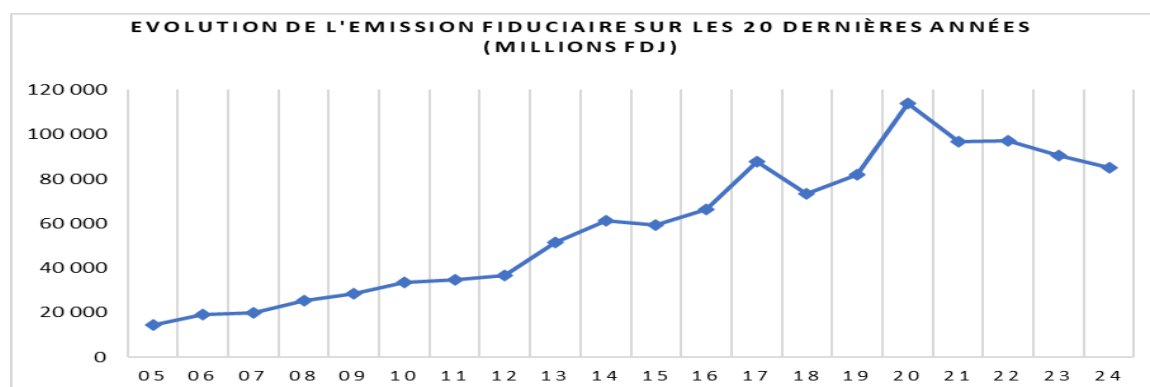
Graphique 25 : Evolution de la Part du Crédit à l'économie dans le Produit intérieur (brut PIB)



2.7.4. Couverture de l'émission fiduciaire au 31 décembre 2024

Le système de currency board et son corollaire le parité fixe FDJ/USD exige une couverture intégrale des émissions fiduciaires par des devises des autorités monétaires représentées par les avoirs extérieurs.

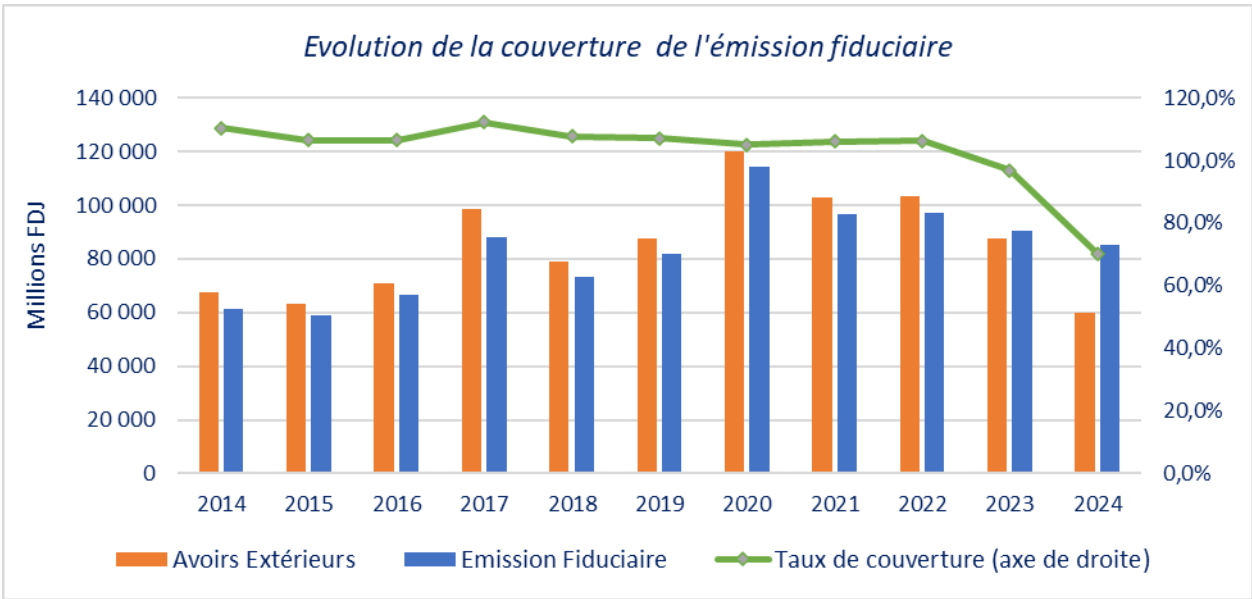
L'émission fiduciaire composée des billets et pièces, des dépôts et encaisses des banques et des dépôts de l'Etat à la Banque Centrale de Djibouti, s'élevait à 85,258 milliards FD au 31 décembre 2024 contre 90,579 milliards FD à fin 2023 soit une diminution de 5,9%.



En 2024, les avoirs extérieurs bruts de la Banque centrale totalisaient la somme de 59,869 milliards FD en recul de 31,76% par rapport aux 87,731 milliards FDJ de 2023. Les avoirs extérieurs sont composés des dépôts à vue étrangers (54,647 milliards FD), la caisse en devises (3,386 milliards FD) et du compte du FMI (avoirs DTS et autre position de 1,836 milliard FD).

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Emission Fiduciaire	81 885	114 079	96 740	96 986	90 582	85 258
Avoirs Extérieurs	87 608	119 944	102 617	103 096	87 731	59 869
Taux de couverture	107,00%	105,10%	106,10%	106,30%	96,85%	70,2%

Le taux de couverture de l’émission fiduciaire est ressorti à 70,2% en diminution d’environ 27 points par rapport à son niveau de 2023.



2.7.5. Liquidité de l'Economie

Le taux de liquidité de l’économie, mesuré par le rapport entre l’agrégat M2 (monnaie fiduciaire plus les dépôts à vue en franc djiboutien y compris les dépôts sur livrets) et le PIB, met en exergue l’apport des banques dans le financement du tissu productif.

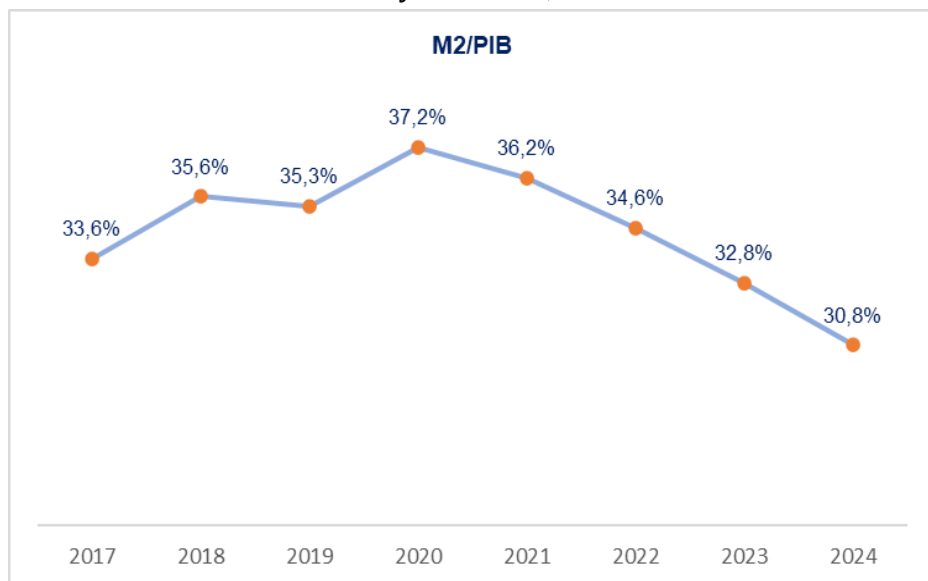
En millions FD						
	2020	2021	2022	2023	2024	Variation 24/23
M2	207 823	218 040	219 134	227 028	227 002	0,0%
PIB nominale	558 779	602 971	633 187	692 836	737 924	6,5%
M2/PIB	37,2%	36,2%	34,6%	32,8%	30,8%	-2 pts

La monnaie liquide s’est stagnée à 227 milliards FDJ en 2024 par rapport à 2023. Cette évolution résulte de l’augmentation de la monnaie fiduciaire (+1,7%) compensée par une légère diminution des dépôts à vue en francs Djibouti (-0,4%).

Le taux de liquidité de l’économie a pour sa part diminué de 2 points à 30,8% contre 32,8% en 2023 entraîné par une augmentation plus importante du PIB nominal (+6,5% sur un an) comparée à l’évolution de la monnaie liquide.

Ainsi, le secteur bancaire ne détient que 30,8% du revenu national sous la forme la plus liquide en monnaie nationale.

Ce taux s'est établi en moyenne à 34,3% entre 2020 et 2024.



CHAPITRE III : Le Financement de l'Economie

La valeur ajoutée du secteur financier Djiboutien s'est établie à 29,47 milliards FDJ en 2024 contre 26,21 milliards FD en 2023 représentant une croissance annuelle de 12,4% et une contribution au PIB qui s'est relevé de 0,2 pp à 4,2%.

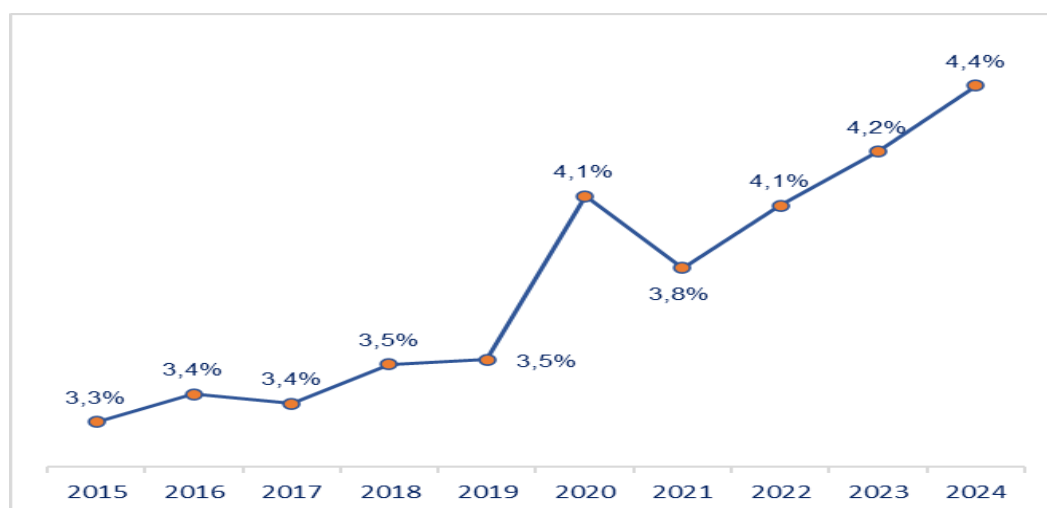
Le paysage du secteur financier se présentait comme suit :

- 13 banques dont 3 islamiques (SABA/SAB et EAB);
- 5 sociétés d'assurances dont 2 islamiques (TAMINI et ATIC);
- 4 institutions de microfinance (CPECD/CPECN/CPECS et UPMFI) dont l'UPMFI qui est une Unité Pilote de Microfinance Islamique ;
- 2 institutions financières spécialisées (FDED, FGPCD);
- 19 auxiliaires financiers (bureaux de change et de transfert) ;
- 2 émetteurs de monnaie électronique (DMONEY, WAAFI).

3.1. CONTRIBUTION DU SECTEUR FINANCIER A L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE

La contribution du secteur financier à la production nationale est en constante hausse depuis 10 ans passant de 3,3% du PIB en 2015 à 4,4% en 2024.

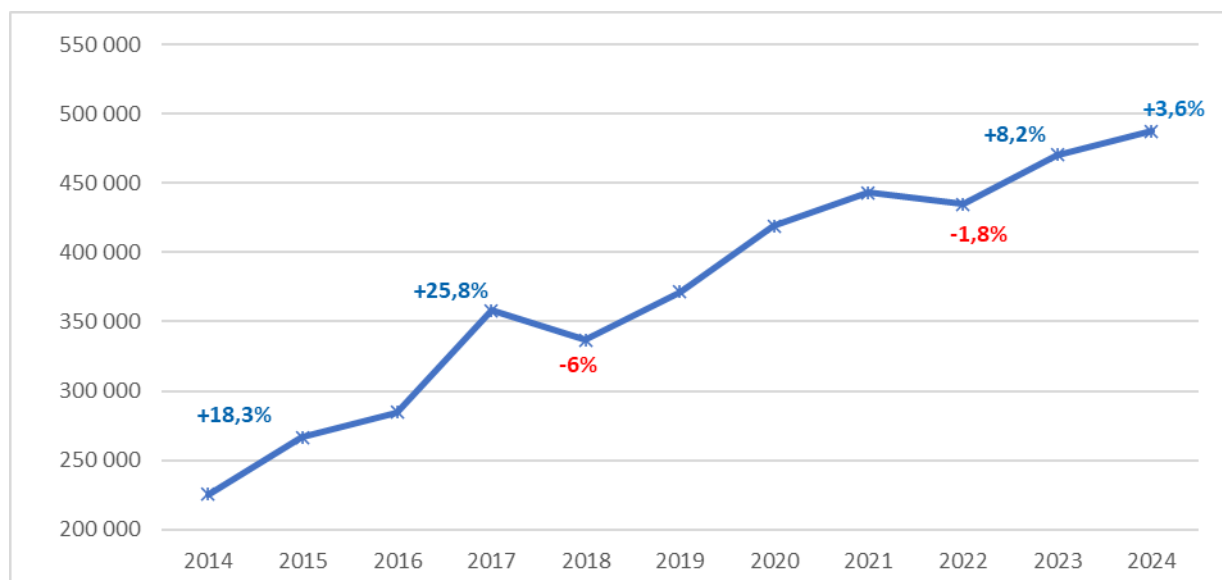
Tableau 29 : Part de la Branche Banques et Assurances dans le PIB (en %)



Source : Modèle Economique de Djibouti, DEP/MEFI

3.2. LES DEPOTS BANCAIRES

A l'exception de 2018 et 2022, toutes les années ont vu les dépôts augmenter. En 2024, avec une hausse annuelle de 16,8 milliards FD, soit +3,6%, les dépôts auprès des banques ont atteint 487,306 milliards FD contre 470,5 milliards en 2023.



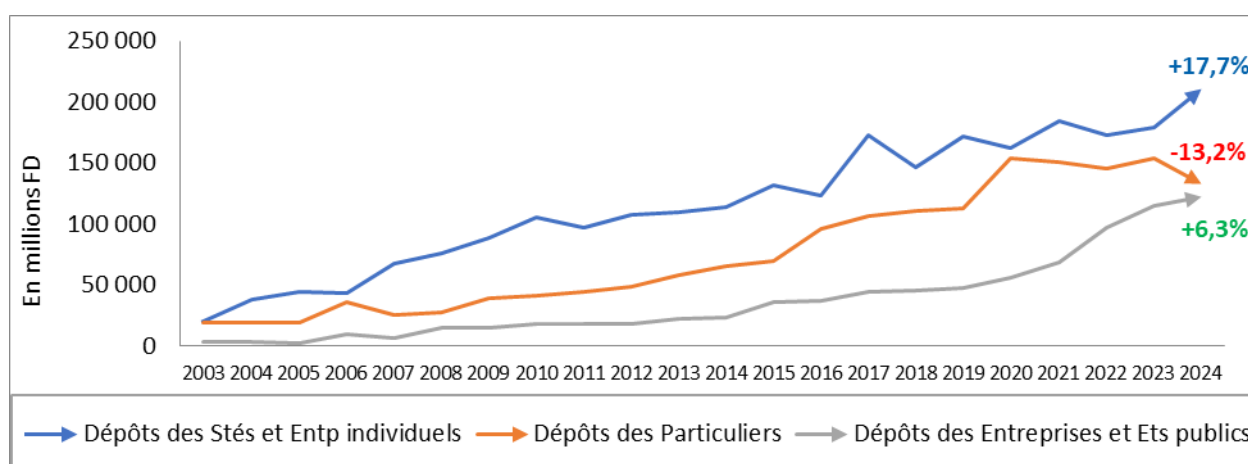
3.2.1 Les dépôts par type de déposants

Au 31 décembre 2024, les dépôts auprès des banques commerciales se répartissent entre les différentes catégories des déposants comme suite : en tête de liste viennent les sociétés privées avec 43% des parts des dépôts, suivis des particuliers (27%), les entreprises publiques (25%) et les divers autres déposants (5%) comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

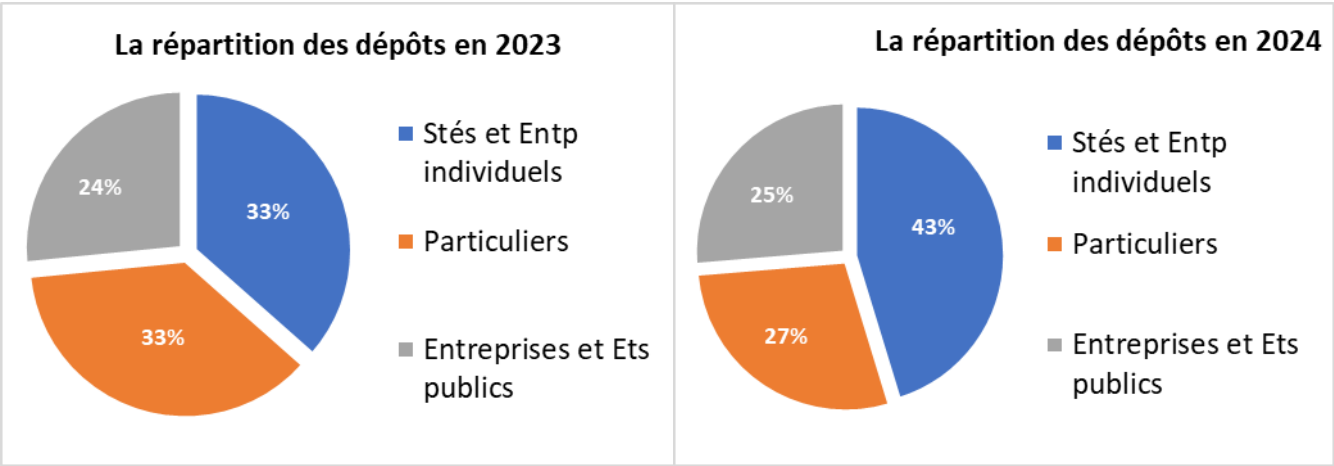
(En millions FD)

	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24/23
Stés et Entp individuels	146 850	171 875	161 964	184 479	172 382	178 771	210 356	17,7%
Particuliers	110 592	112 537	154 130	150 650	145 027	153 474	133 286	-13,2%
Entreprises et Ets publics	45 456	47 820	55 684	69 028	97 074	114 908	122 203	6,3%
Divers	33 749	38 981	47 127	38 719	20 260	23 306	21 461	-7,9%
Total dépôts	336 647	371 213	418 905	442 876	434 743	470 459	487 306	3,6%

Source : Banque centrale de Djibouti



En 2024, les sociétés privées ont augmenté leurs dépôts de 31,6 milliards FD et les entreprises publiques de 7,3 milliards FD. Les particuliers ont fortement réduit leurs dépôts de 20,2 milliards FD.



3.2.2 Les dépôts des banques conventionnelles et islamiques

Les dépôts auprès des 13 banques commerciales ont atteint 487,3 milliards FD, dont 25,4% auprès des trois banques islamiques.

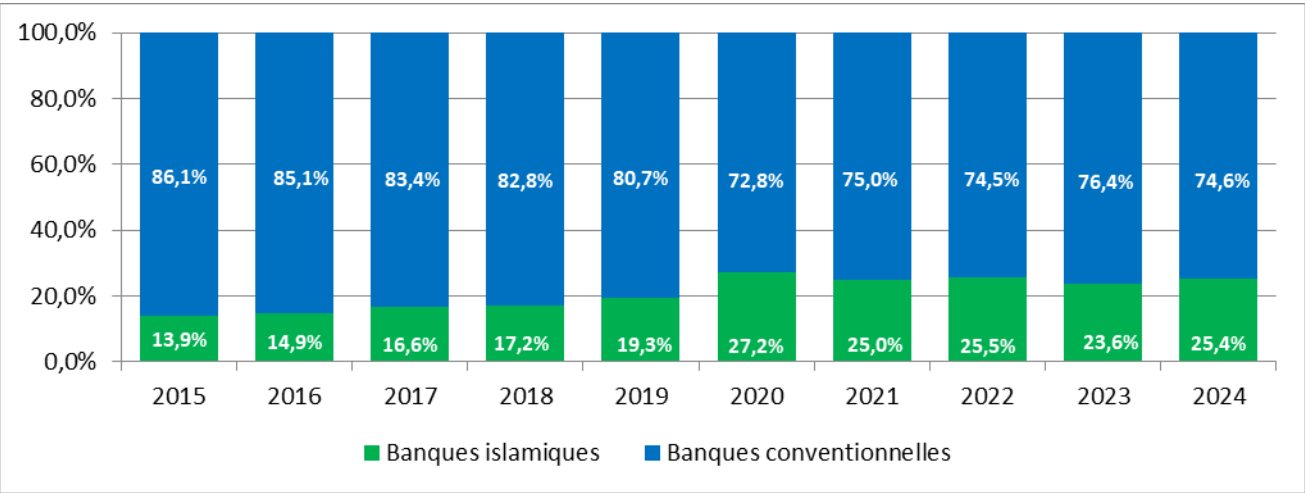
Les dépôts auprès des banques conventionnelles se sont chiffrés à 363,489 milliards FD en 2024 contre 358,311 milliards FD en 2023, soit une légère augmentation de 1,4%. Ils représentent 74,6% du total des dépôts.

Les dépôts auprès dans banques islamiques ont augmenté en 2024 de 11,4% pour atteindre 123,817 milliards FD.

En milliards FD	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Var 24/23
Banques islamiques	59,340	57,777	71,776	113,847	110,847	110,791	111,149	123,817	11,4%
Banques conventionnelles	298,838	278,870	299,436	305,058	332,029	323,952	358,311	363,489	1,4%
Total Banques	358,178	336,648	371,212	418,905	442,876	434,743	470,460	487,306	3,6%

Source : BCD

La part des banques islamiques a légèrement augmenté en 2024 de 1,8 point.



3.2.3 Les dépôts par type de monnaie

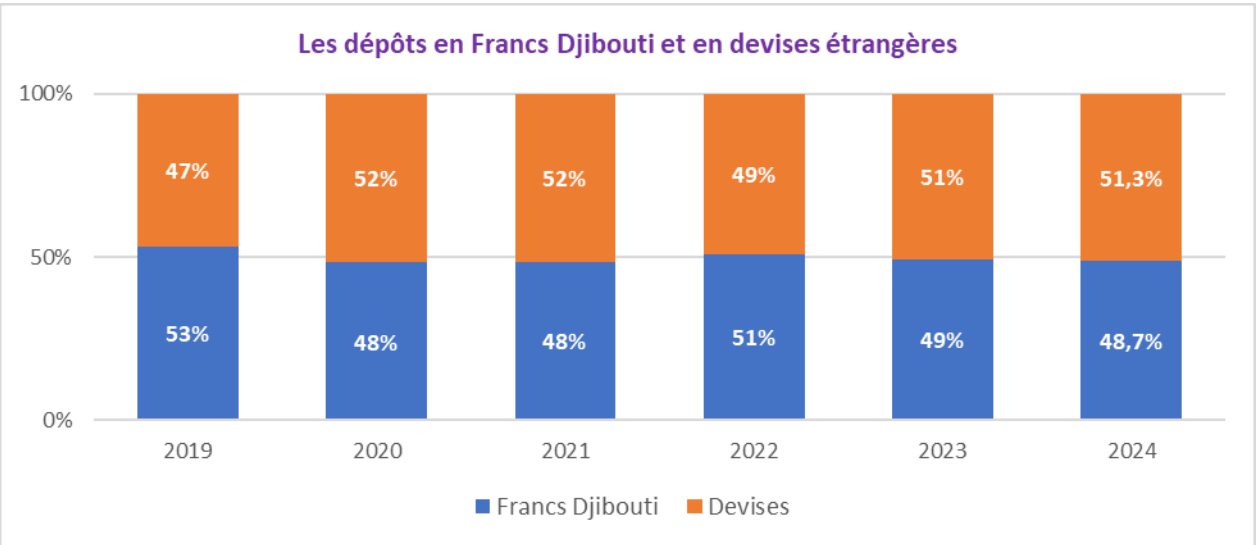
Les placements en Francs Djibouti ont progressé de 2,3 % en 2024, atteignant 237,229 milliards de FD, contre 231,773 milliards de FD en 2023. Ils représentent 48,7 % de l'ensemble des dépôts à fin 2024.

Les comptes en devises étrangères ont également connu une hausse en 2024 de 4,8% sur un an. Ils sont dominés par des dépôts en US dollar de 227,031 milliards FD, soit 90,8% des devises, avec une augmentation annuelle de 6,9%. Les autres placements en devises, essentiellement en euro, ont baissé de 12,5% à 23,045 milliards FD.

Le placement en USD est aussi important que celui en FD puisque la parité entre les deux devises est fixe.

	(En millions FD)					
	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24/23
Francs Djibouti	202 110	214 717	220 444	231 773	237 229	2,3%
Devises	216 796	228 159	214 299	238 687	250 076	4,8%
Dollars US	192 373	202 593	189 657	212 352	227 031	6,9%
Autres devises	24 423	25 566	24 642	26 335	23 045	-12,5%
TOTAL	418 906	442 876	434 743	470 460	487 305	3,6%

Source : Banque Centrale de Djibouti



Les devises auprès des banques islamiques : les dépôts en devises auprès des banques islamiques sont encore faibles avec 59,1 milliards FD en 2024, soit 23,6% du total des devises. Les dépôts en francs djiboutien se sont chiffrés à 64,74 milliards FD à fin 2024.

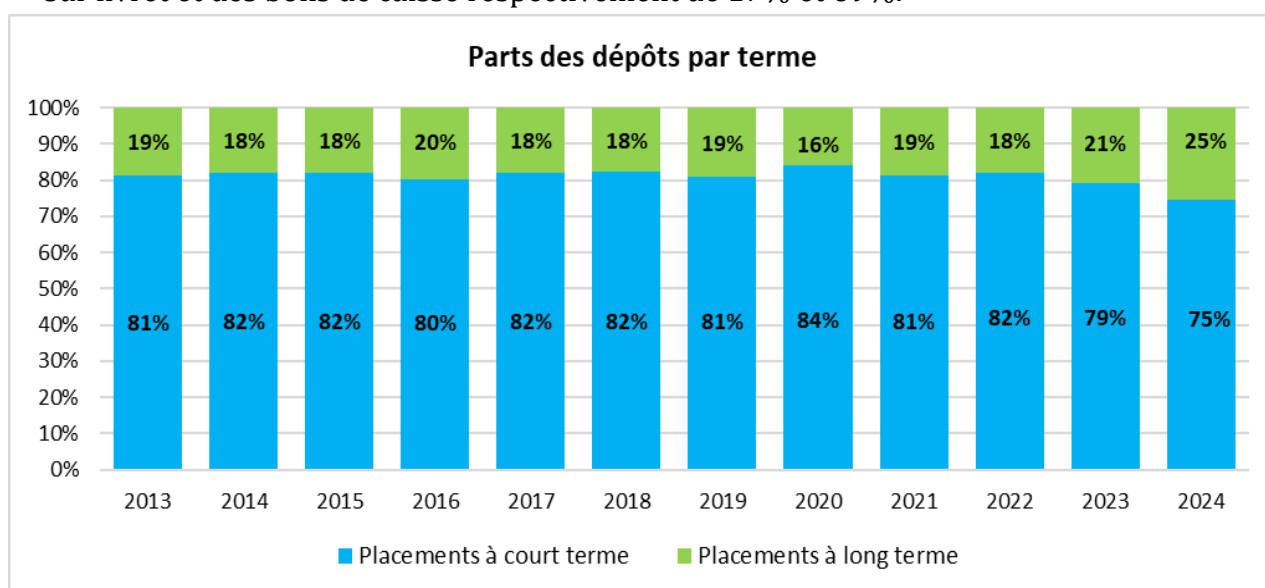
3.2.4 Les dépôts par terme de placement

La répartition des dépôts par terme indique que, malgré la hausse des dépôts à long terme de 26,7% en 2024, l'écart important persiste avec les dépôts à court terme qui représentent plus de 74% des dépôts (à vue, sur livret, bons de caisse). Les placements à long terme sont en augmentation de 26 milliards FD et représentent 26% de l'ensemble des placements en 2024 contre 21% un an auparavant.

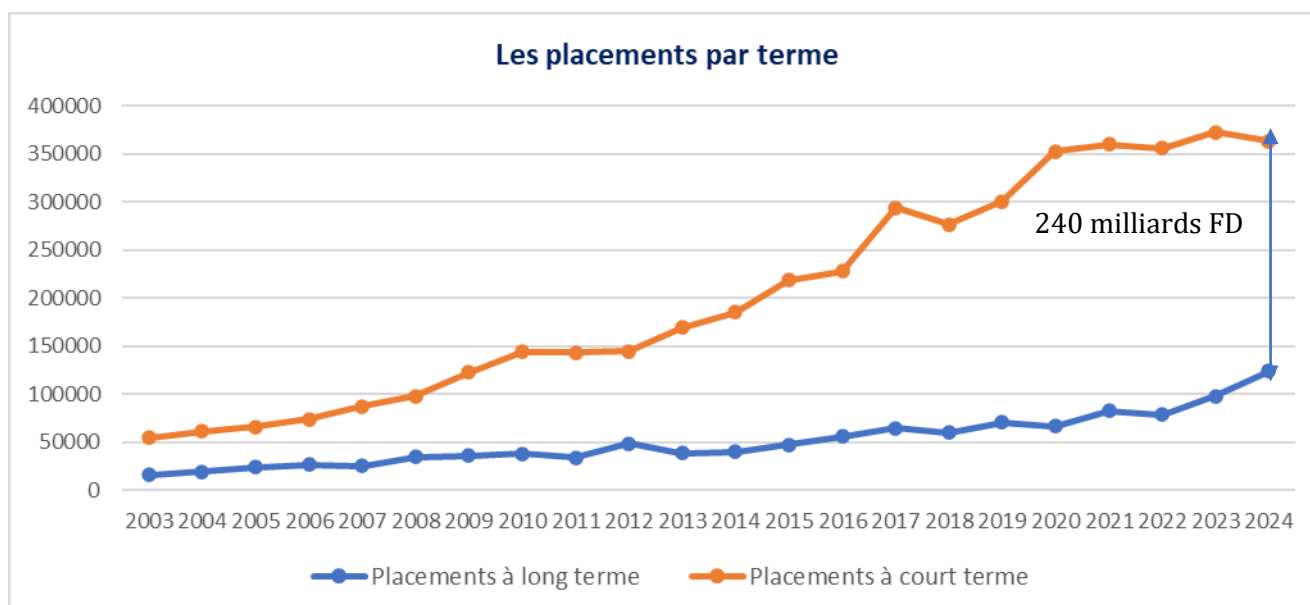
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Var.24/23
Dépôts à long terme	70 734	66 448	82 676	78 922	97 805	123 885	26,7%
Dépôts à court terme	300 480	352 457	360 200	355 821	372 654	363 421	-2,5%
Comptes à vue	254 636	304 352	311 553	308 876	317 341	323 758	2%
Comptes sur livret	41 046	43 900	44 582	43 068	43 359	35 957	-17%
Bon de caisse	4 798	4 205	4 065	3 876	11 954	3 706	-69%
Total	371 214	418 905	442 876	434 743	470 459	487 306	3,6%

Source : BCD / unité : millions FD

La baisse des dépôts à court terme constatée en 2024 provient de la diminution des comptes sur livret et des bons de caisse respectivement de 17% et 69%.



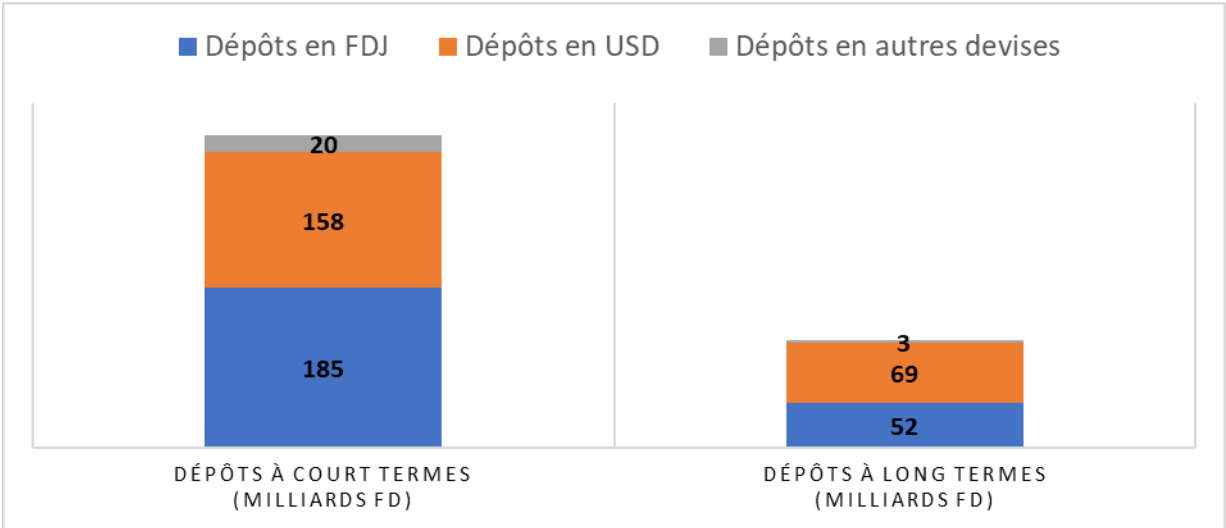
Les dépôts à court terme sont essentiellement constitués par les dépôts à vue (89%). Ces dépôts ne sont pas rémunérés par les banques puisque seuls les comptes sur livrets, les bons de caisse et les dépôts à termes bénéficient d'une rémunération.



La situation des placements croisés de 2024 montre que plus de 74% des placements sont à court termes dont 51% sont en franc Djibouti et 49% en devises. Cependant, les placements à long termes sont dominés par les devises à hauteur de 58% contre 42% en Franc Djibouti.

	Dépôts en FDJ	Dépôts en USD	Dépôts en autres devises	TOTAL
Dépôts à court termes	185 347	157 598	20 475	363 420
Dépôts à long termes	51 882	69 433	2 570	123 885
TOTAL	237 229	227 031	23 045	487 305

Source : BCD, en millions FD



Pour ce qui est des banques islamiques, les placements sont faits essentiellement à vue avec un montant de 103,82 milliards FD en 2024 contre 20 milliards FD à termes.

3.2.5 La rémunération des dépôts

Les taux d'intérêts rémunérateurs des comptes sont classés selon la nature des dépôts (à vue ou à terme), le montant déposé et le type de client (particulier ou société).

A l'exception des banques islamiques qui n'appliquent pas des intérêts, les banques conventionnelles ont fait évoluer le taux d'intérêt en 2024 entre un minimum de 0,03% et un maximum de 3,75% comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taux minimum	0,13%	0,22%	0,04%	0,04%	0,04%	0,04%	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%	0,03%
Taux maximum	3,7%	2,5%	5%	3,5%	3,0%	4,0%	2%	1,5%	2,5%	2,75%	3,75%

Source : Banque Centrale de Djibouti

Le taux maximum de placement des DAT a connu une hausse de 1 pp en 2024 à 3,75% d'intérêt annuel contre 2,75% un an auparavant ; le minimum étant resté inchangé à 0,03% depuis 5 ans.

➤ Les taux moyens créditeurs des banques commerciales **aux particuliers**

	2022		2023		2024	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima	Minima	Maxima
Comptes à vue	-	-	-	-	-	-
Comptes à terme	0,04%	1 %	0,04%	2,75%	0%	3,75%
Comptes d'épargne sur livret	0,04%	1,5%	0,04%	1%	0,07%	1,5%
Bon de caisse	0,03%	2,5%	0,03%	2,75%	0,03%	2,75%

Source : Banque Centrale de Djibouti

Le taux d'intérêt accordé aux particuliers pour leurs placements a évolué positivement et atteint un maximum de 3,75% par an. Même les comptes d'épargne sur livret ont connu une hausse du taux d'intérêt passant de 1% à 1,5%.

➤ Les taux moyens créditeurs des banques commerciales aux **entreprises et entrepreneurs**

	2022		2023		2024	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima	Minima	Maxima
Comptes à vue	-	-	-	-	-	-
Comptes à terme	0,04%	1,26%	0,04%	2,75%	0%	3,75%
Comptes d'épargne sur livret	0%	0,9%	0%	1%	0,25%	1,5%
Bon de caisse	0,03%	1,5%	0,03%	1,5%	0,03%	1,5%

Source : Banque Centrale de Djibouti

Pour les placements à long terme des entreprises, le taux d'intérêt créditeur a atteint un maximum de 3,75% en 2024 contre 2,75% en 2023. Il en est de même pour les dépôts dans les comptes sur livret avec une rémunération en 2024 de 1,5% contre 1% un an auparavant.

3.3. LES CREDITS BANCAIRES

Les crédits accordés par les banques commerciales de la place aux clients ont repris leur hausse en 2024 après la baisse constatée en 2023. Effectivement, il s'agissait de la seule baisse constatée sur une période de 20 ans. En 2024, ils se sont accrus de 29,8% à 353,371 milliards de FD contre 272,275 milliards FD un an auparavant.

	2020	2021	2022	2023	2024	Var 24/23
Crédits clientèles	149 341	230 320	243 326	212 459	287 682	35,4%
Crédits Hors-bilan	31 461	59 095	59 842	59 816	65 689	9,8%
Total	180 802	289 415	303 168	272 275	353 371	29,8%

Source : BCD ; Unité : millions FD

Les crédits accordés en hors bilan, c'est-à-dire des crédits documentaires et autres cautions, ont atteint 65,689 milliards FD et les crédits distribués à la clientèle qui se sont fixés à 287,682 milliards FD.

3.3.1. Répartition des crédits par type des banques

La répartition des crédits entre les deux types des banques est donnée dans le tableau suivant :

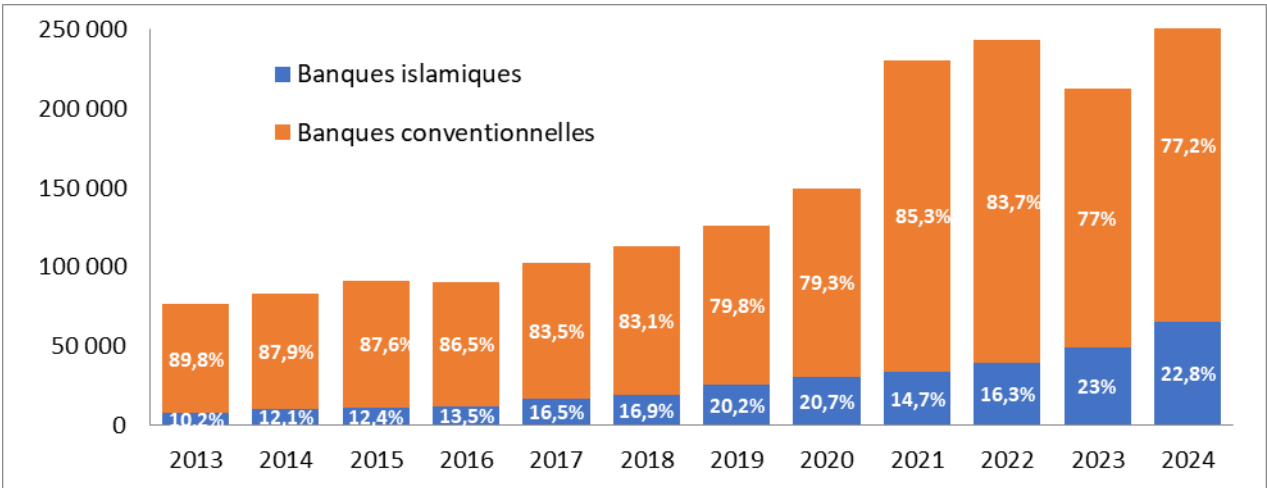
En millions FD	2020	2021	2022	2023	2024	Var 24/23
Banques islamiques	30 940	33 972	39 667	48 855	65 561	34,2%
Banques conventionnelles	118 401	196 348	203 659	163 604	222 121	35,7%
Total crédits	149 341	230 320	243 326	212 459	287 682	35,4%
Crédits hors bilan	31 461	59 095	59 842	59 816	65 689	9,8%
Total	180 802	289 415	303 168	272 275	353 371	29,8%

Source : BCD

La hausse des crédits clientèles provient des deux types des banques qui ont accordé plus des crédits en 2024.

Les banques conventionnelles ont distribué 222,121 milliards FD des crédits à leurs clients contre 163,604 milliards FD en 2023, soit une hausse de 35,4%. En termes de part de marché, ces crédits sont restés stable à 77,2%.

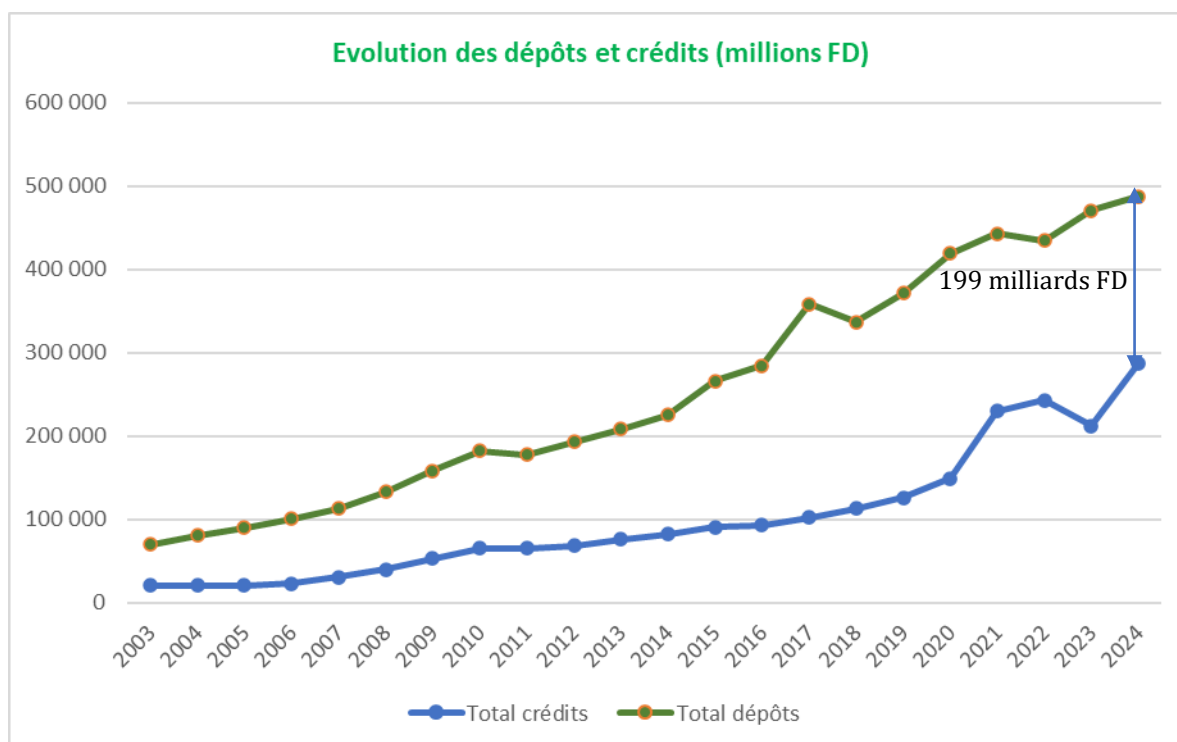
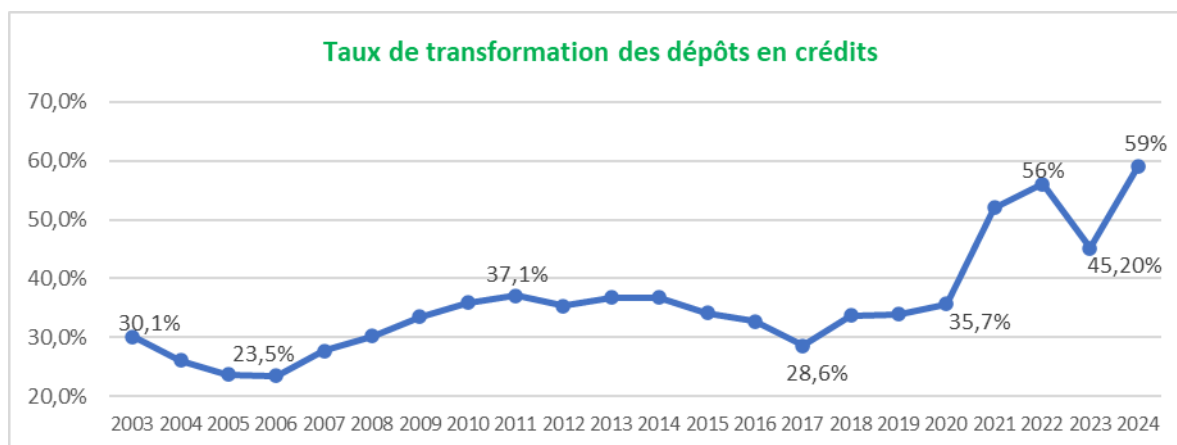
Quant aux banques islamiques, leurs crédits clientèles ont augmenté de 34,2% en 2024 à 65,561 milliards FD comparé aux 48,8 milliards FDJ octroyés en 2023. Cependant, leur part des marchés est restée stable à 23% par rapport à 2023.



3.3.2. Taux de transformation bancaire

Le taux de transformation de crédits a progressé d'environ 14 pp en passant de 45,2% en 2023 à 59% en 2024 en lien avec l'accélération des crédits (+35,4%) par rapport aux dépôts (+3,6%). Cette évolution correspondant à des crédits supplémentaires octroyés 75,22 milliards FDJ.

En millions FD							
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24/23
Total des crédits	126 101	149 341	230 320	243 326	212 459	287 682	35,4%
Total des dépôts	371 212	418 905	442 876	434 743	470 459	487 306	3,6%
Ratio crédits/dépôts (sans « horsbilan »)	34,0%	35,7%	52,0%	56,0%	45,2%	59%	30,5%



3.3.3. Transformation des dépôts des banques conventionnelles

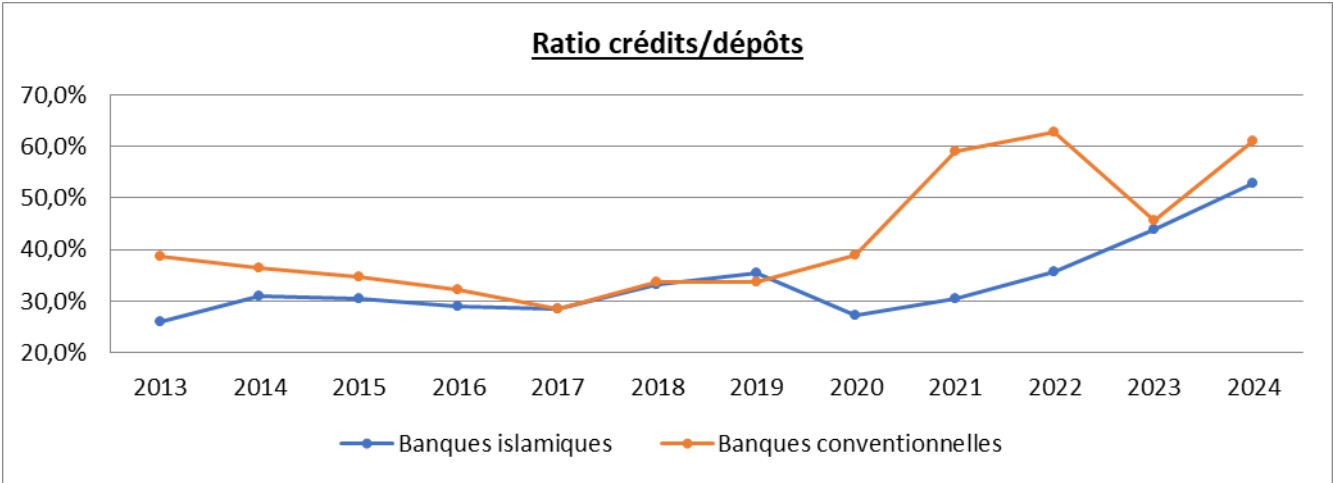
Les banques conventionnelles ont affecté 61,1% de leurs dépôts à des crédits contre 45,6% en 2023.

Milliards FDJ		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Banques Conventionnelles	Crédits	94,221	100,587	118,401	196,348	203,659	163,604	222,121
	Dépôts	278,87	299,436	305,058	332,029	323,952	358,311	363,489
	Ratio crédits/dépôts	33,8%	33,6%	38,9%	59,1%	62,8%	45,6%	61,1%

3.3.4. Transformation des banques islamiques

En 2024, les crédits des banques islamiques ont augmenté de 34,2% alors que les dépôts n’ont augmenté que de 11,4%. Le taux de transformation est donc passé de 43,9% en 2023 à 52,9% en 2024.

Milliards FDJ		2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Banques Islamiques	Crédits	19,140	25,514	30,940	33,972	39,667	48,855	65,561
	Dépôts	57,777	71,776	113,847	110,847	110,791	111,149	123,817
	Ratio crédits/dépôts	33,1%	35,5%	27,2%	30,6%	35,8%	43,9%	52,9%



Les banques conventionnelles et islamiques ont attribué plus de la moitié de leurs dépôts à des crédits clientèles.

3.3.5. Répartition de crédits par termes

Toutes les catégories de crédits, court, moyen et long terme, ont été à la hausse en 2024.

(En millions FD)

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24/23
Crédits à CT+ débiteurs	56 180	62 878	82 691	96 666	112 621	16,5%
Crédit à MT	34 351	43 561	46 488	40 550	57 859	42,7%
Crédit à LT	58 810	123 881	114 146	75 243	117 202	55,7%
Total	149 342	230 320	243 326	212 459	287 682	35,4%

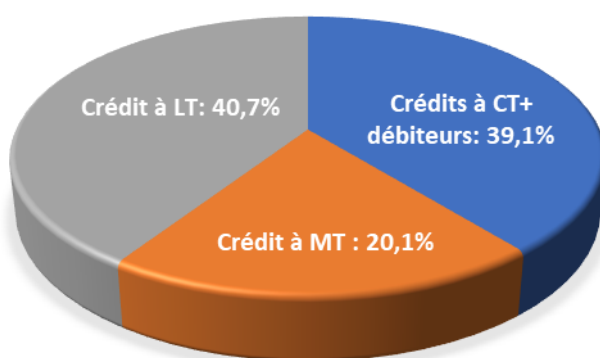
Source : Banque centrale de Djibouti

Les crédits à long terme ont atteint 117,202 milliards FD en 2024 contre 75,243 milliards FD en 2023, soit une hausse de 55,7%. En valeur, c’est une augmentation annuelle de 42 milliards FD. Les crédits à long terme ont représenté 40,7% contre 35,4% un an auparavant.

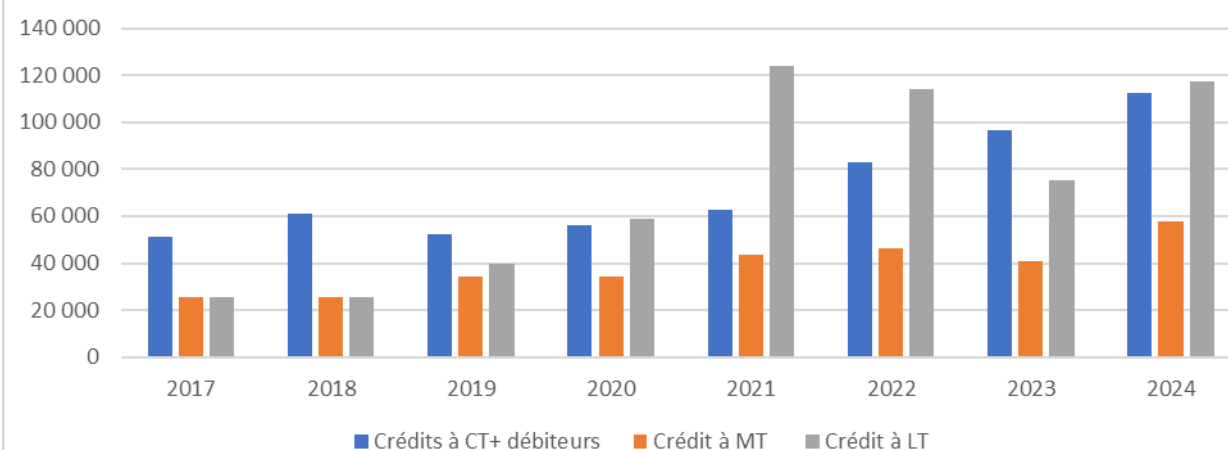
Les crédits à court terme se sont fixés à 112,621 milliards FD en 2024 avec une hausse de 16,5% sur un an. Ils se placent en deuxième rang avec une part de 39% du total des crédits octroyés.

La part des crédits à moyen terme est faible, 20%, mais a connu une hausse annuelle de 42,7%.

RÉPARTITION DES CRÉDITS PAR TERME EN 2024



En millions FD



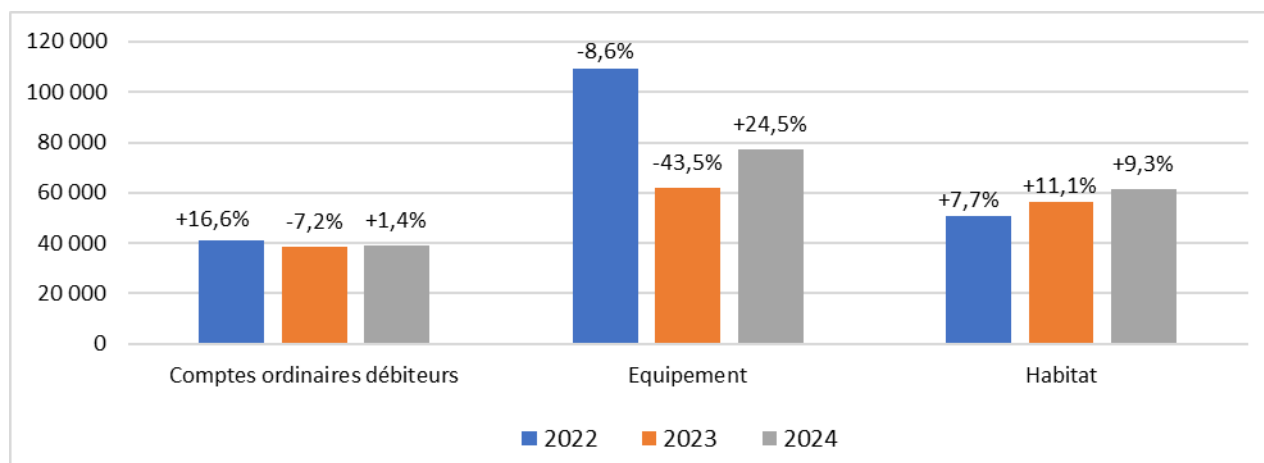
3.3.6. Les crédits par secteur d'activités

Au 31 décembre 2024, la répartition des crédits selon le secteur d'activité est donnée comme suite :

	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24/23
Comptes ordinaires débiteurs	30 482	35 436	41 307	38 327	38 861	1,4%
Équipement	53 254	119 798	109 527	61 835	77 001	24,5%
Habitat	39 261	47 007	50 636	56 247	61 454	9,3%
Autres crédits	26 344	28 079	41 856	56 049	110 366	97%
Total	149 342	230 320	243 326	212 458	287 682	35,4%

Source : BCD (en millions FD)

- La rubrique « autres crédits » a très fortement augmenté passant de 56 milliards FD en 2023 à 110,366 milliards FD en 2024, soit une hausse de 97% correspondant à une augmentation en valeur de 54,317 milliards FD.
- Les crédits à l'équipement : Ils ont connu une hausse de 24,5% sur un an pour se fixer au 31 décembre 2024 à 77 milliards FD.
- Les crédits destinés à l'habitat ont également connu une croissance de 9,3% à 61,454 milliards FD.
- Les comptes ordinaires débiteurs sont restés stable en 2024 comparés à 2023.



3.3.7. Les crédits selon les agents économiques

Tous les secteurs économiques ont enregistré une hausse des crédits en 2024.

- Les crédits accordés aux entreprises publiques ont augmenté de 13,5% en totalisant 72,232 milliards FD en 2024 contre 63,617 milliards FD en 2023. Ils ne représentent que 25% du total des crédits distribués en 2024 contre 30% un an auparavant.
- Les crédits donnés au secteur privé, sociétés et entreprises individuelles, sont majoritaires avec 57,7% en 2024 contre 48% en 2023. Ils ont augmenté de 62,7% sur un an à 165,911 milliards FD au 31 décembre 2024 contre 101,969 milliards FD en 2023.
- Les crédits aux particuliers s'élèvent à 49,141 milliards FD en 2024 en hausse de 7,8% par rapport aux 45,569 milliards FD de 2023.

En millions FD						
	2020	2021	2022	2023	2024	Var. 24/23
Entreprises et Ets publics	30 890	49 847	63 646	63 617	72 232	13,5%
Sociétés et entreprises individuelles	89 858	148 605	143 585	101 969	165 911	62,7%
Particuliers	28 104	31 404	36 066	45 569	49 141	7,8%
Divers	489	464	28	1 303	398	-69,5%
Total	149 342	230 320	243 326	212 458	287 682	35,4%

3.4.2 Distribution des crédits par devise

La plus grande partie des crédits est octroyé sous forme des devises et plus particulièrement en US dollar suivi des crédits en Francs Djibouti avec respectivement 62,7% et 36,4%.

En millions FD

Devises	2020	2021	2022	2023	2024	Var 24/23
Francs Djibouti (FDJ)	71 889	77 873	85 194	94 934	104 602	10,2%
Dollars des Etats-Unis	76 096	151 797	157 937	115 223	180 393	56,6%
Autres devises	1 356	650	196	2 302	2 687	16,7%
Total	149 341	230 320	243 326	212 458	287 682	35,4%

3.3.8. Le coût des crédits

Les coûts d’emprunt ont très légèrement augmenté en 2024 dans l’ensemble à l’exception de quelques tranches de crédits pour les particuliers et les entreprises qui ont connu des baisses.

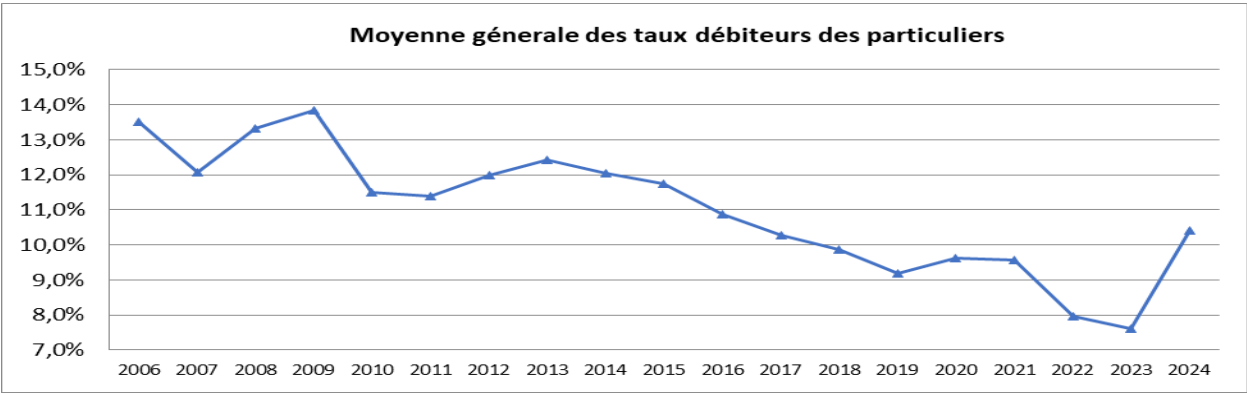
3.3.8.1. Taux accordés aux particuliers

Les taux sur les crédits accordés aux particuliers ont connu des hausses importantes notamment les taux sur les découverts (+90% pour le minimum et +54% pour le maximum), sur les prêts personnels (+103% pour son minimum et +18% pour son maximum).

Taux extrêmes de crédit										
	2020		2021		2022		2023		2024	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
Découverts	8,5%	13,7%	5,0%	18,0%	5,0%	13,0%	4,5%	13,0%	8,5%	20,0%
Prêts Personnels	8,5%	12,0%	8,5%	11,0%	3,5%	12,0%	3,5%	11,0%	7,1%	13,0%
Crédits immobiliers	6,1%	9,0%	6,0%	9,0%	5,7%	8,5%	5,3%	8,5%	5,2%	8,5%

Source : Banque Centrale de Djibouti

La moyenne de tous les taux débiteurs extrêmes accordés aux particuliers a évolué comme suite, passant de 7,6% en 2023 à 10,4% en 2024.



3.3.8.2. Taux de crédit aux entreprises et entrepreneurs privés

Les taux maximums ont augmenté en 2024 pour les découverts, quel que soit le montant octroyé, passant de 11% à 17%. Il s’agit d’une politique afin de décourager les découverts.

Ces taux maximums ont cependant connu une baisse pour les crédits à courts termes passant de 12% à 8,4% quel que soit le montant accordé.

Taux moyens de crédit pour les entreprises et entrepreneurs privés								
	2021		2022		2023		2024	
	Min	Max	Min	Max	Min	Max	Min	Max
Crédits < 10 millions FD								
Escompte	8	11	5,5	6,2	5,5	6,2	-	-
Découverts	6,22	11	8,2	11	8,12	11	7,6	17
Crédits à CT	7,63	10	6,9	12	6,91	12	7,63	8,4
Crédits à MT et LT	6,76	11	6,9	10,1	6,32	10,1	7,13	8,4
Crédits [10-50 millions FD]								
Découverts	1,11	11	1,7	11	1,9	11	4,92	17
Crédits à CT	7,63	10	7,3	12	7,33	12	7,63	8,4
Crédits à MT et LT	6,63	11	6,4	8,5	6,43	8,5	6,48	8,4

Crédits [50-200 millions FD]								
Découverts	2,14	11	1,2	11	0,99	11	4,81	17
Crédits à CT	8	10	8	12	8	12	8	8,4
Crédits à MT et LT	6,67	11	6,3	8	5,98	8	6,11	8,4
Crédits >200 millions FD								
Découverts	0,39	11	1,4	11	0,87	11	0	17
Crédits à CT	5,25	10	6,5	12	5,25	12	5	8,4
Crédits à MT et LT	5,61	11	5,5	8	5,48	8	5,6	8,4

Source : BCD

Les taux moyens ont évolué dans les intervalles suivants :

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taux minimums	[0,69% - 8,75%]	[1,13% - 8,00%]	[0,39% - 8,00%]	[1,2% - 8,2%]	[0,87%-8,12%]	[0%-7,63%]
Moyennes des taux minimums	5,69%	5,66%	5,54%	5,52%	5,31%	6,45%

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taux maximums	[13% - 17%]	[13% - 17%]	[10% - 11%]	[6,2% - 12%]	[6,2%-12%]	[8,4%-17%]
Moyennes des taux maximums	14,8%	14,8%	10,7%	10,2%	10,2%	11,3%

Si l'on fait la moyenne des taux extrêmes, on s'aperçoit que dans l'ensemble les taux débiteurs ont augmenté en 2024 d'un point de pourcentage.

3.5. La Microfinance

Les activités de microfinance ont enregistré à fin décembre 2024 une hausse des membres bénéficiaires de 3,8% sur un an à 59 780 et une diminution de crédits octroyés de 9,7% à 399,6 millions FDJ. L'épargne constituée a progressé de 18,6% à 692,65 millions FDJ et l'encours de crédit s'est réduit de 17% à 67,19 millions FDJ.

La microfinance islamique a connu pour sa part une hausse du volume de prêts déboursés de 140% à 159,66 millions FDJ sur un an et un encours en accroissement de 58% à 53,32 millions FDJ.

3.5.1. La Microfinance conventionnelle

Les activités de Caisses populaires d'épargne et de Crédit (CPEC) présentes dans la capitale et les régions de l'intérieur ont été marquées par un accroissement des adhérents, de l'épargne constituée et de taux de remboursements. Par contre, les microcrédits octroyés se sont repliés de 10% par rapport à leur niveau de 2023.

3.5.1.1. Evolution des membres

L'effectif total des membres adhérents au programme de microcrédit s'est établi à 59 780 à fin 2024 en progression de 3,8% par rapport à 2023. L'augmentation de membre de CPECs de Djibouti-ville et celui du sud respectivement de 8,5% et 3,1% ont compensé la baisse constatée pour les membres des CPEC du Nord.

Selon la répartition du total des adhérents, la CPEC de Djibouti arrive en tête avec 45 709 personnes (76,5%), suivi des CPEC du sud qui totalisent 8034 membres (13,4%) dont 4 096 pour Dikhil et 3 938 pour Ali Sabieh. Quant au CPEC du Nord (Tadjourah et Obock), celles-ci comptent 6 037 membres (10,1%) dont 3 249 pour Obock et 2 788 pour tadjourah.

Tableau 25 : Répartition des Membres de CPECs de Djibouti ville et des régions entre 2021-2024

	2021	2022	2023	2024	Var. 24/23
CPEC Djibouti	27 820	36 820	42 130	45 709	8,5%
CPEC Sud	5 689	7 190	7 794	8 034	3,1%
CPEC Nord	2 849	5 116	7 678	6 037	-21,4%
Total	36 358	49 126	57 602	59 780	3,8%

EVOLUTION DES MEMBRES PAR CPEC

Année	CPEC Djibouti	CPEC Sud	CPEC Nord	Total
2021	27 820	5 689	2 849	36 358
2022	36 820	7 190	5 116	49 126
2023	42 130	7 794	7 678	57 602
2024	45 709	8 034	6 037	59 780

Source : Direction de la Microfinance, ADDS

3.5.1.2. Epargne constituée

L'épargne constituée par les membres de CPEC Djibouti au 31 décembre 2024, s'élève à 692,65 millions FDJ en hausse de 18,6% par rapport à 2023 en raison de l'augmentation enregistrée auprès des CPEC de Djibouti-ville (+6,1%; +29 millions FDJ) et des CPECs du Nord notamment à Tadjourah (+287,2%; +39,62 millions FDJ) et à Obock (+490%; +34,84 millions). Alors que pour les CPEC de Dikhil, elle a diminué de 4,1% à 32,8 millions FDJ contre 34,19 millions en 2023.

Rapporté au PIB, ces dépôts représentent 0,1% du PIB et 0,2% des dépôts à vue bancaire.

Tableau 26 : Volume de l'épargne constitué entre 2022-2024 (FDJ)

	Epargne 2022	Epargne 2023	Epargne 2024	Evolution 2024/2023
Djibouti-ville	368 298 010	488 586 301	518 468 016	6,1%
Ali-Sabieh	55 511 863	40 292 987	46 024 910	14,2%
Dikhil	19 922 542	34 189 309	32 802 856	-4,1%
Tadjourah	54 669 045	13 792 722	53 409 331	287,2%
Obock	57 038 941	7 112 773	41 949 111	489,8%
Total	555 440 401	583 974 092	692 654 224	18,6%

Source : Direction de la Microfinance (ADDS)

3.5.1.3. Les crédits octroyés

Le volume de crédits octroyés par l'ensemble de CPECs ont diminué de 9,7% en passant de 442,58 millions FDJ en 2023 à 399,62 millions FDJ en 2024. Cela résulte de la baisse enregistrée auprès de tous les CPECs notamment celui de Djibouti ville (-5%; -18,6 millions FDJ), de CPEC d'Ali Sabieh (-73%; 12 millions FDJ) et de Dikhil (-61%; 12,4 millions FDJ).

Pour le CPEC du nord, aucuns nouveaux crédits ont été octroyés depuis 2022.

Tableau 27 : Evolution des crédits octroyés entre 2022-2024 (en FDJ)

	Crédits en 2022	Crédits en 2023	Crédits en 2024	Variation 2024/2023
Djibouti-ville	354 927 320	405 846 587	387 262 250	-5%
Ali-Sabieh	7 300 000	16 480 000	4 461 000	-73%
Dikhil	16 650 000	20 250 000	7 900 000	-61%
Tadjourah	0	0	0	-
Obock	0	0	0	-
Total	378 877 320	442 576 587	399 623 250	-9,7%

Source : Direction de la Microfinance, ADDS

3.5.1.4. L'encours des crédits CPECs

À fin 2024, l'encours de crédit s'est établi à 67,19 millions FDJ en diminution de 17% par rapport aux 80,61 millions FDJ enregistrés en 2023. L'essentiel de 13,4 millions FDJ remboursés soit 89% sont enregistrés auprès de CPECs du Sud notamment à Ali sabieh (-71%; -6,17 millions FDJ) et à Dikhil (-52%; -5,8 millions FDJ).

La baisse des encours pour les CPECs du NORD sont en lien avec l'inexistence des nouveaux prêts octroyés depuis 2021.

Tableau 28 : Evolution des encours de crédits entre 2022-2024 (FDJ)

	Encours 2022	Encours 2023	Encours 2024	Variation 2024/2023
Djibouti-ville	48 031 513	59 719 233	59 171 502	-1%
Ali Sabieh	3 106 278	8 660 220	2 489 575	-71%
Dikhil	9 136 881	11 250 176	5 452 469	-52%
Tadjourah	443 743	378 765	78 454	-79%
Obock	770 670	600 012	0	-100%
Total	61 489 085	80 608 407	67 192 000	-17%

Source : Direction de la Microfinance (ADDS)

3.5.2. Microfinance islamique

L'activité de la Microfinance islamique étant exclusivement opérée à Djibouti en particulier à Balbala et Avenue 13, le nombre des membres adhérents à ce programme s'est accru de 15% à 2 719 entre 2024 et 2023 après avoir déjà progressé de 24% en 2023.

S'agissant des prêts déboursés, ceux-ci ont atteint 159,66 millions FDJ soit une progression de 140% en comparaison au volume de prêts déboursés en 2023 après qu'il ait déjà bondi de 173% par rapport à 2022.

Compte tenu de cette performance de prêts accordés, les encours de crédits se sont établis à 53,32 millions FDJ en accroissement de 58% par rapport aux 33,83 millions FDJ de 2023.

	2022	2023	2024	Variation 24/23
Membres adhérents	1 909	2 362	2 719	15%
Prêts déboursés (FDJ)	24 341 600	66 424 868	159 660 000	140%
Encours totales (FDJ)	18 154 384	33 827 617	53 316 651	58%

Source : Direction de la Microfinance (ADDS)

CHAPITRE IV. LES SECTEURS SOCIAUX

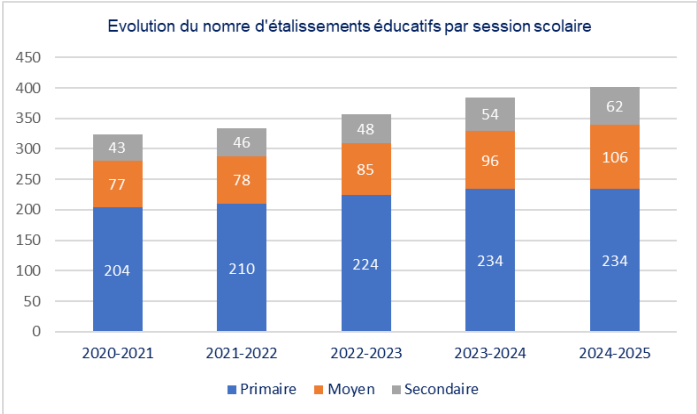
4.1. EDUCATION

4.1.1. Effectifs des établissements scolaires

Pour la session scolaire 2024-2025, le nombre d'établissements en activité s'est accru de 4,7% à 402 contre 384 enregistré en 2023. Au total, ce sont 18 nouveaux établissements qui ont été construits durant cette session scolaire soit 10 collèges d'enseignement moyen et 8 lycées.

Tableau 29 : Nombre des écoles et des élèves Inscrits selon le niveau d'enseignement

Année	Primaire	Moyen	Secondaire
2016-2017	165	58	28
2017-2018	187	68	34
2018-2019	194	68	37
2019-2020	202	72	39
2020-2021	204	77	43
2021-2022	210	78	46
2022-2023	224	85	48
2023-2024	234	96	54
2024-2025	234	106	62



Source : annuaire statistique 2024/2025 du MENFOP

La répartition de ces établissements par secteur d'activités est décrite comme suit :

- **Enseignement primaire** : sur les 234 écoles du primaire : 177 écoles sont publiques ; 47 écoles sont privées francophones et arabophones confondus ; 8 écoles pour les réfugiés.
- **Enseignement moyen** : sur les 106 établissements moyens, 59 sont publics, 44 sont Privés et 3 se trouvent dans les camps des réfugiés (2 dans la région d'Ali-Sabieh et 1 dans la région d'Obock).
- **Enseignement secondaire** : sur les 62 établissements secondaires, 31 sont publics, 28 sont privés et 3 sont dans les camps de réfugiés.

4.1.2. Les inscriptions des élèves par niveau d'enseignement et le taux brut de scolarisation

Les élèves inscrits aux différents niveaux d'enseignement ont progressé respectivement de 2% à 75 972 pour le primaire, de 5% à 49 498 pour le niveau d'enseignement moyen et de 0,1% à 26 214 pour le secondaire général, technique et professionnel.

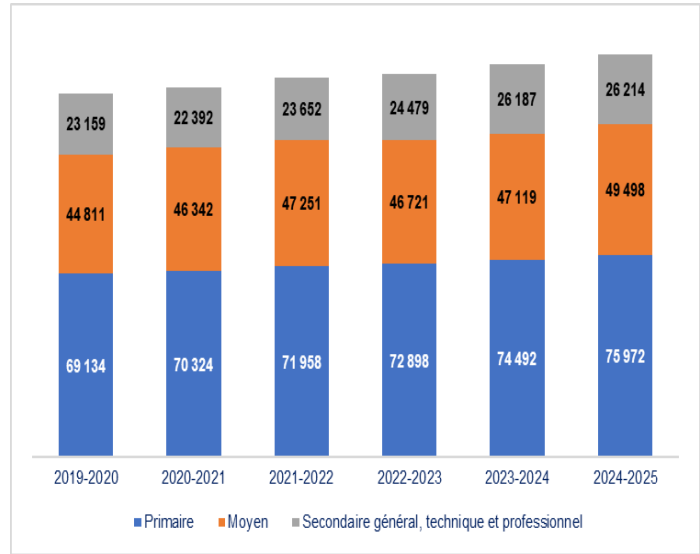
Le taux brut de scolarisation s'est amélioré respectivement de 1,5 point à 100,7% et de 2,4 points à 89,1% pour le primaire et le niveau d'enseignement moyen entre les sessions scolaires 2023-2024 et 2024-2025. Par contre, ce taux s'est quasiment stagné (+0,1%) à 66,6% pour le secondaire général, technique et professionnel.

Tableau 30 : Evolution des élèves inscrits et du Taux brut de scolarisation

	Primaire		Moyen		Secondaire général, technique et professionnel	
Année	Elèves inscrits	TBS	Elèves inscrits	TBS	Elèves inscrits	TBS
2019-2020	69 134	94,1%	44 811	72,5%	23 159	47,0%
2020-2021	70 324	96,0%	46 342	77,9%	22 392	46,0%
2021-2022	71 958	98,3%	47 251	79,3%	23 652	49,6%
2022-2023	72 898	99,5%	46 721	79,5%	24 479	52,5%
2023-2024	74 492	99,2%	47 119	86,7%	26 187	66,5%
2024-2025	75 972	100,7%	49 498	89,1%	26 214	66,6%

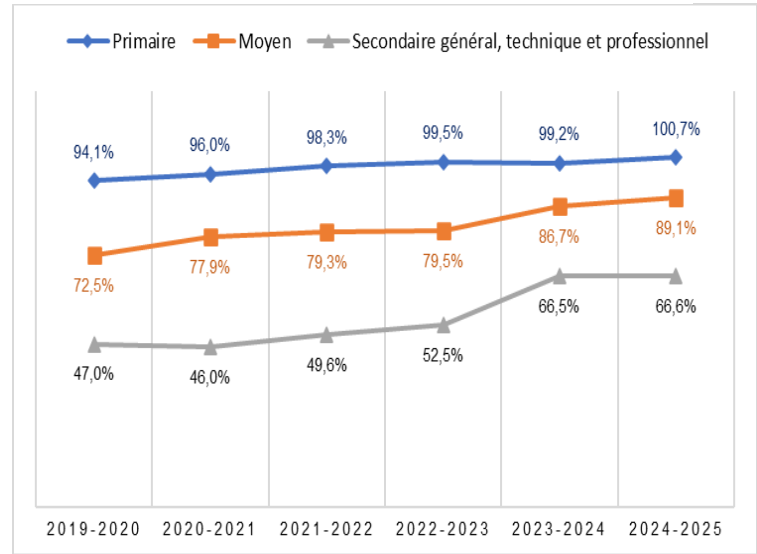
Source : annuaire statistique 2024/ 2025 du MENFOP

Graphique 27 : Evolution des Elèves inscrits par niveau d'enseignement



Source : annuaire statistique 2023/ 2024 du MENFOP

Graphique 26 : Evolution du taux brut de scolarisation selon le niveau d'enseignement



4.2. SANTE

Pour apprécier l'évolution du système de santé nationale, une série des indicateurs de performances qui couvrent l'effectif des infrastructures de santé, la santé de la mère et infantile et le suivi des maladies transmissibles et la surveillance épidémiologiques.

4.3.1. Infrastructures de santé

Le système de santé nationale présente en 2024 une structure relativement stable, mais dont l'évolution reste marquée par une dynamique limitée. Les centres de santé de base publics, au nombre de 62 depuis 2020, constituent l'ossature du dispositif national de soins primaires. Les structures parapubliques, regroupant la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et les Hôpitaux des corps armés, ont connu la seule évolution notable au cours de la période, passant de 10 unités en 2020 à 14 en 2022.

Le maillage hospitalier progresse avec la mise en place des hôpitaux régionaux. En effet, après ceux d'ali sabieh et d'Arta, celui de la région de tadjourah est inauguré en 2024.

Cette situation résulte d'une volonté du gouvernement de pallier à la forte concentration des capacités hospitalières dans la capitale, contraignant ainsi les populations des régions de l'intérieur à se tourner vers Djibouti-ville pour bénéficier de soins spécialisés.

Le secteur privé, quant à lui, contribue faiblement à la diversification de l'offre de soins. Les hôpitaux privés (au nombre de 2), les cliniques et cabinets (13) ainsi que les pharmacies privées (19) n'ont enregistré aucune progression sur la période.

En ce qui concerne l'accès aux médicaments, le pays dispose de 20 pharmacies communautaires et 44 pharmacies de dépôt, chiffres inchangés depuis 2020. Ces structures jouent un rôle central, notamment en milieu rural où les dépôts pharmaceutiques constituent souvent le premier recours pour les populations.

4.3.2. Santé maternelle et infantile

En 2024, le taux de fréquentation des enfants de moins de 5 ans a atteint 72%, contre 64,1% en 2023. Cette progression de près de 8 points traduit un retour positif vers les services de santé pédiatriques après une période d'irrégularité.

Bien que le taux demeure inférieur au niveau enregistré en 2019 (2,1%), l'incidence des cas d'anémie chez les enfants de moins de 5 ans est passée de 1,38% en 2023 à 1,97 % en 2024.

S'agissant du nombre de césariennes pratiquées, il a atteint 4 256, comparé aux 4 009 cas enregistrés en 2023 soit une augmentation de 6,2% sur un an. Après une baisse en 2022, la reprise observée suggère une amélioration de l'accès aux soins obstétricaux d'urgence et à des services hospitaliers plus performants. Cette évolution reflète également une montée en capacité des hôpitaux à répondre aux besoins en santé maternelle.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de fréquentation des enfants de moins de 5 ans	62,2%	57,4%	77,9%	58,6%	64,1%	72,0%
Incidence de cas des anémies chez les enfants de moins de 5 ans (%)	2,1%	1,4%	1,7%	1,5%	1,38%	1,97%
Césariennes effectuées	nd	nd	4 256	4 173	4 009	4 256

Source: Annuaire statistiques de la Santé

4.3.3. Maladies transmissibles et surveillance épidémiologique

En 2024, l'incidence des cas de diarrhée infantile s'établit à 16%, en hausse de 1 point par rapport aux 14,93% observés en 2023. Cette recrudescence reste néanmoins inférieure au pic enregistré en 2021 (18,9%). La tendance récente traduit une persistance des maladies diarrhéiques, souvent liées à l'accès limité à l'eau potable. Leur évolution irrégulière au cours des cinq dernières années indique que les mesures de prévention, bien qu'existantes, nécessiteraient d'être renforcées.

Le nombre de cas de paludisme confirmés a diminué en 2024 pour atteindre 38 197 cas, contre 38 944 cas en 2023. Cette légère baisse de 2% reste encourageante, bien qu'elle demeure très en deçà des niveaux élevés observés en 2020 (73 535 cas). Malgré ces progrès, la charge du paludisme demeure importante, traduisant un défi permanent de santé publique. La tendance à la baisse sur les deux dernières années pourrait refléter des efforts accrus en matière de prévention (moustiquaires imprégnées, campagnes de sensibilisation, amélioration de la prise en charge).

Le nombre de cas de tuberculose pulmonaire à microscopie positive (TB-TPM+) a atteint 1 128 en 2024, en augmentation par rapport aux 1 086 en 2023. Le niveau reste plus élevé que la moyenne des années 2019-2021 (autour de 880 cas), ce qui peut traduire également une amélioration des capacités de dépistage et de diagnostic.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Incidence des cas de diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans (%)	14,15%	2,62%	18,88%	14,15%	14,93%	16%
Nombre des cas du paludisme confirmé	49 402	73 535	59 057	40 648	38 944	38 197
Nombre de personnes TB-TPM+ (tuberculose)	981	867	887	1 074	1 086	1 128

Source: Annuaire statistiques de la Santé

4.3. GENRE

La poursuite de la mise en œuvre de la politique nationale du Genre a été marquée en 2024 par la concrétisation des projets visant à améliorer l'autonomie des femmes, à promouvoir l'égalité des genres et à renforcer les structures institutionnelles du Ministère pour mieux servir les populations cibles. Cependant, le Ministère de la Femme et de la Famille, ses efforts ont redoublé pour promouvoir l'autonomie économique des femmes à tous les niveaux, améliorer la gestion de leurs activités économiques, protéger les enfants vulnérables, et soutenir les populations socialement défavorisées. Les différentes actions entreprises par le ministère sont en relation avec les stratégies de long terme appelées "Vision Djibouti 2035" mais aussi le plan quinquennal « DJIBOUTI ICI 2020-2024".

L'ensemble des interventions publiques dans le domaine de la promotion du genre était aligné aux actions majeures déclinées comme suite :

- ❖ **Renforcement des capacités des jeunes filles et des femmes** : Cela inclut la formation sur des métiers clés et le soutien au développement de leur autonomie socio-économique.
- ❖ **Promotion de l'égalité de genre** : Les efforts se sont concentrés sur l'égalité des droits entre les femmes et les hommes, avec des actions concrètes pour renforcer la participation des femmes dans la société.
- ❖ **Amélioration des conditions de vie des familles et du bien-être de l'enfant** : Le Ministère a poursuivi ses actions pour améliorer les conditions de vie des familles, en particulier celles des enfants vulnérables, en leur offrant des opportunités d'éducation, de santé et de soutien social.
- ❖ **Renforcement des capacités institutionnelles du Ministère** : Des efforts ont été faits pour améliorer la gestion et le fonctionnement interne du Ministère, en renforçant les compétences managériales et institutionnelles de ses agents.

En détails, les principales activités réalisées durant cette année 2024 étaient relatives à :

- ✓ **Former des jeunes filles** : Des formations ont été mises en place pour les jeunes filles dans des secteurs prometteurs comme le portuaire, la logistique et le transport. Cela vise à renforcer leur employabilité et à améliorer leur autonomie socio-économique.
- ✓ **Conduire de campagne de sensibilisation pour lutter contre la violence faite aux femmes** : Le Ministère a intensifié ses efforts pour lutter contre la violence envers les femmes, une priorité évidente dans le cadre des droits des femmes et de l'égalité des genres.

- ✓ **Introduire un Programme d'autonomisation des jeunes filles** : Un programme spécifique a été lancé pour former et autonomiser 1 000 jeunes filles, en leur offrant des outils et des compétences pour mieux réussir dans leur parcours de vie professionnelle et personnelle

4.4. PROTECTION SOCIALE

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et à l'instar des autres années, des campagnes de soutien de familles djiboutiennes les plus vulnérables se sont poursuivies en 2024 avec des programmes d'autonomisation économique.

Parmi ces activités, le projet d'accès aux microcrédits, notamment des crédits à taux zéro, destinés aux femmes entrepreneures désireuses de développer des activités génératrices de revenus (AGR). Grâce à ce dispositif, plus de 215 femmes cheffes de ménage issues des quartiers défavorisés de la capitale ont pu bénéficier d'un financement. Au total, ce sont plus de 4 620 microentreprises (AGR) qui ont été créées pour un montant total de plus de 807 millions FDJ, dans des secteurs variés tels que l'alimentation, la vente de détail, la couture, etc. Pour favoriser l'autonomisation communautaire, 1 500 groupements d'entraide et par affinité (GEA) et plus de 100 caisses rurales d'épargne et de crédit (CREC) ont été constitués, contribuant ainsi à renforcer la résilience des communautés.

Ces actions témoignent de l'engagement du Gouvernement à fournir aux citoyens les plus vulnérables les outils et les moyens de devenir les acteurs et les artisans de leur propre développement.

Dans cette dynamique, le MASS a noué un partenariat stratégique avec l'Union nationale des femmes djiboutiennes (UNFD), s'appuyant sur son expertise dans la mise en œuvre de nombreux programmes sociaux, notamment le Programme national d'alphabétisation (PNA). Ce programme, actuellement dans sa 6^e année, a connu un élargissement géographique et une amélioration de la qualité des contenus pédagogiques. Le nombre de centres d'alphabétisation est passé de 61 à 91, accueillant environ 3 000 apprenants adultes par an.

Par ailleurs, pour répondre aux besoins immédiats des citoyens les plus vulnérables, Djibouti a renforcé son système de protection sociale à travers le Projet d'intervention d'urgence en réponse à la crise de protection sociale. Ce projet a bénéficié à plus de 86 000 personnes, dont plus de 40 000 femmes, grâce à des transferts monétaires et en nature permettant aux familles de couvrir leurs besoins essentiels et de réduire leur dépendance à l'aide d'urgence.

En outre, 60% des bénéficiaires ruraux ont été mis en relation avec des institutions financières formelles, favorisant ainsi l'inclusion financière et la résilience à long terme.

Annexe : Indicateurs macroéconomiques et financiers 2020-2024

En Millions FDJ	2020	2021	2022	2023	2024
SECTEUR REEL					
PIB constant	528 400	551 687	580 190	619 686	662 943
Déflateur	105,7	109,3	109,1	111,8	111,3
PIB courant (prix n-1)	558 779	602 971	633 187	692 836	737 924
Taux de croissance du PIB réel	1,2%	4,4%	5,2%	6,8%	7,0%
FBCF					
Taux d'investissements	30,1%	29,7%	29,0%	24,6%	24,2%
Taux d'investissements Privé	22,5%	22,2%	24,0%	18,7%	19,2%
Taux d'investissements public	7,5%	7,4%	4,9%	5,9%	5,0%
FINANCES PUBLIQUES					
Recettes intérieures	112 092	109 993	117 808	113 516	129 861
Recettes fiscales	65 866	69 834	73 832	77 171	84 143
Impôts directs	28 646	29 387	33 182	32 736	40 302
Impôts indirects	34 581	37 588	37 672	41 286	40 507
Autres taxes	2 639	2 859	2 978	3 149	3 334
Recettes non fiscales	46 226	40 159	43 976	36 345	45 718
Recettes intérieures non fiscales	24 761	18 688	22 552	15 299	21 703
Recettes Extérieures non fiscales	21 465	21 471	21 424	21 046	24 015
Loyers d'installations militaires USA	11 197	11 196	11 197	11 196	11 196
Loyers d'installations militaires FFDJ	5 289	5 264	4 700	4 827	7 815
Loyer de la base japonaise	924	924	924	924	924
Loyer de la base italienne	501	533	1 048	545	525
Loyer de la base chinoise	3 554	3 554	3 555	3 554	3 554
Dons	18 964	11 022	6 755	12 172	7 593
Dépenses totales	144 139	139 435	132 328	149 757	157 276
Dépenses courantes	89 628	91 154	99 423	103 846	116 550
(en % du PIB)	16,0%	15,1%	15,7%	14,9%	15,5%
Salaires	35 764	37 417	37 960	38 736	40 472
Matériels	30 332	32 186	35 622	42 502	51 467
Dépenses d'investissements	40 157	44 281	32 905	45 911	40 724
dont financées sur ressources intérieures	22 498	28 233	19 966	27 467	27 425
(en % du PIB)	4,0%	4,7%	3,2%	4,0%	3,7%
Solde budgétaire base ordonnancement avec dons	-13 083	-18 420	-7 765	-24 069	-19 819
Solde budgétaire base ordonnancement hors dons	-24 486	-23 801	-9 947	-29 996	-27 412
(en % du PIB)	-4,4%	-3,9%	-1,6%	-4,3%	-3,7%
Solde budgétaire base caisse	-12 397	-19 959	-7 990	-25 763	-23 839
Solde budgétaire base caisse hors dons	-4 836	-14 318	-3 417	-19 518	-16 246
DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE					
Encours de la dette	427 137	435 433	435 769	487 523	508 887
Service de la dette directe	6 566	3 536	14 334	17 046	8 140
dont intérêts	3 427	911	4 714	7 069	1 858
SECTEUR EXTERIEUR					
Exportations de biens	467 677	680 522	818 486	850 314	724 657
Exportations de services	160 635	180 088	190 679	196 393	208 364
Importations de biens	493 428	599 990	772 526	799 841	717 118
Importations de services	91 265	105 881	136 328	141 148	126 550
Balance commerciale (biens et services)	43 619	154 740	100 310	105 718	89 353
Solde du compte de transactions courantes	60 726	172 156	117 775	123 580	113 955
MONNAIE					
Avoirs extérieurs nets	348 247	348 417	312 372	311 062	278 127
Crédits intérieurs	157 654	180 884	205 767	248 394	299 311
Crédit à l'économie	149 013	161 621	189 234	214 815	243 682
Masse monétaire	453 912	478 420	470 338	507 411	524 699
(Variation annuelle)	19,3%	5,4%	-1,7%	7,9%	3,4%

En Millions FDJ	2020	2021	2022	2023	2024
Taux de liquidité (M2/PIB)	81,2%	79,3%	74,3%	72,9%	69,7%
Dépôts	418 905	442 877	434 746	470 460	487 305
Francs Djibouti	201 048	213 733	219 758	248 116	237 373
Devises	217 857	229 144	214 988	222 343	249 932
INDICATEURS BUDGETAIRES					
Taux de pression fiscal	11,8%	11,6%	11,7%	11,1%	11,4%
Masse salariale / Recettes fiscales	54,3%	53,6%	51,4%	50,2%	48,1%
Investissement sur ressources internes / Recettes fiscales	34,2%	40,4%	27,0%	35,6%	32,6%
Solde budgétaire de base / PIB	0,0%	-3,3%	-1,3%	-3,7%	-3,1%
Encours de la dette / PIB	76,4%	72,2%	68,8%	70,4%	69,0%
Variations des arriérées intérieures	686	-1 539	-225	-1 693	-3 406
INFLATION					
Taux d'inflation annuel (fin de période en %)	0,3%	2,5%	3,6%	3,8%	-0,6%
Taux d'inflation annuel (moyenne annuelle en %)	1,8%	1,2%	5,2%	1,5%	2,1%

Source : Modèle économique de Djibouti (MED)-DEP/MEFI



Direction de l'Économie et du Plan
Immeuble Sarian, Héron, Commune de Ras-Dika,
Djibouti-ville, République de Djibouti

<https://direction-economie.gouv.dj>

dep@economie.gouv.dj

T : (+253) 21 35 28 01/21 35 15 59